CRÉPUSCULE

Par Juan Branco

Le pays entre en des convulsions diverses où la haine et la violence ont pris pied. Cette enquête sur les ressorts intimes du pouvoir macroniste, écrite en octobre 2018, vient donner raison à ces haines et violences que l'on s'est tant plus à déconsidérer.

Impubliable *institutionnellement*, elle l'est du fait des liens de corruption, de népotisme et d'endogamie que l'on s'apprête à exposer.

Tous les faits, pourtant, ont été enquêtés et vérifiés au détail près. Ils exposent un scandale démocratique majeur : la captation du pouvoir par une petite minorité, qui s'est ensuite assurée d'en redistribuer l'usufruit auprès des siens, en un détournement qui explique l'explosion de violence à laquelle nous avons assisté.

Qui l'explique car le scandale dont il est sujet n'a pas été dit ni révélé, nourrissant à force de compromissions successives une violence qui ne pouvait qu'éclater. En un pays où 90% de la presse est entre les mains de quelques milliardaires, l'exposition de la vérité est affaire complexe, et la capacité à dire et se saisir du réel ne cesse, pour les dirigeants et les « élites » tout autant que pour le « peuple », de se dégrader.

Un Français sur deux – sondage *yougov* du 4 décembre 2018[1] – souhaite la démission de Macron. Il faut mesurer la force de ce chiffre : il ne s'agit pas de dire que le Président de la République déplairait à un Français sur deux. Mais qu'un Français sur deux, dont une immense majorité croit et adhère au système politique existant, à peine un an après une élection présidentielle, considère que son résultat devrait être invalidé par le départ de celui qui théoriquement devait les diriger pendant cinq ans.

Il n'est pas difficile d'en déduire qu'une très ample majorité l'approuverait, si cette chute ou destitution intervenait.

Comment l'expliquer, alors que formellement, cet être semble avoir respecté l'ensemble des conditions qui font qu'une élection puisse apparaître démocratique ?

---

1 https://www.capital.fr/economie-politique/la-moitie-des-francais-souhaitent-la-demission-demmanuel-macron-1318654

Tout simplement, en montrant que cet être n'a respecté que *formellement* notre système démocratique, et l'a au contraire effondré. Et que l'illégitimité ressentie par une majorité de nos concitoyens correspond à une réalité.

Cela, nos journalistes et commentateurs, partis politiques, se refuseront toujours à le dire et à le croire, à l'enquêter. Cela est naturel, car, nous allons le montrer, ils ont été complices et principaux vecteurs du viol démocratique qui est intervenu, jeu d'apparences où l'on a présenté un être au peuple pour en masquer la réalité.

Les mots sont durs. Et pourtant, vous allez le découvrir : ils sont justifiés. Celui que nous nous apprêtons à abattre symboliquement a pris le pouvoir, littéralement, aux dépens des principes démocratiques et républicains auxquels nous adhérons, et par lesquels nous demandons son départ ou sa destitution.

Il n'y a nulle sédition dans l'appel au départ d'Emmanuel Macron, car c'est lui, et les intérêts qui l'ont formé, qui pour prendre le pouvoir se sont comportés en séditieux. Mesurons l'importance de ces mots, qui nous départissent d'un quelconque désaccord *politique* : c'est le sens même de notre confrontation à cet être, l'idée même que nous appartiendrions à un même ensemble, qui s'en trouve affectée.

Nous sommes en situation d'exceptionnalité.

*

Remarquez la chose suivante. Aucune parole institutionnelle, dans les médias, les partis politiques ou ailleurs, ne se fait la porteuse de ce désir de destitution, alors que, nous l'avons vu, il concerne *a minima* la moitié de la population. Aucun, à l'exception des gilets jaunes que l'on invite et traite avec folklore pour les décrédibiliser sur les plateaux télévisés, ne s'est saisi de cette revendication principielle. Or c'est bien le rôle du médiatique et du politique, en une société démocratique et libérale, représentative, que de porter la parole et les intentions de la population. Si la chose n'intervient pas, et si elle n'intervient pas avec une telle férocité, alors le principe de notre régime s'en voit affecté.

Cela, et cela seul justifierait la violence qui a explosé. Car comment ces êtres pourraient-ils se faire entendre, en un système où leur parole n'est pas seulement niée, mais tout simplement invisibilisée ? En ce paradoxe que personne ne souhaite traiter, la preuve d'une défaillance profonde, d'un échec qu'il s'agit de corriger[2].

Tous semblent pris dans la nasse de ce qu'il conviendra d'appeler, et nous le justifierons, un système oligarchique. A savoir un espace public dominé par des individus dont la fortune dépend directement ou indirectement de l'État, et qui l'ont investie pour prendre le contrôle des médias et ainsi s'assurer de la préservation de leurs intérêts au détriment du bien commun.

Un État que l'on retrouve aujourd'hui et sans hasards, en une période où le peuple réclame ses droits, non plus dévoué à ce bien commun, mais au maintien de l'ordre, c'est-à-dire de l'existant, et de ceux qui y ont placés les leurs. Y compris pour desservir les populations.

Ce qu'il s'agit pour nous maintenant de démontrer, c'est qu'Emmanuel Macron a été « placé » bien plus qu'il n'a été élu. Que la presse a agi en ce domaine avec complicité. Et que la colère et la volonté de destitution qui anime une majorité de nos concitoyens s'en trouve légitimée.

*

Nous avons raconté sur Twitter et ailleurs les mécanismes amenant à l'organisation des vingt-heures de TF1, des interviews présidentiels de France 2, la nomination et du recrutement des journalistes selon des affinités diverses, les systèmes de compromis et de redistribution qui se mettent en place à toutes les échelles pour s'assurer que mot ne sera dit des mécanismes qui président à la production de l'information.

Nous avons raconté ailleurs comment Emmanuel Macron a opéré un véritable arrachement démocratique dont le seul débouché pouvait être le raidissement autoritaire du régime – jusqu'à l'excès – ou l'effondrement.

---

[2] La France Insoumise elle-même, toute à sa quête de renouvellement, ne recherche qu'une dissolution parlementaire, dont on se demande bien ce qu'elle nous apporterait. Le Rassemblement National, paniqué, appelle au « respect des institutions de la Ve république ». Les autres sont insignifiants.

Ce que nous nous apprêtons à révéler ici, c'est la factualité qui a permis la mise en place de ce pouvoir. La façon, dont, par exemple, Edouard Philippe, sorti de nulle part, a accédé au poste de premier ministre, après s'être piteusement perdu entre des missions de lobbying pour une grande entreprise nucléaire et apparatchikismes divers auprès de *Les Républicains*. Comment et pourquoi Ludovic Chaker et Alexandre Benalla ont été recrutés à l'Elysée afin de mettre en place une garde prétorienne agissant en « police privée » d'Emmanuel Macron, selon le modèle que lui avait fait découvrir Bernard Arnault en le présentant à Bernard Squarcini, ancien directeur de la DGSI, actuellement mis en examen pour avoir mis au service de son nouveau patron, LVMH, ses réseaux et parfois les services secrets de notre pays.

Comment tout cela, malgré les courageuses investigations de certains, n'a jamais été proprement raconté.

Nous allons parler de la raison pour laquelle Édouard Philippe a pris une telle place auprès d'Emmanuel Macron, là où la *presse libre* et ses centaines de journalistes s'est satisfaite d'en faire le récit que lui dictait la macronie.

Ce que nous allons démontrer ici, c'est que, sur cette affaire comme en des centaines d'autres, un récit démocratique n'a pas été fait. Que sur des événements aussi importants que la nomination d'un chef de gouvernement, la France a été tenue aveuglée. Et que le problème démocratique que cela suscite est ontologique : il menace notre régime, en retirant à ses dirigeants toute légitimité, puisqu'en faisant de leur élection une farce visant à masquer les véritables ressorts les ayant propulsés. Nous allons montrer comment un être, Jean-Pierre Jouyet, que tous les journalistes politiques connaissent, sur lequel aucun n'a enquêté en ses rapports à la Macronie[3], comment cet être a fait, avec Henry Hermand – millionnaire chargé de financer la vie privée de Macron[4] – et Xavier Niel, le Président Macron.

---

[3] Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, journalistes que l'on pourrait considérer avec quelques autres comme les directrices effectives du *Monde*, pourtant parfaitement informées des réseaux que le personnage entretenait et auteures d'une enquête à son sujet sous François Hollande, se sont montrées formidablement taiseuses à son sujet depuis l'élection de M. Macron.

[4] Mais aussi, et probablement en infraction avec la législation électorale, les Jeunes avec Macron, comme le montrent les Macronleaks, sous le nom de code « HH ».

Ce qui sera ici démontré, c'est ce que le système mis en place par ces êtres a suffi à court-circuiter l'ensemble des garde-fous de notre démocratie, et permis l'établissement d'un pouvoir dont la légitimité est à juste titre contestée, où l'entre-soi et le conflit d'intérêt ont été érigés en normes, et où les hommes de pouvoirs ont été intronisés pour maintenir l'ordre et piller.

Ce qui va être démontré ici, c'est que ceux qui sont qualifiés par les petits soldats de l'ordre établi comme des « violents », tous ces gilets jaunes qui ont été tant raillés, sont ceux qui mieux que les autres ont compris. Parce qu'ils se tiennent loin des jeux d'influence qui pourrissent le petit-Paris. Parce qu'ils ne bénéficient pas directement ou indirectement des prébendes qu'offre l'État à qui en accepte l'asservissement : ils ont vu tout de suite les entourloupes que l'on tentait de leur imposer. Ils ont compris sans avoir à l'entendre, entre autres, que la taxe carbone n'était qu'un habillage pour faire payer à tous ce que quelques-uns, par l'ISF, l'*exit*, la *flat tax* et mille autres dispositifs récupéraient.

Cette liaison entre faits, cette discursivité, aucun membre de notre « élite » n'a cherché à la mettre en œuvre pendant cette période dans l'espace public. Ce sont eux, eux qui étaient censés être « illettrés », qui l'ont exposée.

Ce que ce texte entend démontrer, c'est que ce sont ceux qui réclament le départ du Président, et non ceux qui le défendent au nom des institutions, qui se sont mus en les défenseurs de notre République et la démocratie

*

Il y a eu en France à partir du 24 novembre 2018 un soulèvement violent. Cette violence, contrairement à celle que nous infligent au quotidien ceux qui se compromettent avec le système, a été tout sauf gratuite. Ciblée, pensée, exaspérée par des politiques qui accroissaient des inégalités déjà insupportables et détruisaient la société, elle s'est attaquée aux biens et aux fonctions. Libératrice, elle a été source de joie et de lien. Contenue, elle a été pensée.

En une société où ce sont toujours les mêmes qui souffrent de l'incertitude, de la crainte de la perte de leur position et de la précarité, elle a inversé les rôles. Voilà que les bourgeois et les installés, voilà que les pilleurs et les profiteurs, se mettaient à trembler. Voilà que ceux qui s'étaient allègrement, joyeusement, sans ne jamais craindre de contrecoup, compromis, se trouvaient exposés.

Voilà pourquoi un être comme M. Couturier, se montre si véhément pour attaquer une révolution dont il sent qu'il en est le premier objet. Voilà pourquoi *Le Monde* tremble tant à l'idée de l'appuyer.

Ce texte explique et légitime leur colère. Il montre que les politiques ont leur source, et leurs sentiments une réalité. Ce texte donne assise et raison à leur colère. Il permet de *démontrer* – le mot est fort, il est justifié – qu'ils ont eu raison. Par les faits, loin de toute idéologie, il montre pourquoi cette colère était saine et nécessaire. Pourquoi il faut les faire céder.

Toute violence est défaillance de communication. Or ce qu'il s'agit maintenant d'exposer, c'est que cette défaillance a été organisée par quelques-uns pour servir leur intérêt, à l'échelle de la société. Elle s'est appuyée sur mille compromis, manipulations et opérations diverses qui ont débouché sur l'organisation d'une élection illégitime qu'une majorité cherche maintenant à renier.

Cette violence, que tant exigent aujourd'hui de condamner, est de *leur* responsabilité, et doit leur être retournée.

I

Le pouvoir présidentiel entre en son crépuscule. Avec un temps de retard paraissent les épîtres décryptant les rouages d'une ascension présentée en son temps comme miraculeuse, celle d'un jeune homme aux tempes blondes et aux yeux de ciel qui, par la seule grâce du talent et de l'audace, conquît tout un pays.

L'innocent récit de cette immaculée conception, repris en boucle et de façon unanime par une presse aux abois se fêle avec la douceur des commencements. Comme en toute entreprise mal fondée – et l'épopée macroniste, comme nous le verrons, le fut particulièrement – les teintes de souffre recouvrent à vitesse brûlante les éclats de gloire que l'on avait cru définitivement tracés. Le contre-jour du pouvoir, fait de coulisses et compromissions, corruptions et inféodations, de destins mobilisés pour arracher la France à ses destinées, apparaît pas à pas. Et ce contre-jour a une couleur bien particulière : celle du sang.

Ce sang n'est point seulement celui des affairistes et des corrupteurs habituels, ces courtisans que charrient tous les pouvoirs. Il macule l'ombre d'Emmanuel Macron d'une substance plus particulière, faite de délinquants et intrigants que l'on pensait relégués en nos bas-fonds et arrière-plans.

L'affaire va plus vite qu'espéré, les révélations se succèdent, et voilà que le pari qui consistait à prendre le pouvoir assez vite pour que les machines de propagande d'État sussent recouvrir à temps les laideurs de la démarche, s'apprête à être perdu. Les tempes juvéniles de l'intrigant semblent perler. Il est temps pour nous de l'achever.

*

Les hostilités sont lancées *via* la publication de l'ouvrage *Mimi*, chez Grasset. Explosant les opaques frontières jusqu'ici dessinées au nom de l'intimité par une presse compromise et dominée, le texte, œuvre de deux journalistes d'investigation et d'une romancière, met en lumière, à la rentrée 2018, l'une des principales pièces de la « fabrique du consentement » qui a permis la victoire d'Emmanuel Macron, à travers un matraquage inédit, quasi-physique, qui fut imposé par une certaine caste aux Français.

L'enquête expose la figure de Michèle Marchand, pièce centrale d'une immense entreprise de communication qui fut mise en place avec l'aide d'un milliardaire, un certain Xavier Niel, dans le but de faire connaître et adouber par le peuple français un inconnu absolu qui venait d'être coopté par les élites parisiennes, pur produit du système transformé en quelques mois en icône adulée par les rédactions de Gala, VSD, Paris Match et de quelques autres magazines mobilisés avec soin.

Un être dont la notoriété, égale en nature à celles des célébrités de télé-réalité, ne pouvait, par ce dispositif, que s'effondrer.

*

Ce que l'ouvrage raconte, c'est la seconde étape de la prise du pouvoir de Macron, suivant celle qui lui avait permis de se faire adopter par une oligarchie parisienne que nous allons maintenant exposer.

Ce que l'ouvrage révèle, mais révèle mal, c'est à quel point les réseaux les plus putrides de la France la plus rance sont en lien avec ces puissants qui se gargarisent d'une élégante morale et de valeurs bienséantes.

Étrangement tenue à l'écart de bien des télévisions et médias, l'enquête menée par Jean-Michel Décugis, Pauline Guena et Marc Leplongeon nous révèle comment un ancien proxénète devenu milliardaire puis oligarque, un certain Xavier Niel, avait rencontré à l'orée des années deux-mille une femme du *milieu*,

Michèle Marchand, emprisonnée notamment pour trafic de drogues, et avait décidé de s'allier à elle pour en faire un rouage dans son ascension fulgurante vers les plus grandes fortunes de France.

Première étrangeté que le texte révélait : cette « Mimi » Marchand avait été rencontrée par Xavier Niel grâce aux réseaux qu'il avait cultivés lors de son passage en prison. Si l'une fut incarcérée à Fresnes et l'autre dans la cellule VIP de la Santé – où il fut protégé par le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke, qui se dirait plus tard fasciné par le personnage, comme il l'avait été par bien des puissants, lui épargnant par ses réquisitions une trop longue incarcération – l'ouvrage nous apprend que leur avocate fut commune et les présenta mutuellement.

Rappelons que Xavier Niel est aujourd'hui détenteur des plus importants médias de notre pays, et qu'il a placé à leur tête un homme de main, Louis Dreyfus, chargé non pas de censurer ou de faire dire directement, mais de recruter et de licencier, promouvoir et sanctionner. Ce qui nous le verrons, est bien plus important.

Ce premier étonnement ne saurait suffire. En effet, les mœurs irrégulières des plus riches de notre pays ne font plus scandale depuis qu'ils se sont pris de caprice d'être aimés, et ont commencé pour cela à racheter l'ensemble des médias du pays – moins de dix d'entre eux possède 90% de la presse écrite, rappelons-le – pour contrôler leur image, ou comme le dit M. Niel, pour « ne pas être emmerdé ». Et si Xavier Niel s'est recouvert de quelques noirceurs auxquelles échappent la plupart de ses congénères, sous forme d'enveloppes ayant alimenté un réseau de prostitution dont il dirait ne rien avoir su, l'on sait depuis bien longtemps que les fortunes sont plus souvent le fruit de putréfactions cadavériques que d'actes qualifiant aux béatifications.

Mimi ne s'en tient cependant pas là et « révèle » un élément quelques peu gênant pour les apparences bienséantes de notre élite. Apparences dont on rappellera l'importance : nos *dominants* sont considérés comme légitimes en ce qu'ils prétendent *donner le la*. Leur exemplarité – qu'elle soit morale, intellectuelle ou performative – légitime les privilèges qui leurs sont accordés, et apparaît comme la clef du pouvoir que la société leur attribue. Si cet *imperium* venait à s'effondrer, ce serait tout l'édifice qui par ricochet tomberait.

Voilà donc l'élément révélé par l'ouvrage *Mimi* et que, par pudeur, le petit Paris n'osait point faire connaître jusque là au reste du pays, y compris le plus grand journal de France, *Le Monde*, ce grand quotidien qui se targue pourtant d'une indépendance à toute épreuve.

Cet élément est le suivant, et se décompose en deux temps : Xavier Niel et Emmanuel Macron sont amis longue date, et le premier a mobilisé sa fortune et son réseau pour faire élire le second alors que celui-ci était encore un parfait inconnu. Que Xavier Niel soit le propriétaire du groupe *Le Monde*, mais aussi de l'*Obs* et possède des participations minoritaires dans la quasi-totalité des médias français n'étant pas détenus par un autre oligarque, y compris *Mediapart*, n'est probablement pour rien dans le fait que nos journalistes, fort pudiques, n'aient jamais révélé leurs liens, et *a fortiori* que ces liens auraient nourri la mise à disposition de certaines de ses ressources au service de M. Macron, qui auraient dû être comptabilisés en argent comptant. Pourtant, cette mise à disposition remonterait *a minima* à l'orée des années 2010. Soit entre trois à six ans avant l'élection de M. Macron.

L'élément n'est pas anodin. Outre l'évidente infraction au code électoral et aux réglementations sur les frais de campagne qu'implique la mise à disposition des moyens d'un milliardaire à un candidat sans déclaration quelconque, rappelons que la fortune de Xavier Niel est directement dépendante des déci-

sions de nos gouvernants – il suffirait à l'État de retirer les licences téléphoniques octroyées à Free pour que sa fortune s'effondre immédiatement. Sa dépendance à l'égard du pouvoir politique, immense, est d'ailleurs telle que François Fillon aurait décidé de l'octroi d'une licence téléphonique à Free – faisant exploser la capitalisation boursière de Free, dont M. Niel est propriétaire à plus de 50% encore – dans le seul but d'« emmerder » Nicolas Sarkozy (décidément).

En effet M. Sarkozy détestait M. Niel, qui le lui rendait bien, *l'amitié* que le premier vouait à Martin Bouygues, qui voyait son empire trembler du fait du second, n'y étant pas pour rien. M. Fillon, dans sa guerre larvée à l'encontre de celui qui l'avait nommé, avait trouvé là matière à vengeance, et peut-être, à faire trembler l'un des appuis de celui qu'il trahirait.

*

L'on comprend bien l'importance qu'a pour M. Niel de plaire aux élites politiques et technocratiques de notre pays, et dès lors, de se constituer en oligarque en investissant dans la presse afin de s'assurer que ces hommes politiques lui prêtent une influence sur laquelle il pourra jouer – exactement comme le fait son adversaire M. Bouygues avec le 20H de TF1, y invitant les dirigeants de notre pays selon leur capacité à servir ses intérêts[5].

M. Niel prend de fait un infini plaisir à déjeuner avec tout jeune intrigant qui lui montrerait son intérêt, pour peu qu'il soit passé par l'une de ces fabriques à élite qui vous garantissent un destin doré – Polytechnique, l'Ecole Normale supérieure ou encore l'ENA[6]. Il invite et toise alors ces camarades de cordée[7] en un restaurant proche de la *Madeleine*, leur fait tout un numéro visant à leur donner l'impression qu'ils pourraient s'allier, et

[5] https://fr.news.yahoo.com/xavier-niel-free-accuse-bouygues-faire-lobbying-grâce-133915069.html

[6] Ce fut notre cas, en janvier 2014, date à laquelle il nous annonça qu'un jeune secrétaire général adjoint de la République deviendrait Président.

[7] car oui, M. Niel, contrairement à ce que raconte une légende fabriquée avec l'aide de Mimi, est bien participe de ce système, en bon héritier d'une bourgeoisie confortable qui le fit inscrire en l'une de ces classes préparatoires d'élite scientifique, distorsions de l'école républicaine qui sacrent et consacrent les plus jeunes héritiers de notre pays

s'assure du maintien de liens cordiaux qui par la suite il n'hésitera pas à mobiliser. Ainsi, plusieurs centaines de haut-fonctionnaires ont été déjà curieusement *influencés*, à l'heure où ces lignes sont écrites, en une période où la chair est encore tendre, et les idées mal formées.

Tout cela est su et connu par quiconque participe à ce *landerneau* politico-médiatique qu'est le petit Paris. L'on s'étonne dès lors qu'il ait fallu attendre septembre 2018 pour que les liens entre l'un des plus importants oligarques de notre pays et son Président aient été révélés. Non pas seulement en ce qu'ils étaient à connaître pour contrôler les éventuels conflits d'intérêts et interventions dans l'espace démocratique que M. Niel aurait pu mettre en œuvre, mais aussi en ce qu'ils auraient permis de lever un voile sur l'immaculée conception qui fit miracle lors de l'élection de Macron. Aurait-on identiquement voté, si l'on avait su que ce jeune admirable, touché par la grâce et sorti de nulle part par la seule force de son talent, était en fait propulsé par l'un des hommes les plus puissants et les plus influents de France, dont on se doute qu'il n'agissait pas sans intérêts, avant même qu'il ne fut aux Français présenté ?

*

Bien sûr que non. Et pourtant, alors que l'affaire était sue, l'on s'est tu. Personne n'a moufté. Il aura fallu attendre qu'au détour d'un ouvrage où il n'est affaire de l'un et de l'autre qu'en deux petits chapitres, un an et demi après cette élection et quatre ans au moins après leur première rencontre, pour que l'information soit révélée – et reprise, discrètement et sans commentaires, par une journaliste du *Monde* pourtant bien au fait de ces affaires, une certaine Raphaëlle Bacqué.

L'on s'étonne d'autant plus que c'est bien chez Xavier Niel, au sein de la très vantée Station F – construite à Paris avec l'appui de la maire de Paris, Anne Hidalgo, auprès de qui Xavier Niel a introduit son *missi dominici* Jean-Louis Missika, compagnon de route de Free depuis la première heure et nommé opportunément premier adjoint d'une Maire dont le second adjoint, Christophe Girard, est parallèlement employé d'un autre oligarque,

Bernard Arnault, dont nous reparlerons – ; c'est donc au sein de cette très vantée Station F construite à l'aide de la puissance publique et pourtant toute dédiée à la gloire de Xavier Niel qu'Emmanuel Macron a été accueilli à plusieurs reprises et a même parlé de ces « riens » que l'on croiserait dans les gares, ces citoyens réduits, contrairement à lui et à ses acolytes, à prendre RER et métro.

Le citoyen mal-informé avait pu penser qu'il s'était agi, en ces multiples visites et monstrations d'affection et de soutien que M. Niel et M. Macron avaient échangé, en des lieux qui, de l'école 42 à la Station F, semblaient avoir pour objectif de servir le bien commun et non leur influence et réputation, d'un pur et bienheureux hasard. Mais les journalistes, alors même que M. Niel se vantait dans le tout Paris d'aimer et chercher à faire élire, puis soutenir son ami ? Alors même qu'ils étaient au courant de l'appui que la puissance publique avait donné à la mise en oeuvre de ces plateformes, qu'ils voyaient bien les difficultés que pouvaient causer l'organisation de ces simili-meetings, démonstrations de force hyper-contrôlées mises en scène avec une apparence d'insouciance pour moderniser l'image de M. Macron, donner l'impression qu'il était l'incarnation du nouveau, susciter par là-même la confiance de ses congénères les plus inquiets de ces révolutions qui en inquiètent tant ?

*

N'en restons pas là, bien que le fait seul que cet élément soit tout ce temps resté masqué suffise à interroger l'intégrité de notre espace médiatique et la santé démocratique de notre pays. Car il se trouve que nos confrères s'aventurent quelque peu plus loin. Ils ne se contentent en effet pas, l'air de rien, de nous apprendre que deux êtres liés par la pègre et restés proche de celle-ci se sont alliés pour faire élire un inconnu à la Présidence de la République, mobilisant fortune et réseaux pour le faire connaître et l'imposer aux Français, dans l'idée qu'il serve leurs intérêts.

Nous découvrons aussi, par pointillismes successifs, les modalités par lesquelles Xavier Niel est intervenu au cœur de notre espace démocratique pour faire connaître, et par la suite élire, son protégé. Ainsi apprend-on dans l'ouvrage que c'est Xavier Niel qui a offert à Michèle Marchand de s'occuper de l'image d'Emmanuel Macron et de sa femme, lors d'une rencontre organisée en son hôtel particulier avec cette dernière.

Cet hôtel particulier où se déroula cette rencontre cruciale, n'est rien de moins qu'une réplique marbrée du *Grand Trianon.*

Mimi Marchand, la reine de la presse people, condamnée pour trafic de drogues – elle fut interpelée conduisant un camion doté de 500 kilogrammes de haschisch – s'est fait prendre en photo dans le bureau de M. Macron en juillet 2017.

Celle qui n'hésite pas à exposer l'intimité des gens pour les intimider et à utiliser ses sources pour détruire sur commande tel ou tel individu, a été la personne en charge d'introniser M. Macron auprès des Français. Mimi Marchand, ou la marchande de secrets ayant fait les beaux jours de la presse people depuis vingt ans, capable de faire taire une information, fut-elle d'intérêt public, en quelques instants, de montrer et d'exposer des corps nus pour les humilier ou les consacrer.

Pour peu qu'on la paye bien.

Mimi Marchand et ses jours de prison, ses réseaux dans la mafia et la police, ses hommes de main et paparazzi, ses menaces et ses violences, ses enveloppes d'argent liquide qui en ont achevé plus d'un, est une très proche d'Emmanuel et de Brigitte Macron.

Et cette même Michèle Marchand a été présentée à Brigitte Macron-Trogneux par son « ami » Xavier Niel, dans son hôtel particulier, afin de faire taire une information, et de transformer Emmanuel Macron, alors illustre inconnu, riche banquier ayant utilisé les réseaux de l'Etat pour faire sa fortune, s'interrogeant

sur son avenir, le transformer en un gendre idéal, et susciter une sympathie que rien dans son parcours ne faisait naître.

L'opération, à en croire les auteurs de l'ouvrage, a été un succès, puisqu'elle aurait été directement à l'origine des - pas moins de - 29 unes dithyrambiques que *Paris Match* et quelques autres ont octroyé à Emmanuel Macron et sa femme en quelques mois.

Vingt-neuf unes.

*

Mais comment un seul individu, une femme comme Mimi Marchand aurait-elle pu, seule, ou avec l'appui d'un seul milliardaire, provoquer une telle conversion ? Cela semble trop gros.

Et cela l'est. Il se trouve en effet que nous commençons à recouper les choses et les non-dits qui habitent ces enquêtes. Le propriétaire de *Paris Match*, Arnaud Lagardère, dont les auteurs disent que Mimi Marchand est la véritable directrice de la rédaction, a par ailleurs été client d'Emmanuel Macron pendant sa période à Rothschild, ce qui n'est pas dit dans l'ouvrage. Il se trouve, comme l'a raconté *Vanity Fair*, que l'homme de main de M. Lagardère dans les médias, un certain Ramzy Khiroun, fut mis à disposition de M. Macron par Arnaud Lagardère dès sa nomination en tant que ministre de l'économie, pour s'occuper de sa communication. Et que c'est donc l'alliance de Mimi Marchand et de Ramzy Khiroun, de Niel et de Lagardère, qui a permis la mise en œuvre de cette opération de communication.

M. Lagardère est l'héritier d'un immense empire que par sa médiocrité il a fait pas à pas dépecer. La fortune de sa famille a été faite par l'État.

*

Il se trouve que l'affaire a si bien marché que l'on ne s'étonnera dès lors pas que le directeur de la rédaction de Paris Match – nommé suite à la destitution du précédent sur demande de Nicolas Sarkozy – devant être démissionné à l'été 2018, ne le fut pas par la grâce d'un appel de Brigitte Macron à l'homme à tout faire d'Arnaud Lagardère, Ramzy Khiroun, appel effectué sur demande de Mimi Marchand, qui craignait de perdre là son principal relais, et la principale source de ses financements. Brigitte Macron savait ce qu'elle avait à perdre en perdant Mimi Marchand. C'est pourquoi quelques jours plus tôt avait été proposé le recrutement de Mimi Marchand à l'Élysée aux services administratifs du palais, qui avaient rechigné. Arnaud Lagardère, lui, acquiescerait.

Pourquoi cela n'est pas dit dans l'ouvrage *Mimi*, comme il n'est pas dit qu'Arnaud Lagardère a été le client – failli - d'Emmanuel Macron, et que M. Khiroun et ses berlutti en a été le *missi dominici* ? Parce que l'éditeur de cet ouvrage, *Grasset*, est propriété d'Hachette, qui a été racheté par une holding nommée Lagardère Active, dont le propriétaire est un certain Arnaud Lagardère, et dont le directeur effectif est un certain Ramzy Khiroun.

Et l'on commence à comprendre pourquoi en ce pays personne ne comprend rien, tandis que tous sentent tout. Car l'espace public français est traversé de semi-compromissions qui empêchent quiconque d'avoir l'indépendance suffisante pour *tout* raconter : tous ont une affinité, un lien, une dépendance à l'un des pans de ce système qui les empêche de recouper ou d'énoncer. Et tous, du coup, doivent tronquer la vérité.

*

Reprenons. Coup sur coup, l'on a « découvert » – un peu tard, notera-t-on, nous ne sommes après tout qu'en septembre 2018 – qu'outre le fait que Xavier Niel et Emmanuel Macron étaient amis depuis des années – ce qui ne se disait pas – ; que cette amitié avait été mise au service d'un projet politique et avait mis en branle une machine de propagande huilée, financée par

M. Niel et appuyée par M. Lagardère en dehors de toute règle électorale, au moins à partir de 2016, probablement bien avant ; et que cette machine de propagande a joué un rôle de première ampleur dans l'élection présidentielle de 2017, en permettant l'obtention de dizaines de Unes de presse people, de *Paris Match* dont nous venons de parler à Gala, Closer et VSD, au profit d'un inconnu propulsé par là-même au cénacle des personnalités éligibles.

Nous comprenons que part de cette information n'a pas été révélée car part des plus importants médias de notre pays appartenaient à tel oligarque, et part des autres médias à cet autre oligarque : qu'il y a donc bien, contrairement à ce qui est répété à tue-tête par le moindre journaliste à qui on poserait la question, qu'il y a un problème grave dans le fait que la presse française soit concentrée entre les mains de quelques personnes très richement dotées, qui ont investi dans les médias car leur fortune dépend de l'Etat. Tous les jurons dont recouvrent les journalistes quiconque oserait le mettre en doute n'y pourront à cet instant plus rien.

Mais cela va plus loin : ce que nous avons découvert, c'est que ces Unes de presse ont été vendues par Mimi Marchand à des magazines détenus pour grande partie par des oligarques qui avaient été en liens d'affaires avec le futur Président de la République *spécifiquement*. Qu'il y a tout à penser que cela a été fait parce que tous y trouvaient intérêt, et non seulement parce qu'ils étaient séduits par la couleur des yeux du futur Président et la beauté du couple qu'il formait avec Brigitte Macron.

Et cela, nous l'apprenons alors que nous savons par ailleurs que ces magazines ont accepté, et cela sans que personne ne s'en offusque vraiment – c'est-à-dire lui donne une importance suffisante pour le faire censurer – de publier des « fausses exclusivités » et des « fausses paparazzades » fabriquées de toutes pièces par l'agence de Mimi Marchand, *Bestimage.*

Qu'en somme, M. Macron a été présenté sur papier glacé tout en prétendant qu'il ne le voulait pas et n'y pouvait rien, et que

les Français, croyant découvrir des images spontanées, ont découvert des images fabriquées, fabriquées et financées par certains des hommes les plus puissants de France pour leur présenter un couple idéal qui servirait leurs intérêts.

L'on pourrait à ce stade comparer la chose à l'ascension soudaine que connu un certain Poutine, V., *placé* à son poste du jour au lendemain *via* une élection démocratique par une oligarchie cherchant paniquée à défendre ses intérêts, prête à vendre à son peuple le moindre bureaucrate qui lui prêterait serment, exactement de la même façon que M. Macron fut en quelques mois propulsé d'être inconnu à être *démocratiquement* élu – multipliant pour cela les opérations de commande et mises en scène qui auraient été raillées en tout autre pays.

On pourrait pour justifier ce rapprochement rappeler que M. Macron ne se prive pas depuis d'intervenir dans la gestion des médias d'État, commandant et décommandant des émissions avec des amis dont il assure qu'ils seront recrutés ou maintenus à leur poste – nous pensons à M. Delahousse, amiénois comme l'est M. Macron, que Delphine Ernotte voulait écarter du service public en octobre 2017 et qui, après intervention de l'Elysée, fut maintenu et se vengea en décembre de la même année en imposant la diffusion d'un entretien avec le Président, resté dans les annales de par sa domesticité, enguirlandage littéral d'un Président de la République par le service public, long tunnel de propagande de quarante-cinq minutes tourné dans les bureaux de l'Elysée. Nous pensons à M. Pujadas, pourtant peu farouche garnement, éjecté de son poste le jour de l'intronisation de M. Macron. Nous pensons à quelques autres affaires qui, touchant Léa Salamé comme elles touchèrent Michel Field, pourraient avec un peu de courage être bientôt publiées. Nous pensons enfin à toutes ces autres affaires, distributions de prébendes et d'avantages que M. Macron mettra en œuvre – en parallèle à cette mise sous tutelle effective d'une partie des médias – pour récompenser ceux qui l'avaient aidé, utilisant pour cela des politiques publiques qui favoriseraient la montée des

inégalités et se doubleraient d'un autoritarisme et d'un arbitraire rampant, réduisant la liberté à mesure que s'accroissait la corruption[8].

L'on pourrait le faire, mais en des cris d'orfraie, cela nous serait immédiatement reproché. Après tout, l'on ne meurt pas par assassinat en France lorsque l'on est journaliste. L'on ne meurt que par suicide et inanité, à force de se faire écraser lorsque l'on a tenu à se confronter au pouvoir et refusé de céder. L'on meurt par compromission ou précarité, car les mécanismes visant à faire taire les courageux sont bien plus insidieux qu'en un pays autoritaire, où il faut en passer par des organes comme le CSA pour faire censurer des informations. En France l'information se dilue, s'étouffe par la médiocrisation de sa production, son éditorialisation, l'assèchement des moyens postulés - aucun de ces oligarques, bien évidemment, n'aurait l'idée, après avoir investi des millions pour les racheter de perdre quelque argent pour ces médias qu'ils assurent détenir pour défendre la démocratie. Non, en France, personne ne prend la peine de tuer. Puisqu'il suffit de nommer.

Il y a bien d'autres éléments qui rendraient la comparaison oiseuse, dont le fait que M. Macron ne provient pas des services secrets, mais d'un autre corps tout aussi important, l'inspection générale des finances ; qu'il a été propulsé en temps de paix – là où M. Poutine eut à gérer la Tchétchénie en position de fragilité, ce qui immédiatement l'amena à massacrer et torturer.

On rejettera le parallélisme dès lors, mais pourtant il nous restera, comme une petite musique nous rappelant de la fragilité de notre liberté, comprenant que des différences qui pouvaient sembler de nature pourraient n'être que de contexte. Dès lors il nous restera, conscients que nous sommes des dangers que font naître ce genre d'ascensions programmées, intéressées, en des cadres où nul espace permettant d'en faire voir la grossièreté ne reste préservé, où l'on peut tout dire, sauf parler des mécanismes empêchant de tout révéler. L'on se souviendra

[8] De la loi sur le secret des affaires aux privatisations en passant par la *flat tax*, *l'exit tax*, la suppression de l'ISF, la CICE et bien d'autres dispositifs plus discrets, l'on ne compte plus les dispositifs ayant eu pour visée d'alimenter les intérêts des individus l'ayant appuyé, créant un système d'impunité qui parallélisait une réduction des libertés publiques, via l'intégration de l'État d'urgence dans l'état de droit et toute une série de dispositions législatives et réglementaires régulièrement dénoncées.

comment d'autres fondés de pouvoir finirent par le prendre, le pouvoir, en une grande brutalité, pour compenser leur fragilité, après avoir semblé insignifiants. L'on se souviendra que nos élites crurent Poutine affaire transitoire, rempart temporaire de la démocratie, comme les élites étrangères croiraient, un temps, Macron rempart de nos libéralités. Qui aurait pensé en 1999, en cette démocratie renaissante et enfin libérée des emprises du passé qu'était la Russie, que quelques années plus tard seulement, Politkovskaïa serait tuée ?

Qui aurait pensé en 2017 que, alors qu'un jeune impétrant faisait barrage au fascisme, quelques mois plus tard, un certain conseiller de ce Président, place de la Contrescarpe, grimé en policier, tabasserait des manifestants, et pour cela, ne serait pas sanctionné ? Que par la suite encore, des milliers de manifestants, préventivement, seraient arrêtés, après qu'une campagne de terreur aurait annoncé morts et assassinats, déploiement de milliers de policiers et de blindés dans les rues de Paris, pour empêcher une insurrection qui cherchait à faire tomber un système dont elle ne supportait plus les excès ?

Non, ne nous autorisons aucun rapprochement. Mais pourtant, nous nous interrogeons.

*

Revenons-en aux faits. Voilà que ceux que nous venons d'exposer fissurent quelque peu l'image du jeune premier aux blondes tempes et yeux azurés qui, venant du rien, aurait conquis le pays par la seule force du mérite et l'amour passionnel dont sa brillante femme l'entretenait. La pureté du nouveau monde d'Emmanuel Macron, courageux jeune homme capable de voler et d'épouser une femme plus âgée que lui, fait qui fut souligné jusqu'à la nausée par une presse creuse et évidée, en prend un coup, et le lecteur honnête s'étonne de ne pas avoir été mis au courant de ses liens d'amitié et de vassalité plus tôt.

Il nous faut insister sur ce point : l'on sait qu'au moins parcellairement, ces informations étaient connues par de très nombreux individus – nous pensons notamment aux rapports entre Niel et Macron, puisque nous les révélions nous-même dès 2016. Pourquoi, à part par le courageux et important journaliste indépendant Marc Endeweld, cela n'a-t-il jamais été dit ? Pourquoi a-t-il fallu attendre la recension de l'ouvrage dont nous parlons par Raphaëlle Bacqué, en septembre 2018 (!) pour que *Le Monde* en fasse pudiquement mention, sans que l'information ne soit reprise ou analysée, voire provoque un réexamen du soutien béat qui fut octroyé à celui qui fut, des mois durant, présenté comme issu divinement de la cuisse d'un Jupiter qu'il chercherait à imiter ?

Comment se fait-il que cette information n'ait pas été non seulement publiée, mais contextualisée, surlignée, exploitée et explicitée ? Que lorsqu'elle l'ait été, elle ait semblé sortir du néant, n'être qu'affaire secondaire, alors qu'elle permettait de comprendre soudain, brutalement, part des étranges manipulations qui avaient été masquées aux Français et les avaient ensorcelés ? Comment cela se fait-il que nul ne se soit indigné qu'ait été factuellement, par ce fait, par la mise en branle d'une propagande financée par un oligarque et approuvée par un second, altéré tout un scrutin présidentiel ? Que personne ne l'ait relevé ? Que personne, en ces simples termes, ne l'ait énoncé et se soit indigné ?

Quelles forces étranges sont-elles ainsi capables de censurer les centaines de journalistes politiques qui, à Paris, ont pour seul rôle de révéler les mécanismes d'ascension et de chute et de nos dirigeants ? Ces impétrants financés par la société, formés dans les plus belles écoles de notre pays, qui se sont vus octroyer un accès exclusif aux puissants afin de les contrôler au nom de la collectivité, dont sont financées chaque mois des centaines d'heures de travail dans un seul but : qu'ils permettent aux citoyens de mieux comprendre les ressorts de notre système politique et leurs permettent de voter de façon éclairée, pour ainsi, garantir que nos démocraties libérales ne soient pas que formelles, et ne réduisent pas ses institutions, les à une

mascarade dont l'objectif serait de recouvrir les cooptations que nos élites s'amuseraient à constituer ?

Quelle puissance si obscure permet-elle à ce point de les faire taire, et de transformer une opération de vile propagande en miracle éthéré ?

Quelle est cette presse libre qui se satisfait de ce que l'on écrase son travail par des dispositifs de propagande grossiers, qui prennent les atours de leur liberté, manipulation qui ne va pourtant à aucun moment susciter leur indignation ?

La question posée, nous ne pouvons cependant nous y tenir.

Car le tableau manque encore d'images. Ce que nous venons de révéler n'est encore rien. En effet, nos trois camarades reporters et romanciers en charge de cette importante enquête sur Michèle Marchand – qui posa, on le rappelle puisqu'ils le révèlent, faisant le V de la victoire dans le bureau du Président de la République française, celui-là même qui pour la première fois fut aménagé par le Général de Gaulle – cette femme-là donc qui avait été arrêtée conduisant un camion empli de cinq-cents kilogrammes de drogue quelques années plus tôt – ont étrangement oublié de mentionner quelques autres éléments que nous connaissons pourtant, dont eux aussi sont au courant, exactement de la même façon que leurs collègues auparavant cités avaient oublié de mentionner - au nom de la pudeur et de la vie intime, de la bienséance ou de l'insignifiance - les éléments concernant les rapports entre Niel et Macron qu'ils connaissaient, privant le peuple français d'informations cruciales à l'heure de se décider.

Et là, nous commençons à nous inquiéter.

*

Puisque le sort de M. Lagardère, oligarque dont nous montrerons l'extension de l'influence plus en avant, est réglé, continuons par cet autre chemin : à savoir que cette même Michèle Marchand fut aussi chargée de *contrôler l'image* – c'est-à-dire de faire taire toute information compromettante le concernant,

au détriment du bien commun – d'un autre oligarque, un certain Bernard Arnault, première fortune de France, quatrième fortune du monde, doté de 70 milliards de patrimoine et propriétaire du groupe de luxe LVMH. Cela pourrait sembler au premier abord aussi insignifiant que « l'amitié » entre Niel et Macron, si l'on oubliait de préciser une autre information que la bienséance et les conventions bourgeoises amènent le plus souvent à esquiver : à savoir que le *maverick*, le rebelle, l'homme du peuple Xavier Niel, vit en concubinage avec Delphine Arnault, fille et héritière de Bernard Arnault.

Là, le lecteur innocent nous interrogera : en quoi cela serait-il si important ? Après tout, ne nous a-t-on pas appris à ne pas nous mêler de la vie intime des gens, qu'ils soient faibles ou puissants ? Ne nous le rabâche-t-on point, sur un air indigné, dès que l'on se permet de porter parole à ce sujet ? N'est-ce point-là le mantra de ces mêmes journalistes politiques dont on interrogeait l'utilité, aussi emplis de pudeurs et de silences, de bienséances et d'aveuglements divers, qu'ils se montrent excités au quotidien dans leurs rédactions à l'idée de partager et de colporter tous les ragots, s'inhibant pourtant dès qu'il s'agit de les écrire, de les publier, acceptant tous les compromis que leurs imposent leurs sources, jusqu'à devenir non plus seulement l'armée de réserve des puissants (ce qu'ils sont factuellement), mais leurs scribes attitrés ?

Rions et méprisons-les, ceux-là mêmes qui savent parfaitement qu'y compris en monarchie absolue, sous Louis XIV, l'on imposait d'avoir accès au roi nu – et qu'il n'y a dès lors nulle raison à ce qu'ils gardent *pour eux* ces informations. Rions et méprisons ceux qui font mine de ne pas comprendre l'importance de ces mécanismes d'exposition, la différence qui existe entre un *quidam,* un « rien » dirait M. Macron, et d'êtres disposant des moyens de l'État, voir largement supérieurs à l'État, et dès lors étant en capacité d'influencer lourdement notre quotidien.

Rions de ceux-là, de ces directeurs de la rédaction que l'on vit par douzaine dîner à la table du Ritz pour assister à l'inauguration d'une boutique Louis Vuitton, à quelques pas de Bernard et de Delphine Arnault, Xavier Niel et quelques autres, invités

par ces derniers à déguster des plats servis en livrée en échange de menus articles que leurs sbires produiraient. Et continuons pour comprendre, au-delà de la veulerie et de l'excitation ressentie à l'idée d'en être, de rester proche de ces sources de pouvoir qui apportent tant, ce qui explique ces inféodations.

Continuons, car ce n'est pas le seul fait qui, sut, n'a pas seulement été masqué, mais que l'on s'est appliqué à ne pas relier à d'autres faits afin de permettre aux tiers, aux citoyens, de comprendre ce qui, dans l'arène politique, se jouait. Rappelons à ce stade que M. Arnault, qui est par ailleurs un grand propriétaire de médias – *sans raisons* prétendrait-il là aussi – est aussi le premier annonceur de France. Qu'il détient par cela un droit de vie et de mort sur n'importe quel média. Qu'il n'a pas hésité à faire retirer des publicités des quotidiens qui lui déplaisaient – les menaçant ainsi de faire faillite, afin de leur faire comprendre ce qu'ils auraient à payer si jamais ils décidaient de s'y attaquer. Qu'il est par ailleurs ce même Bernard Arnault qui, détenteur d'une fortune permettant de faire vivre plusieurs nations, a voulu s'exiler fiscalement pour favoriser l'héritage de ses brillants enfants – et s'indigna qu'on le lui reprocha. Qu'il est enfin celui-là même qui a recruté l'ancien directeur des services secrets de notre pays, celui-là même qui n'hésita pas à affirmer il y a quelques temps qu'il regrettait de ne pas avoir, au long de sa vie, gagné plus d'argent.

Ce même Bernard Arnault qui fait et défait les princes et dont, étrangement, vous ne savez rien des compromissions et corruptions, liens d'influence et relais invisibles, affidés et hommes de main dont il use et dispose depuis des décennies .

Ce même Bernard Arnault qui utilise à cette fin une certaine Mimi Marchand.

*

Sur cet être, l'un de ces autres faits « connus du tout Paris » et pourtant masqués au reste de la population au prétexte que cela ne la concernerait pas, n'est pas anodin, et nous allons voir pourquoi. L'un de ces faits qui ne présenterait pas le moindre enjeu démocratique et justifierait d'être tenu éloigné des « gens », fut cependant exposé par un certain Jean-Jacques Bourdin lors du fameux entretien du Trocadéro qu'il mena avec M. Plenel face au Président. Sous les regards attentifs de tout le pays, M. Bourdin se permit alors l'indécence : à savoir révéler que le principal bénéficiaire en France des politiques fiscales mises en œuvre par Emmanuel Macron entretenait avec sa femme et avec lui des rapports intimes, qu'il était en somme leur ami, et que le principal bénéficiaire dont nous parlons n'était rien moins que… Bernard Arnault.

Indignation générale ! Cachez ce sein que nous ne saurions voir ! Scandale et médiocrité ! Non, vous ne vous trompez pas : ce ne fut pas ce rapport qui suscita curiosité et indignation, mais le fait qu'il eût été énoncé.

Au nom de quoi un tel fait aurait-il à être exposé ? Nous serions-nous à ce point abaissés ? Le Président n'a pas d'ami, c'est même lui qui le dit ! Le cirque médiatique qui s'enclencha aurait fait rire qui se montrerait en mesure d'oublier les drames que ces compromissions, cet esprit veule et soumis, cette fantastique capacité à adhérer à l'ordre pour quiconque sentirait qu'il se trouve sur le point d'être exposé, provoquent par ricochet. Drôle de phrasé d'ailleurs qu'eut le Président pour y répondre, « je n'ai pas d'amis », d'autant plus si l'on connaît quelques peu un certain Xavier Niel, qui depuis des années ne cesse de répéter : « comme tous les riches, je n'ai pas d'amis ». On ne sait par quelle métempsychose la parole de Niel est devenue macronienne – enfin, on ne le saurait pas, si l'on n'avait su qu'ils étaient amis – mais dans le même temps, on l'aurait peut-être compris, si l'on avait cherché à entendre celui qui ne cessait de dire qu'il fallait rêver d'être milliardaire. Anecdote insignifiante, que la porosité de ce discours. Et pourtant.

Revenons à la factualité, écartant un instant les discours en commun disant communauté de vue, et les politiques qui chez l'un financent l'autre – on ne mentionne pas, puisque ce n'est pas notre sujet, ce que M. Niel avait obtenu chez Madame Hidalgo avant de se servir chez M. Macron – comme l'on ne mentionnera pas la litanie délirante de politiques publiques mises en œuvre par M. Macron pour protéger ceux qui l'ont fait monter. Ce serait prétendre à cette vision si étrange qui ferait qu'*in fine*, ces êtres seraient sans idées et ne penseraient la politique qu'à travers leur prisme, c'est-à-dire à travers ce qui servirait leurs intérêts. Ce serait rompre avec une vision marxiste que nous considérons déphasée, qui fait des grandes multinationales des molochs sanguinaires et désincarnés, là où, en traversant ces espaces, nous n'avons vu que des intérêts privés capables de se mobiliser et de se projeter à partir seulement de leur situation, ce qui explique la fragilité et la faiblesse, l'absence de hauteur de vue de ces politiques qui *in fine* desservent à long-terme les grandes institutions, qu'elles soient publiques ou privées, pour renforcer seulement les destinées de ceux qui les président. Ce serait sortir d'un complotisme un peu vain pour exposer la médiocre humanité d'individus à qui l'on avait cru une toute puissance machiavélique. Ce serait les dégrader.

Contentons-nous donc de la factualité, et là encore, étonnons-nous. Chose étrange ! Car nous découvrons que le directeur de la rédaction de *Mediapart*, qui a opiné du chef à l'affirmation de M. Bourdin, savait donc que M. Arnault et M. Macron étaient amis, et ne l'avait pourtant, en un courageux média n'ayant jamais douté à exposer la vie privée des puissants, jamais écrit ni publié. Non seulement cela, mais à peine son collègue se contentait-il de l'énoncer que l'indignation tombait et qu'on lui reprochait cette incursion, sans que M. Plenel ne dît mot. Serait-ce parce que la conjointe de l'homme chargé d'étudier la caste chez *Mediapart*, Laurent Mauduit, avait jusqu'en 2017 un poste important dans l'un des groupes où M. Arnault détenait d'importantes participations, *Carrefour*, que l'on en avait rien dit ? Ou parce que le gendre de M. Arnault, Xavier Niel, avait investi

en son média ? Il est permis d'en douter – c'est ce qui fait l'horreur de ces conflits d'intérêt contre lesquels *Mediapart* s'est érigé en censeur. Nous n'y croyons pas, mais nous sommes obligés de le signifier.

Car au-delà de ces suppositions s'impose un fait : face au candidat de l'oligarchie, et malgré ses très nombreuses enquêtes fouillées, malgré l'accumulation de factualités que *Mediapart* a brillamment permis de révéler, le quotidien ne s'était à aucun moment élevé éditorialement parlant comme il le ferait contre bien d'autres politiciens, et s'était même montré agréablement complice de M. Macron lors d'émissions télévisées de fin de campagne qui auraient fait rougir un quelconque partisan. Que ce soit le fait de déterminismes sociologiques ou de la vieille aversion personnelle que M. Plenel avait pour l'autre candidat que *Mediapart* aurait pu appuyer, M. Mélenchon – aversion dont on ne parle également jamais – importe peu. M. Macron, pour fautif qu'il était, ce que les journalistes de *Mediapart* ne cessèrent de démontrer, ne fut à aucun moment éditorialement mis à l'index comme le seraient bien d'autres dirigeants pour des faits bien moins importants.

*

Voilà cependant qu'à l'instant où nous découvrons que les premiers bénéficiaires de politiques fiscales faisant s'évaporer chaque année des milliards – oui, milliards – des caisses de l'État, sont des proches de M. Macron, et que cette information était sue par les journalistes, personne ne dit rien.

Alors que ces mêmes journalistes savent parfaitement que tous les experts et études économiques ont démontré, je répète, démontré, qu'aucune raison économique ne présidait à ces décisions, qu'il y a là dès lors non pas même suspicion, mais détournement avéré, que l'on a vu le visage de M. Macron s'empourprer et tenter de s'en sortir en invoquant, malheureux ! une phrase arrachée à un autre de ses amis oligarques, prétendant, honteux, comme un enfant pris la main dans le pot de confiture, qu'il n'avait « pas d'amis », l'on s'interroge : à quoi joue-t-on ?

Qu'est-ce qui, en ces esprits, peut bien justifier cet esprit de veulerie qui fait que l'on n'ait enquêté, exposé ces liens-là ? Pour ne pas dire dénoncé ?

Pas même besoin d'invoquer telle ou telle compromission : il y a déjà là de quoi être violemment embarrassé. Depuis quand ces journalistes savaient-ils ? Pourquoi ne l'avaient-ils pas plus tôt non seulement énoncé, mais aussi rappelé, insisté sur ce fait, relié comme le faisait, du bout des lèvres, Jean-Jacques Bourdin, à des politiques fiscales dont tout le monde a acté l'absurdité, et pourquoi cela n'a-t-il pas été fait et refait jusqu'à nous donner la nausée ? Pourquoi aucun enquêteur ne s'y était-il pas intéressé, se demandant par exemple comment cela se faisait que M. Macron l'austère, l'homme de l'immaculé conception, porte des politiques aussi favorables aux plus privilégiés, alors qu'il augmentait l'imposition de tous les autres pans de la population ? Mais aussi tout simplement comment il avait rencontré un tel homme d'argent, et depuis quand ? Sans parler ni oser s'interroger bien entendu, sur l'effet et le soutien qu'une telle amitié aurait pu susciter – ni plus fort encore, sur la possibilité qu'il eut été combiné à celui de M. Niel.

Sur l'idée par exemple, que M. Arnault ait mis à disposition de M. Macron un quelconque appui pour le remercier ou l'influencer dans sa prise de décision.

Un appui qui aurait pu prendre le nom de Mimi Marchand.

*

Comment cela se fait-il en somme que l'ensemble de nos délégataires, qui bénéficient de par leur fonction d'abattements fiscaux, de privilèges légaux et réglementaires, ceux dont dépend le fonctionnement de la démocratie représentative, *nos* journalistes, se soient tus ou ait préféré esquiver toutes ces années ces faits – prétendant qu'il y aurait là un geste idéologique alors qu'il s'agit d'interroger une indéniable corrélation, pour ne pas dire causalité – mais aussi une fois que le fait fût révélé, ils se

soient indignés qu'il le fut, plutôt que de s'être lancé sur leurs téléphones et ordinateurs pour harceler leurs interlocuteurs et ainsi s'assurer que démocratie n'avait pas été pervertie, que probité et intégrité étaient respectées, que nos valeurs les plus fondamentales étaient protégées ? Pour tout simplement, faire émerger la vérité ?

Se pourrait-il là encore qu'entre Bernard Arnault et son gendre, entre leur pouvoir publicitaire et leurs propriétés, ajoutés aux réseaux de pouvoir qu'ils entretenaient, ces êtres aient créé une telle oppression que sa conscience s'en soit diluée, faisant naître un conformisme de tout instant, puisque de toute façon, les journalistes se savent maintenant ne plus devoir à la société mais à leurs propriétaires, à des annonceurs plutôt qu'à leurs lecteurs, qui comptent toujours moins dans leur *business model* ? Se pourrait-il que l'on comprenne ainsi comment peu à peu la fabrique de l'information en France s'est effondrée, acceptant avec toujours plus de naturel l'aberrant, faisant s'amollir jusqu'à laisser s'effondrer la société, emprise dans la mélasse d'un sentiment de pourri généralisé, alimenté non pas par la vigueur de la presse, mais au contraire par son incapacité à dénoncer, à se défaire de ces liens incestueux qui partout ne cessent de se déployer ?

Se peut-il qu'au fondement de cette dégradation, de cette perte absolue d'énergie qui transforme les journalistes en zombies, se trouve leur asservissement littéral aux mains de quelques milliardaires ayant un tel pouvoir qu'ils n'ont même plus besoin d'en user, se contentant ponctuels de faire taire, acheter, intimider, ou simplement désintéresser un quelconque journaliste ne voulant voir sa carrière s'achever, pour chez tous les autres, construire un impérieux besoin de conformité ?

Pourquoi a-t-on attendu que le peuple se soulève pour commencer, enfin, sincèrement, à dénoncer ce qui jusqu'ici apparaissait naturel – des politiques fiscales brutalement injustes, produites au service de quelques-uns – si ce n'est que quelque part, un asservissement conscient ou inconscient s'est installé ? Où sont les dizaines de Unes faisant miroir à celles qui vantaient les mérites intimes de M. Macron et de sa femme, in-

terrogeant ses liens avec Messieurs Niel et Arnault, qui auraient dû paraître au lendemain de la publication de *Mimi*, la veille lorsqu'il décidait de supprimer l'ISF sans n'à aucun moment l'argumenter, lors de la loi sur le secret des affaires ? Où est donc passée cette absence de pudeur qui amène tout le monde à parler de la vie privée des puissants lorsque celle-ci leur dessert, lorsque ces derniers en décident, et à se taire dès qu'elle pourrait les gêner ? Où sont ces photographies et ces papiers chargés de décortiquées non pas ses yeux bleus, mais les relations d'intérêt qu'il entretient et entretenait ? Non pas ici et là une enquête, mais partout et en tout temps, des dizaines de Unes et de reportages, systématiquement agressifs et mis en avant ?

Pour s'assurer que tout cela n'est que fantasme, forcer M. Macron à démontrer ce que tout le monde sait : qu'il n'est évidement que blanche colombe, qu'il n'y a rien à suspecter, que tout cela a été soigneusement compartimenté ?

*

Une fois le fait relationnel établi – et il le fut –, nous serions allés plus loin. Outre l'interrogation sur le lien existant entre ces fréquentations et les biais politiques de M. Macron, n'aurions-nous pas eu à chercher les compromissions et conflits d'intérêts qu'elles pouvaient susciter ? D'aller chercher en ces espaces protégés, ces non-lieux de la République qui en certains arrondissements de Paris, fabriquent toutes les compromissions, les données permettant de prouver les interventions dans l'espace public de ces oligarques en faveur de leurs protégés ? Les recrutements et défonctions, les interventions factuelles dans leurs vies et celles de leur proche, ce que l'on nomme corruption ?

Il ne serait alors plus seulement agit de se demander depuis quand donc M. Macron était devenu ami du couple le plus fortuné de France, ni comment l'on accédait à ces individus, contre quelle engeance obtenait-on leur estime – puisqu'il n'y a, dixit Xavier Niel, et l'on commence à comprendre le sens de sa

phrase, nulle amitié en ces rapports, ce qui veut dire, de sa propre admission, qu'il n'y a que des intérêts – alors que l'on est censé être un gentil gamin d'Amiens, venu perdu seul à Paris, fuyant l'oppression familiale pour se construire son destin pour un amour tant de fois magnifié ?

Et quel est le lien entre le fait que cette fable ait été fabriquée pour être contée au grand nombre, et le masque qu'immédiatement elle faisait porter sur les relations que nous venons de mentionner ? Etait-ce une pure corrélation, où y avait-il justement volonté de masquer l'un en mettant en scène l'autre ? S'agirait-il en somme, dès le départ, d'une fabrication ?

Et n'aurait-il pas fallu alors s'indigner, ou *a fortiori* s'excuser, d'avoir parlé de ce gentilhomme de *province* qui, projeté sans le sous dans Paris par le fait d'un amour brisé, s'était dévoué au bien commun suite à de brillantes études avant d'être propulsé aux plus hautes responsabilités de l'État, sans ne jamais s'être compromis, prêt à tout pour se sacrifier ? N'était-ce pas là l'histoire que, de *Paris Match* à France Télévision, des journalistes par centaines avaient raconté, dépensant des millions laborieusement arrachés à la société pour mettre en scène documentaires, récits, enquêtes et portraits relayant non pas la réalité, mais une fable fabriquée ?

Cet être en fait appuyé – nous n'oserions dire *fait* – par quelques puissants en quête de relais, à un moment où tous les candidats du système s'effondraient, n'avait rien de l'innocence que l'on clamait. Et il ne faudrait pas s'excuser de l'avoir pitoyablement prétendu ?

L'on entend déjà s'indigner tous les petits soldats du régime, ces journalistes qui ne se contentent pas de placer leur indépendance au-delà de tout soupçon, mais accusent, face à qui leur présente les faits exposant leur compromission, de complotisme ces mises en doute de leur intégrité – comme si cela avait, face à l'évidence de leur échec, un quelconque intérêt ! Ceux-là même qui passent leur journée à arguer de leur absence de servilité tout en ne se trouvant jamais en désaccord avec l'ordre ; écrasant de leur morgue et mépris les dissidents qui oseraient les questionner ; tous ceux-là qui, tout en clamant

leur liberté, n'auront cessé de cacher pendant cette période ces faits, et qui, par leur récit avarié de la campagne présidentielle, portent une immense responsabilité dans l'effondrement du régime auquel nous sommes en train d'assister.

L'on entend les indigner, mais on ne peut, à ce stade, que les mépriser. Car ces êtres ont démontré qu'on ne pouvait leur faire confiance. Soit du fait de leur bêtise crasse – incapacités à l'intelligence minimale qui rend politique un rapport d'amitié entre un oligarque détenant des moyens d'agir sur le réel supérieurs à ceux d'un État et un Président – soit de leur compromission.

*

Car même en les croyant – en croyant qu'il n'y aurait rien à soupçonner à partir de ces liens non explicités – tout cela aurait en effet *a minima* et d'évidence exigé de mobiliser d'immenses moyens d'enquête pour, enfin, fermer le clapet à ces complotistes et autres ennemis de la démocratie qui, non contents de voir le mal partout, croient qu'il y a en Paris un cloaque où les politiques se vendraient aux financiers, sous le regard absent de journalistes avariés.

Que nenni. Un seul journaliste, en un seul ouvrage, tenterait de faire ce travail à temps : *L'Ambigu M. Macron* du dit Marc Endeweld, alors journaliste d'investigation. Et cet ouvrage, alors que personne ne comprenait rien à rien au phénomène Macron, ne serait pas même chroniqué au *Monde* ou au *Figaro*. Regardé avec dédain, on le laisserait passer, préférant s'intéresser et s'exciter au récit que Lagardère et Niel, Arnault et Marchand fabriquaient.

Un seul courageux, le même qui démissionnerait par la suite de *Marianne* suite à son rachat par un oligarque tchèque, un certain Kretinsky, investissant par ailleurs dans *Elle* et *Le Monde* pour préparer son rachat d'un *Engie* que M. Macron s'apprêtait à privatiser, exactement comme M. Drahi avait racheté *Libération* sur demande de M. Hollande – demande relayée par M. Ma-

cron – pour se voir autoriser au rachat de SFR, avant de nommer son ami et plume Laurent Joffrin à la tête de sa rédaction. Cela, ce n'est pas nous qui le racontons. C'est l'homme de main de M. Drahi, Bernard Mourad, intime de M. Macron, dans le *Vanity Fair* de décembre 2018, qui expose sans se gêner les modalités de constitution d'une oligarchie, un milliardaire trouvant appui en un Président contre le fait de mettre à son service un média racheté pour cela. Le tout, sans malaise ni questions[9]. Sans indignation.

Non, rien de tout cela ne fut fait. L'on préféra au contraire s'étrangler face à l'exposition de ce fait, croire aux explications de M. Macron – sa prétention, contre toute évidence, de ne pas avoir d'amis, et contre toute évidence supplémentaire, d'avoir agi rationnellement en supprimant l'ISF là où tous les experts et les études le contredisaient. L'on préféra s'indigner contre celui qui tout cela tentait d'exposer, alors pourtant que l'on découvrait dans le même temps que la première fortune de France, M. Arnault, était bel et bien invité d'honneur par M. Macron au dîner d'Etat donné par Donald Trump quelque temps plus tôt. Mais, enfin, après tout, cela relevait probablement du hasard, et encore : en quoi, si cela se vérifiait, cela devrait intéresser le public ? Nous y revenions, l'ordre trouvant toujours à justifier sa lâcheté pour ne pas avancer. Après tout, qu'importait, quelques milliards par ci, quelques milliards par-là ? Le politique n'était-il pas affaire d'empirisme, ne fallait-il pas les laisser essayer, et qu'importe si entre temps l'on dégradait pour ce faire la vie de millions de gens ?

Notre président n'avait-il pas en somme eu pour seul tort, pendant l'entretien du Trocadero, de s'être montré embarrassé d'un fait insignifiant, et d'avoir nié l'existence d'une amitié somme toutes naturelle ? Voilà l'argument que suivraient, une fois tous les autres épuisés, les soldats du système, dans le but non plus de convaincre, mais de s'apaiser et de se tranquilliser. Voilà où mène la compromission.

---

[9] Ce fait est le seul que nous ajoutions dans cette version actualisée du texte d'octobre 2018, tant il nous semble grossier.

Car si M. Macron semble les avoir sélectives, ces amitiés, et mettre en œuvre des politiques publiques particulièrement affines aux intérêts de ces amitiés, tout de même : ne serait-il pas naturel, entre gens de talent, de s'apprécier et de se fréquenter ? Pourquoi soupçonnerait-on l'évidence, là où il serait si facile, face à un être qui nous ressemble tant, de croire aux bonnes fées ?

N'y aurait-il pas facilité, et complotisme, à attribuer aux fréquentations des uns les choix politiques des autres, alors qu'une législation puissante contrôle le financement de la vie publique – oublions un temps les vingt millions de Bygmalion et toutes les affaires qui récurrentes montrent l'insignifiance de ce contrôle – et que nulle trace de compromission n'a été identifiée ? Pourquoi interrogerait-on l'insistance délirante avec laquelle cet être, outre l'ISF, défend le maintien du CICE, qu'il a créé, et qui chaque année, coûte au moins vingt-milliards à l'État, pour un effet que là encore tous considèrent insignifiant ?

*

Avançons cependant car nous n'y sommes pas tout à fait, et vendons la mèche : tous ces éventrements indignes ne sont encore rien, et vont nous mener à un point de synthétisation.

Rappelons donc à ce stade qu'un ouvrage nous a permis de découvrir, en septembre 2018, c'est-à-dire « seulement » un an et demi après qu'une campagne présidentielle censément démocratique et rendue transparente par une presse indépendante et féroce ait permis au peuple de se choisir ses dirigeants, que Michèle Marchand, alias *Mimi,* femme de peu de bien, dégradante par tous aspects, étant passée de la prison et de plus basses œuvres encore, à devenir *de facto* et dès 2016 conseillère en communication d'un inconnu qui deviendrait Président. Qu'elle a agi avec l'appui d'un obscur homme de main et d'un oligarque délinquant repenti, avec l'appui d'un autre oligarque et de l'homme le plus puissant de France, utilisant pour cela des réseaux qui tiennent pour certains à des mafias et pour

d'autres au plus profond de l'Etat – nous invoquerons plus tard le cas Squarcini ; le tout pour, par un matraquage médiatique inédit, faire découvrir et consacrer un individu sorti de nulle part qui appliquerait des politiques extrêmement favorables à ces individus.

Que ce matraquage médiatique n'a été compensé, contredit, par aucune enquête sérieuse, si ce n'est celle de M. Endeweld, alors journaliste indépendant. Un seul journaliste.

Que ce matraquage s'est doublé, ou a nourri, par suivisme et conformisme, des centaines d'articles élogieux, parfois prétendant seulement à une inatteignable objectivité, chez des journalistes sérieux et inconscients de ce qu'il se jouait, mais aussi de documentaires et de mises en scènes diverses - on se rappellera notamment les meetings à moitié vides présentés comme glorieux, ou les proses poussives présentées comme brillantes, ou encore les propositions programmatiques inexistantes justifiées au nom du pragmatisme et de l'intégrité.

Car l'on sait bien la nature grégaire de l'être humain, et ses difficultés, face à un phénomène que tous présentent comme naturel et de masse, à préserver son jugement.

L'on a donc a appris que ce matraquage avait été le fait entre autres d'un oligarque, Xavier Niel, lui aussi donc délinquant condamné, détenteur d'une septième fortune de France dépendant de l'État et ayant pour cela bénéficié de l'appui établi d'un homme politique ; oligarque qui a décidé, après avoir racheté les plus importants médias du pays, de se mettre au service d'un jeune premier pour l'aider à se faire connaître et consacrer.

Puis, par nos soins et non plus par ceux de nos enquêteurs qui ont dû taire un certain nombre d'informations pour des raisons évoquées et d'autres qui seront à évoquer, que ce même Xavier Niel était le gendre de Bernard Arnault, première fortune de France, que ce même Bernard Arnault connaissait intimement Brigitte et Emmanuel Macron depuis une période indéterminée, que cela se savait, que cela n'avait pas été dit, et que M. Arnault, outre les avantages fiscaux que M. Macron lui octroie-

rait par loi plutôt que par exception – cela se serait trop rapidement vu – avait bénéficié pendant la même période des services de la même personne que lui et M. Niel pour façonner son image auprès des Français. Et que donc la conseillère en communication de deux des plus puissants oligarques de France était aussi celle du Président de la République, et l'avait servi « gratuitement » sans que personne n'en sache jusqu'en septembre 2018 rien, le tout sans contrat écrit, en topant – le tout alors que M. Macron faisait payer à des millions de Français des politiques fiscales qui ne servaient que les premiers, et que M. Lagardère couvrait tout cela en autorisant ces politiques de communication.

*

Le lecteur suspicieux demandera à cet instant : et alors ? Cela n'était-il pas, à défaut d'être dit, compris ?

Tout d'abord, rappelons qu'il ne s'agit pas que de cela. Qu'outre les menus cadeaux fiscaux, les constitutions de fortunes ne sont pas aussi miraculeuses que l'on le croirait, et que leur lien avec le politique, et leur capacité à l'influencer, est déterminante dès lors que ces fortunes se comptent en milliards et non en millions.

Rappelons également que les constitutions de destins politiques en France, en cette si glorieuse démocratie que nous cessons de vanter, ne doivent peut-être pas tant qu'on le croyait aux vertus et qualités intrinsèques des uns et des autres mais bien à leur capacité à séduire et à servir ces mêmes oligarques, dont on a vu qu'ils étaient capables de dépenser des centaines de millions en des médias pour nous faire croire à leur désintéressement. Et que l'appui donné à la fortune des uns – appui dont il est objectivement établi qu'Emmanuel Macron donne à ses protecteurs, par l'adoption de toute une série de dispositions fiscales et réglementaires les intéressant directement et n'ayant aucun bénéfice pour le bien commun – peut faire la destinée politique des autres. Quitte pour cela à passer par des tiers peu recommandables.

Qu'en somme, les amitiés que M. Macron entretient avec Messieurs Arnault et Niel pourraient ne pas être aussi insignifiantes qu'on l'a prétendu, mais au contraire être déterminantes, nous insistons sur ce mot, déterminantes politiquement, et que celles-ci ont peut-être été masquées du grand public pour une raison. Et que lorsqu'elles n'étaient pas masquées, auront été rendues insignifiantes, secondaires, étouffées pour la même raison.

Rappelons en effet les modalités de constitution de la fortune de Monsieur Arnault, devenu le plus riche d'entre nous : c'est bien grâce à une scandaleuse opération effectuée aux dépens de l'Etat, rachat de Boussac effectué par la grâce d'une faveur politique que lui octroierait lors des années quatre-vingt un certain Laurent Fabius, que M. Arnault a pu construire son empire, devenir milliardaire, racheter des médias par pelletées et, devenu première fortune française, se lier d'amitié avec des Présidents de la République décidés à alléger son fardeau fiscal pour permettre d'à ses enfants léguer une puissance non dissimulée – Président qui n'hésitera pas, une fois élu, à affirmer que les tentatives de fraudes fiscales n'étaient qu'optimisation, et qu'il y avait de « bonnes raisons » à s'exiler fiscalement en Belgique.

Voilà où nous en sommes arrivés.

*

C'est bien par son lien avec le politique, qui a généreusement mobilisé les ressources de l'État pour subventionner les entreprises que M. Arnault prétendrait avoir sauvé après se les être vues littéralement offertes et les avoir démantelées – prétendrait à une politique sociale qu'il trahirait – que cet oligarque a fait sa fortune. C'est bien par des amitiés et autres connivences alors considérées inoffensives, avec M. Fabius très spécifiquement, que ce Monsieur Arnault est devenu ce qu'il est, au détriment d'un pays tout entier. Mais surtout, nous rappellerons que si les biens qui fondèrent sa fortune furent bradés par un pouvoir aux abois, ce ne fut pas pour éviter une faillite et des licenciements – puisque factuellement, ces licenciements inter-

viendraient – mais parce que ce pouvoir se trouvait à la recherche d'appuis pour se maintenir en fonctions et contrer l'inexorable retour de la droite à partir de 1983, et cherchait à se constituer un réseau de financiers et de relais médiatiques capables de construire un dispositif écrasant l'espace public et faire ainsi oublier la trahison de leurs promesses de campagne. Qu'ils le firent chronologiquement dans cet ordre, pour se maintenir au pouvoir. Pour dévoyer la démocratie.

Et l'on commence à comprendre comment tout cela peut nous affecter beaucoup plus gravement qu'on aurait pu le penser.

Le lien entre petite et grande corruption, entre petite et grande politique – entre un CICE créé par un M. Macron encore secrétaire général de l'Elysée, dispositif ayant coûté à l'État plusieurs dizaines de milliards d'euros et dont le premier bénéficiaire serait le groupe Carrefour, on le retrouve encore là – et le soutien exubérant que ces mêmes grandes entreprises lui octroieraient en retour – commence à se tisser.

Et nous comprenons qu'il y a dès lors là, dans ces questions d'amitié qui pouvaient sembler insignifiante, quelque chose qui touche directement à l'intégrité de notre régime, et dans la complaisance que les journalistes ont montré à l'égard de ces puissants quelque chose qui commence à relever de l'ordre de la criminalité.

Le principe d'une démocratie représentative est de consacrer des intermédiaires chargés de représenter le peuple et la société et de contrôler l'action de l'État et de nos gouvernants. Les journalistes au premier chef sont chargés de s'assurer que nos représentants n'utilisent pas le pouvoir au profit de leurs propres intérêts. S'ils ne le font pas, le sens même de notre régime s'effondre, et notre démocratie devient formelle là où elle était réelle. Quel sens à une élection où l'on aurait à voter à l'aveugle, incapacités à connaître quoi que ce soit des acteurs à qui l'on nous présenterait, des intérêts qui les ont propulsés ?

*

Mais continuons notre procès, car nous n'en avons pas fini avec nos révélations. De la même façon que l'on ne devient pas milliardaire sans raison, l'on ne devient pas président n'importe comment. Cela est évident. L'exceptionnalité de la fonction qui consiste à diriger un pays nous fait trop souvent penser qu'elle serait le fruit de l'exceptionnalité de la personne qui s'en est saisie. Or certains mécanismes de cooptation et de corruption jouent bien plus fortement que les qualités que l'on croit intrinsèques et nécessaires à la direction des peuples. Et Xavier Niel, qui a décidé - comme Bernard Arnault[10] - d'investir sa fortune dans les médias et pour alimenter ses réseaux, le sait bien. On ne fréquente pas Mimi Marchand sans raison.

Bien entendu, l'être naïf pourrait le penser. Il faut alors à nouveau le rediriger vers l'ouvrage que nous citions, *Mimi*, et qui révèle dans la suite de M. Endeweld que Xavier Niel, avant de proposer aux « Macron » de coopérer avec Michèle Marchand, avait offert à ces derniers d'utiliser ses « réseaux » pour tenter de vérifier et d'éventuellement faire taire une information.

Nous parlons bien là oui du plus important détenteur de titres de presse du pays. Celui-là même qui a mis la main sur *Le Monde* et quelques autres journaux, tout en prétendant ne jamais intervenir dans leur contenu. Nous parlons bien là du futur Président et de la future première dame, Monsieur et Madame Macron, qui acceptèrent ce service, et par là-même, déjà, acceptèrent de s'asservir à un tiers qui leur devenait tout puissant, devenant redevables d'un fait qu'il pourrait à tout moment réutiliser, se liant à jamais à sa capacité à les faire chanter.

*

Pourquoi cela est-il si important ? Car cela nous permet de comprendre comment opère Monsieur Niel, qui prétend ne jamais intervenir dans les contenus produits par *ses* journaux –

[10] Que l'on rappelle à ce stade être le propriétaire non seulement du plus grand conglomérat de luxe au monde, capable par leur puissance publicitaire de tuer un média s'ils le décidait, mais aussi directement du plus important média de France, le *Parisien,* et du seul quotidien d'information économique de notre pays, excusez du peu, *Les Echos,* après avoir achevé *La Tribune,* son concurrent

ce que ne prennent même pas la peine de faire M. Dassault, propriétaire lui du *Figaro* après le rachat par son père du groupe de Robert Hersant, et dont on sait quels accords il tissa avec un autre homme politique, M. Valls, pendant cette période *via* son père et auparavant ; ni M. Lagardère, ni M. Arnault. Cela pourrait nous sembler mieux, c'est en fait pire, car cela entretient une illusion que les journalistes s'époumonent à défendre contre toute évidence, celle d'un libre-arbitre qui serait par tout cela préservé, et dont il faut absolument se défaire, illusion sur laquelle Mediapart jouerait grandement, en publiant une vraie-fausse grande enquête sur M. Niel qui ferait pschit, avant de s'en désintéresser à jamais ; illusion sur laquelle *Le Monde* tenterait de jouer à son tour en publiant une grande enquête sur M. Kretinsky lors du rachat par ce dernier des parts d'un autre petit oligarque, Mathieu Pigasse ; feignant de croire que c'était cela que, par ces rachats, que M. Niel et M. Kretinsky cherchaient à éviter ; aveugles à l'influence politique, bien plus importante, qu'ils cherchaient en fait à acheter et qui valait bien ces quelques menus dérangements.

Cela est bien pire, car à quoi bon intervenir directement sur les contenus, lorsque l'on peut s'appuyer sur des hommes et femmes de main comme Michèle Marchand, invisibles jusqu'à l'ouvrage de septembre 2018 ? A quoi bon, lorsque l'on sait pouvoir intervenir indirectement dans la production de l'information par le truchement d'un homme de main, Louis Dreyfus, qui s'est trouvé un temps à la fois directeur général du *Monde*, de l'*Obs* et des *Inrockuptibles*, excusez du peu, en charge, en tous ces journaux, du recrutement et du licenciement, des promotions et mises au placard de tous les journalistes des plus prestigieuses rédactions de Paris, où tous les journalistes de France rêvent d'être recrutés ?

Xavier Niel ne censure jamais un article. A quoi bon, lorsqu'il est possible de le faire censurer – par les réseaux mafieux de Michèle Marchand, par les pressions ou craintes de pression de M. Dreyfus, par l'autocensure de tous ceux qu'il a soigneusement, avec ses camarades oligarques, précarisés et pressurisés ? Pourquoi prendre le risque d'apparaître alors qu'il suffit de donner instruction à tel ou tel de faire licencier et recruter les

journalistes qui auraient l'heur ou le malheur de lui plaire ou déplaire ; de demander à Madame Marchand de faire disparaître telle ou telle information, ou décrédibiliser tel ou tel opposant, sans que personne ne puisse deviner que c'était sur son instruction que ses hommes de main à elle agiraient pour intimider, détruire ou galvauder ; et, en jouant sur la précarité d'une profession veule et servile, maintenue aux abois par sa lâcheté, mais surtout par l'accumulation de concentrations capitalistiques, plans sociaux et pressions sur les salaires toujours plus accrus, de s'assurer que personne ne prendrait le risque de trop s'y opposer ? A quoi bon, alors qu'il lui a suffi d'acheter les plus importants titres de presse du pays pour se placer en haut de la chaîne alimentaire et s'assurer qu'aucun ambitieux ne s'attaquerait jamais *sérieusement* à lui, là où en toute société saine, M. Niel comme tout autre oligarque aurait été perçu au contraire comme un trophée de guerre pour tout journaliste cherchant à se faire un nom ?

A quoi bon, alors que le plus important est bien de pouvoir, de déjeuner en déjeuner permis par l'influence qu'on lui prête, influencer les hiérarques du régime, mais aussi suggérer en retour à l'homme de main l'intérêt qu'il aurait à porter à tel homme politique ou dirigeant, suggestion qui se verra colportée auprès du directeur de la rédaction, qui à son tour, et ainsi de suite – l'air de rien, chacun ignorant volontairement à qui cet intérêt d'apparence innocent pourrait servir – jusqu'à enfin arriver au journaliste à qui sera commandé un article, lui-même maintenu dans l'ignorance des mécanismes ayant fait naître cet intérêt, comme cela arriva pour M. Macron, charge à ce dernier d'ensuite récompenser comme il le faudra son protecteur bien aimé ?

*

Tout cela, on prétend le découvrir, mais c'est une façon de parler. Car la toute-puissance à ses défauts, et si Xavier Niel, m'annonça en personne dès janvier 2014, alors qu'Emmanuel Ma-

cron n'était que secrétaire général adjoint de l'Elysée et inconnu du grand public, qu'il deviendrait Président de la République, alors on peut imaginer que je ne fus pas le seul à être mis au courant. Et qu'il y aurait eu tout intérêt à, dès ce moment là, le faire savoir, pour prévenir tout conflit d'intérêt, et comprendre d'où venaient toutes les marques d'estime qui recouvriraient l'intrigant concerné.

Là où le fondement même de notre système démocratique a été atteint, la presse se contente de relever liens de corruption ou de dénoncer stratégies fiscales erronées. Personne ne semble se troubler que l'on continue à dire que M. Niel, la famille Arnault et les Macron se seraient rencontrés pour la première fois six mois après que M. Niel m'ait indiqué que son ami Emmanuel Macron deviendrait Président de la République, et qu'ils l'auraient fait – comble de l'absurdité – lors d'un dîner à New York ou Los Angeles, information que tous, sans ne l'avoir jamais vérifiée, ne cessent pourtant de relayer depuis que M. Bourdin a forcé les journalistes à faire semblant de s'intéresser à ces sujets, comme pour mieux, tout cela, étouffer.

Personne ne cherche, sur tout cela, alors que pour la première fois, un pouvoir s'est institué en une grossière et évidente oligarchie, à véritablement enquêter.

*

Vous saturez ? Et pourtant, cela n'est pas tout ! Et ce n'est même que le début. Car le beau-père putatif de Xavier Niel, Bernard Arnault, qui s'est permis le luxe de recruter le tout puissant ancien directeur des services secrets du pays, Bernard Squarcini, au sein de LVMH pour en faire son « monsieur sécurité » – ce même M. Squarcini qui continue d'appeler ses anciens subordonnés pour leur demander des informations sur telle ou telle personne, et qui pour cela s'apprête à être condamné, car les magistrats du siège sont peut-être le dernier corps de fonctionnaires « d'élite » à ne pas avoir été absorbés par l'oligarchie –, Bernard Arnault donc, a mis au service du Macron candidat son appareil de sécurité pour compléter la

protection que lui offrait médiatiquement, *via* son gendre Xavier Niel, Michèle Marchand. Cela est certes plus intéressant que de savoir que LVMH habille Brigitte Macron – de bonne grâce – mais étrangement, c'est la seconde information et non la première qui ne cesse d'être racontée – sans que personne ne trouve d'ailleurs à s'en indigner.

Pourtant, s'interroger sur et dénoncer le fait que notre première dame se soit muée en enseigne publicitaire mouvante pour LVMH et LVMH exclusivement, abusant en cela de ses fonctions, créant un conflit d'intérêt évident, pourrait être un premier pas. Un premier pas qui aurait permis de remonter aux basses œuvres de M. Squarcini, mais peut-être au-delà. Qui aurait amené à s'interroger, et dès lors découvrir, que M. Arnault connaissait en fait Brigitte Macron bien avant Xavier Niel, qu'il a en fait présenté M. Macron à Xavier Niel, par la grâce de Brigitte Macron qui s'était faite la professeure de ses enfants au sein du très sélectif et fermé lycée privé Franklin, temple de l'oligarchie où se forment les héritiers de l'élite du pays ; et que c'est en fait bien Bernard Arnault, *via* Delphine Arnault, et non l'insignifiant Pascal Houzelot, comme le prétend l'ouvrage *Mimi* - qui a fait se connaître Xavier Niel et Emmanuel Macron en premier. Et l'on comprend donc que non contents de cacher des informations, nos joyeux impétrants du landerneau médiatique s'amusent à en relayer des fausses pour cacher les réseaux, compromissions et conflits d'intérêt qu'ils prétendent exposer et contrôler.

*

Voilà donc que l'on a découvert en passant que la désintéressée et généreuse Brigitte Macron, admirée par tous les Français depuis que la trafiquante de drogue Mimi Marchand est devenue sa meilleure amie et a été par deux oligarques chargée d'en faire une première dame idéale, Brigitte Macron donc, égérie du bien commun, enseignait non pas en un lycée public, non pas en un lycée difficile, non pas en un lieu où son engagement serait à valoriser, mais dans l'un des lycées les plus cossus de Paris, choisi volontairement et où elle profitait de son poste pour se lier avec la principale fortune de France et la présenter

à son ambitieux mari – que l'on disait alors désargenté et éploré – pour s'assurer que ce dernier se verrait mettre le pied à l'étrier et s'en trouverait aisément propulsé.

Là, l'on commence véritablement à avoir le tournis. Le jeune homme au regard tranchant, blanche colombe prête à se sacrifier pour la France, venue du rien pour prendre le tout, présenté au peuple qui l'aurait immédiatement adoubé, avait en fait, avant même d'être ministre ou secrétaire général adjoint de l'Elysée, comme soutien et ami non seulement l'oligarque Xavier Niel, mais aussi la première puissance financière de France, en plus de la banque Rothschild et de ses réseaux, qu'il obtiendrait en trahissant l'inspection générale des finances – elle-même richement dotée en réseaux tant les trahisons du corps ont fini par en faire une passoire et une source de compromissions récurrentes pour l'État plutôt qu'un organe de contrôle de ce dernier –, en plus de la bourgeoisie amiénoise, en plus de ceux de Jean-Pierre Jouyet que l'on s'apprête à exposer, et ce alors même qu'il n'était organiquement, publiquement « rien ». Et l'on rappelle que la presse détenue par ces individus le présenterait, *des années plus tard*, par hasard et en toute indépendance journalistique, comme venant du néant, pur produit du génie et du mérite, surdoué doté de qualités et d'une aura mystique capable d'ensorceler la plèbe par sa seule intelligence et son talent. Et qu'aucun journaliste, jusqu'à aujourd'hui, ne dénoncerait sérieusement l'opération de communication qui leur avait été imposée.

L'imposture qui aux Français avait été imposée.

*

Cet homme pourtant déjà millionnaire, devenu millionnaire avant trente ans grâce à la vente des réseaux que lui avait offert la République à une banque privée, nous serait au contraire présenté comme le parangon de la démocratie libérale, de notre méritocratie républicaine, d'un système nettoyé.

Difficile de ne pas en tirer l'interrogation suivante, tant les faits deviennent accablants : cet homme dont tout le parcours ex-

hale le service du soi n'aurait-il en fait été qu'un pantin au service de ceux dont il a appliqué, à la lettre, le programme, utilisant ses titres et qualités inventées– on le prétendrait même, faute de talents sur lesquels s'appuyer, philosophe reconnu [11] et pianiste de renom ! – pour recouvrir cette opération bien huilée ?

L'on commence en tous cas à comprendre les raisons de ce décalage étonnant entre notre ressenti – nous qui avons accumulé les mêmes titres et suivi, grosso modo, le même parcours, et qui dès lors ne pouvions être impressionnés par la surface qui était présentée, forcés de tenter d'en percevoir le fond et de ne jamais le trouver, rétifs à tous les dispositifs d'intimidation symboliques mis en place par les oligarques dont nous parlons, puisque conscients de leurs méthodes de fabrication, nous en somme qui n'existons et n'avons de légitimité qu'en ce que nous avons été institués pour contrôler les utilisations indignes des titres et fonctions que nous partageons avec M. Macron, éviter que des êtres viennent trahir tout cela pour se servir ou servir leurs intérêts. L'on commence à comprendre ce sentiment qui dès 2013, nous avait étreint face à un individu à l'apparence d'insignifiance telle qu'elle interrogeait sur sa capacité quelconque à l'incarnation, face à la médiocrité creuse de ses discours, la facticité des structures qui l'appuyaient – rappelons-nous de ces « adhérents » qui n'étaient que des souscripteurs à des envois de mails –, cet être qui se contenta pendant des mois, surfant sur la notoriété fabriquée par Niel, Arnault, Lagardère et Marchand, de ne pas présenter de programme, et qui était doté d'un bilan que l'on tenterait pourtant tant bien que mal de nous présenter comme révolutionnaire, nous chargeant de nous enthousiasmer à l'idée que l'être de génie avait permis la création de nouvelles lignes de bus dangereux et polluants. L'étonnement face à l'excitation qu'il suscitait, et face à la popularité précaire qui soudain pourtant l'enserra. L'on commence à comprendre oui, que quelque chose s'est joué là, et que oui, tous les vecteurs qui, en une société saine, servent à contrôler les intrigants et à s'assurer que nos mécanismes de

[11] Philosophe « parfait », puisque n'ayant jamais rien publié, et ne pouvant dès lors, à ce titre, être jugé.

contrôle fonctionnent, avaient été infiltrés et subvertis jusqu'à éclater.

*

Et l'on commence à s'indigner. Car tout cela, on ne le découvre que plus d'un an après l'élection présidentielle, et encore, ne l'apprend-on que partiellement, et peut-être ne l'aurions-nous jamais appris, et encore, nous nous trouvons à devoir mettre tout cela, nous-mêmes en récit, et pourquoi se retrouve-t-on à devoir faire cela ? Parce que l'un des journalistes ayant commis la meilleure enquête du moment sur Macron, *Mimi* qui, rappelons-le, ne contient quelques pages sur ce dernier, était employé par ledit Bernard Arnault et ne pouvait révéler qu'une partie des informations que nous exposons, comme il ne pût le faire en ce qui concernait l'autre intéressé, un certain Lagardère, Arnaud. Que les quelques rares autres qui auront entre temps mis leur indépendance au-dessus de tout enjeu de carrière auront été depuis écrasés. Et que les puissants de la profession, comme Madame Bacqué, qui n'avaient rien à craindre, auront préféré pendant des mois et des années se taire face à la mise en œuvre de toutes ces compromissions, s'en rendant les complices factuelles, trop occupés à aduler ce personnage de roman qui leur faisait le mauvais coup d'acteur du regard plongeant, jusqu'à implicitement le soutenir.

Là, il est peut-être temps d'inciter tout le monde à trembler.

Car si le mirage s'efface, cela intervient alors que cette coterie, cette petite bande qui à l'échelle inférieure se fait la courte échelle pour s'asservir à ses puissants et ainsi assurer sa position, rendant une série de services et de dispositifs dont on ne pourrait détailler l'ampleur ici tant elle est immense, et dont les conséquences se traduisent en dispositifs législatifs et réglementaires impactant l'ensemble du pays, liens si intimes qu'ils provoquent mariages et séparations, tout cela dans le seul objectif de servir et de se servir, cette coterie a déjà accumulé un tel pouvoir que, même en les exposant, les détrôner de façon démocratique apparaîtrait en l'état impossible. Que même en

faisant partir M. Macron, nous resterait un tel appareil de pouvoir qu'il ne pourrait appeler qu'à la révolution.

*

L'on tremble, car le simple fait de faire connaître cette information, de faire voir les connivences qui ont permis la constitution de l'un des pouvoirs les plus rapaces de l'histoire de la Ve République apparaît impossible à mener. Comment faire savoir aux populations que l'on leur vole des milliards chaque année du fait de compromissions diverses qui les ont amenés à être parfaitement trompés ? De « liens d'amitié », qui utilisent la République pour se servir, se promouvoir et faire la courte-échelle aux siens, plutôt que les protéger ? Comment mettre en discours cette accumulation de factualités – pour beaucoup publiques, mais qui elles ne sont pas complétées et exposées dans leur entièreté, se trouvent politiquement désactivées ?

Où le faire, comment le faire savoir ? Quel organe de presse pourrait l'accueillir, y compris pour le contredire ? *Libération, L'Express* ou *BFM TV* ? C'est-à-dire les médias détenus par Patrick Drahi, dont l'empire a été consolidé avec l'aide d'Emmanuel Macron, Drahi qui l'a remercié en mettant à sa disposition sa main droite et directeur *de facto* de ses médias, Bernard Mourad[12], pendant la campagne présidentielle, après que ce Bernard Mourad ait, sur ordre de M. Drahi, « suggéré » des Unes au sujet de M. Macron, lors des comités de rédaction de ces médias auxquels, contre toute logique, il participait ? A l'*Obs*, au *Monde*, à *Télérama*, à *Mediapart*, dans la dizaine d'autres médias où Xavier Niel a investi ? Au *Figaro*, chez Olivier Dassault, où il faudrait espérer qu'un journaliste trouve le courage d'attaquer les collusions entre médias et milliardaires,

[12] Nommé par la suite et de ce fait patron de *Bank of America* France, qui se verrait miraculeusement attribuer par le pouvoir la gestion de la privatisation des Aéroports de Paris. Il avait été nommé, avant sa mise à disposition auprès d'Emmanuel Macron, directeur du pôle presse du groupe de Patrick Drahi, et donc *de facto* dirigeant de l'Express et de Libération, racheté par Patrick Drahi sur suggestion de François Hollande, présenté à ce dernier par Emmanuel Macron via Bernard Mourad, afin d'obtenir la « neutralité bienveillante » de l'État dans son rachat de SFR.

après que l'empire de son père se soit construit en s'appuyant sur cela ?

Rions jaune, et pensons plutôt aux télés ou radios publiques, dont les directeurs sont nommés par le pouvoir politique – indirectement certes, en ces affaires, l'on aime à rester pudiques, même s'il l'on fini par nommer, comme à RadioFrance, une camarade de promotion – et dont nous venons de montrer comment l'un des piliers de l'information compromettait l'intégrité du groupe pour servir son ami président et se venger de sa Présidente – où jamais la plus brillante de ses investigatrices, Elise Lucet, ne s'est attaquée à ces sujets. Au *Parisien* ou aux *Échos*, chez Bernard Arnault, à *Vanity Fair*, qui publie des articles de commande et qui coulerait immédiatement si ce dernier cessait de le financer ?

A *Canal +* ou chez *C8*, chez Vincent Bolloré à qui Macron confia part de sa communication alors qu'il était ministre de l'économie *via* Havas – avant qu'Hanouna, pilier capitalistique du groupe, n'en devint le meilleur relais, l'invitant régulièrement à communiquer par téléphone lors de ses émissions ? A TF1 ou TMC, chez Martin Bouygues, là encore compromis jusqu'aux ongles et dépendant de la commande d'État ? Au *JDD* ? Là où Gattegno a montré toute sa capacité à servir ceux qui plaisaient à son propriétaire, un certain… Arnaud Lagardère !

L'on tremble parce que soudain, l'on commence à se sentir étrangement seul et bizarrement encerclé, pour peu que l'on ne serve nul intérêt, ou nul relais qui pourrait un jour être, par l'un de ceux-là, mobilisé. Ce qui apparaissait comme un paysage pluraliste, empli de journalistes courageux et indépendants, ou du moins suffisamment nombreux pour se faire concurrence et éviter ainsi de trop grandes compromissions systémiques, n'apparaît plus, lorsque l'on tente d'y avancer *à sec*, que comme un putride espace où la peur et l'incertitude, l'asymétrie règnent pour écraser toute diction de l'information qui ne servirait pas l'un des appareils de pouvoir en place, réduisant notre

espace public de façon à ne le permettre de relayer que des interdisant toute compréhension globale du système en question.

Car il faut l'admettre : en tous ces lieux, l'on peut faire fuiter part de la vérité. Ainsi le rival de M. Arnault, M. Pinault, a-t-il fait publier au *Point* les bonnes feuilles de l'ouvrage étrillant le protégé du premier, quelques temps après que Raphaëlle Bacqué publie un portrait élogieux – pour ne pas dire transi – de ce dernier. Mais en aucun de ces lieux peut-on véritablement exposer les compromissions auxquels tous, d'une façon ou d'une autre, ne cessent de se livrer. Ainsi même au *Monde*, où Ariane Chemin peut se permettre le luxe de révéler l'affaire Benalla, fini-t-on par nommer une journaliste sans aucune expérience sur ces sujets, Virginie Malingre pour couvrir l'Elysée, celle-là même qui avait été nommée par Louis Dreyfus à la direction du service économie sur instruction de Xavier Niel, pour s'assurer que celui-ci s'épuiserait sans ne jamais rien révéler.

L'on nous dira que l'on exagère. Il y a bien des radios. Puisque le service public a les problèmes que l'on sait, peut-être *Europe 1* ? Lagardère, encore ! *RMC* ? Alain Weil, c'est-à-dire, depuis quelques années Patrick Drahi, Alain Weil qui est par ailleurs comme on le montrera, *via* sa sœur, intime de la macronie. *RTL*, qui appartient à *M6*, l'un des principaux partenaires de Mediawan, le fond d'investissement dans l'audiovisuel de Xavier Niel ? Bon. Disons que cela pourrait se faire, suite à un contact qu'il faudrait encore établir, pour peu qu'aucun des dirigeants ne craigne de s'exposer aux regards de leur pair ainsi dénoncés. Et alors la grande question : qui d'entre eux en parlerait, et lancerait enfin le grand débat que l'on attends toujours sur ces questions ?

Après avoir parcouru en pensées l'ensemble de l'espace médiatique français, s'être arraché les cheveux, l'on pense à des éditeurs. Puisqu'une chronique disparaîtrait immédiatement, engloutie dans le fatras de l'information produite au quotidien, un ouvrage permettrait au moins de faire un point sur la situation. *Fayard* ? Mais *Fayard* a été racheté par Hachette, c'est-à-dire par Arnaud Lagardère, dirigé *effectivement* par ce même Ramzy

Khiroun qui est intervenu pour protéger Mimi Marchand à Paris Match, et dont la numéro 2 est la femme du « grand ami » du Président, le fameux Bernard Mourad ! *Grasset* ? Sous les apparences de différences, le même propriétaire, la même hiérarchie, et l'on comprend maintenant pourquoi l'ouvrage attribuait à Marchand ce que M. Khiroun faisait, on le dit en passant, mais il faut mesurer ce que de manque d'intégrité cela signifie. *Gallimard* ? Ils viennent de censurer Annie Lebrun, auteur historique de la maison, parce qu'elle critiquait LVMH dans son dernier ouvrage sur la mode. Tout lien avec la prise de participation récente de la société de Bernard Arnault au capital de la maison n'y serait pour rien. Un instant, pour éviter le rire cathartique ou l'atonie, l'on tente de se dire que de tout temps… mais non, comme la plupart de nos médias, longtemps, la maison a été indépendante, et jamais pareille concentration ne s'était vue ! Car continuons ! *Flammarion* ? Racheté par *Gallimard* il y a quelques années ! Actes Sud, chez Françoise Nyssen ? Rions, jaune toujours, d'un rire toujours moins riant. Mais il y a bien encore moult d'éditeurs indépendants. Le Seuil, La Découverte, La Fabrique, peut-être. Certes, certes. Mais avec quels distributeurs, et quels moyens de diffusion ? Ceux-là même qui sous la coupe des premiers… ? Et là encore, quelle capacité à se signifier ?

Revenons-en à la presse. *Le Point* alors. Mais *Le Point* est propriété d'Artemis, la holding de François Henri-Pinault ! Et alors nous répondrait-on ? N'est-il pas l'ennemi de Bernard Arnault ? N'aurait-on à gagner en participant à ces jeux de… ? Rions, et laissons quelques lignes plus loin expliquer pourquoi, là encore… La solitude s'accroît.

Et encore. Qui prendrait encore le risque juridique de tout cela supporter, lorsque l'appareil juridique concernant la diffamation est constitué de telle sorte à ne prendre qu'à la marge la disproportion des mesures protectrices en ce qui concerne les puissants ? N'a-t-on pas vu que cet ouvrage, qui pourtant en préservait tant, *Mimi,* a manqué ici et là d'être exposé ?

*

Cessons de penser à tout cela pour l'instant, et continuons. Car l'on a découvert entre temps que ces affaires ne s'en tenaient pas là, et qu'Alexandre Benalla était le point d'entrée officieux de Michèle Marchand au sein de l'Elysée – cette dernière assurerait d'ailleurs sa communication après qu'il fut découvert frappant et arrêtant des citoyens dans la rue en se faisant passer pour un pocliier. Là, le souffle se retient. Benalla, ce même Alexandre Benalla qui, introduit dans la macronie par un apparatchik LR défroqué, un certain Sebastien Lecornu, en sus de frapper des citoyens pendant son temps libre, avait tenté de monter une garde prétorienne à l'Elysée, c'est-à-dire de recruter des personnes déliées de toute hiérarchie policière et militaire – tour de passe-passe autorisé par l'existence d'une réserve citoyenne dont on aurait détourné les effectifs pour les attribuer à l'Elysée – pour « défendre » Emmanuel Macron et s'émanciper des rares contre-pouvoirs encore existants. L'on nous dira, halte-là ! Vous passez du coq à l'âne. Attendez et vous verrez. S'appuyant sur la réserve de la gendarmerie, Alexandre Benalla avait en effet ordre de faire rentrer des civils au sein du service de sécurité de l'Elysée, qui auraient eu la tutelle des gendarmes et policiers mobilisés en cette maison d'où émanent les ordres qui font et défont les carrières de tous les fonctionnaires du pays. La chose est effarante : par un stage de quelques semaines, il aurait été possible d'intégrer au cœur de l'Etat le plus crapuleux des êtres, sans contrôle hiérarchique autre que celui décidé par le politique, pour le mettre au service d'un seul homme, et lui donner une autorité *de facto* sur l'ensemble des forces de l'ordre républicaines de ce pays. Répétons-le : avant que M. Benalla, courroie de transmission de Madame Marchand à l'Elysée, chargé par exemple de passer à M. Emelien les vidéos du 1er mai volées à la Préfecture de Paris pour qu'à son tour il les fasse diffuser sur les réseaux sociaux, décide de frapper et d'arrêter des citoyens dans la rue pour alimenter un climat de peur et de violence dans le pays – cela, cela a manqué à être dit, tant cela aurait pu inquiéter – M. Macron cherchait à se donner la possibilité de faire rentrer des personnes qu'il aurait personnellement choisies au sein de sa propre police, et de les mettre en position de subordonner l'ensemble des services de

sécurité du pays. Pourquoi l'aurait-il fait ? Seuls ceux qui ont ri à nos étranges parallèles énoncés plus tôt manqueront de comprendre pourquoi l'un amène à l'autre, en dehors de toute proportion.

Et c'est là où nous touchons à l'autre vecteur de la présidence d'Emmanuel Macron, et que nous relions tout cela. Car il y a beau jeu de construire une notoriété, de se trouver propulsé par une alliance d'intérêts. Il faut encore construire sa légitimité. S'imposer à cet État que l'on a pillé sans servir, trouvé les ressorts et relais qui nous permettront d'agir avec autorité. La bête ne se laisse pas aisément dompter, et si Macron a été choisi, c'était bel et bien parce que l'on voyait en lui un profil qui pourrait s'y imposer. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait, dans le même temps que l'on l'introduisait au peuple, en polir la figure, l'entourer, s'assurer qu'elle se trouverait une fois au pouvoir suffisamment armée.

Celui qui lui a permis non pas seulement de prendre le pouvoir, mais de le consolider, non seulement de ravir la nation, mais d'en maîtriser l'État, cet être, ravi de la crèche et probablement inconscient de qui il servait à cet instant, c'est Jean-Pierre Jouyet. Et qui nous y mène ? Un certain Ludovic Chaker, acolyte invisible d'Alexandre Benalla qui en a organisé le recrutement, premier secrétaire général *d'En Marche,* depuis sis au cœur du dispositif antiterroriste de l'Élysée, et qui avait pour mission de mener le même projet que son collègue auprès des forces armées.

Or Ludovic Chaker, civil qui s'est trouvé propulsé au cœur du secret d'État, habilité à en connaître tous les détails, et dès lors ayant à connaître et faire connaître tout ce qu'il y a à dire sur quiconque pourrait menacer les intérêts de M. Macron – versant cérébral en somme de M. Benalla – utilisant pour cela une certaine Mimi Marchand, n'est pas n'importe qui. Il est le point d'entrée dans l'appareil militaire [13] d'Ismaël Emelien, plus proche conseiller d'Emmanuel Macron qu'il a rencontré sur les bancs de SciencesPo, et qui à l'Elysée était chargé de transmettre l'ensemble des renseignements pouvant l'intéresser

[13] Fait unique dans la Ve République : jamais un civil n'avait été intégré au chef d'État-major particulier de la Présidence de la République

pour ensuite ordonner les basses-œuvres qu'il pourrait nécessiter en les faisant diffuser par la presse de façon suffisamment discrète pour que le conseiller spécial ne se trouve jamais impliqué, faisant tout cela sans avoir à répondre à une quelconque hiérarchie militaire comme c'est normalement le cas en ces affaires là.

Voilà donc, pour des raisons de basse politique comme on l'imaginera, M. Macron qui dessine à l'Elysée une structure chargée d'alimenter les différents réseaux crapuleux qui l'ont appuyé en informations permettant de discréditer les adversaires ou de se protéger. Le dispositif a été révélé lorsque l'on a appris que M. Benalla avait transmis à M. Emelien les images de vidéosurveillance de la manifestation du 1er mai 2018, et que M. Emelien les avait par la suite fait diffuser sur des réseaux sociaux à travers des comptes anonymes. A d'autres reprises, ce serait Mademoiselle Marchand et des vecteurs officiels qui seraient mobilisé. Cette fois, l'information provenant de la hiérarchie policière et non militaire, c'était bien M. Benalla et non M. Chaker qui en avait été chargé.

M. Chaker n'est pas un homme d'Etat, pas même un fonctionnaire, et n'apparaissait sur nul organigramme jusqu'à ce que l'affaire Benalla l'expose aux yeux de tous. Cela, pour une seule et unique raison : protéger M. Emelien d'une quelconque répercussion, créer un interface supplémentaire qui permettrait de se dédouaner. M. Chaker a en effet, comme beaucoup d'individus projetés loin de leur milieu sans compétences particulières, la particularité d'être d'une grande fidélité qu'il double d'une incessante célérité. Ces hommes sont toujours utiles pour le pouvoir. Ayant seulement servi la DGSE quelques années avant d'en être évincé, il ne s'est retrouvé là que par la grâce et dès lors pour le service de son maître. Mais si nous en parlons, c'est car la façon par laquelle il y est arrivé dit plus encore que les cartes qu'il a tenté d'y jouer. Car sa promotion auprès d'Emmanuel Macron, et c'est là ce qui nous intéresse, peu avant la campagne présidentielle puis à l'Élysée, révèle l'intrication profonde de l'alors candidat avec un autre pan de l'oligarchie du pays : celle qui s'assure que les intérêts des puissants se trouveront relayés au sein de la machine d'État. Elle

montre à la fois l'étendue des influences qui s'appliquent à la Présidence Macron, l'endogamie de notre élite, mais aussi la pauvreté d'un système de cooptation qui au sein de ce pouvoir permet, par faits de népotismes et de services rendus, de maintenir des privilèges qui protègent quelques-uns, sidèrent l'action publique et lui retirent ses moyens.

Elle révèle enfin à quel point la presse s'est là encore volontairement aveuglée, glorifiant celui qui pourtant n'était que le pont idéal pour unifier cette conjonction d'intérêts.

*

Il ne suffit pas de s'entourer de puissants qui recherchent des fondés de pouvoir, ce qui requiert déjà quelques qualités, dont un profil suffisamment immaculé auprès du grand public, exigeant notamment de ne pas s'être trop visiblement compromis, pour devenir Président de la République : il faut aussi savoir s'entourer d'une armée de fidèles, suffisamment fidèles pour se taire, mais aussi intégrés au système, en connaissant les rouages et capables de mettre en branle les projets de ces puissants ; chargés en somme d'une légitimité d'apparence suffisante pour garantir la fidélité de l'appareil étatique et ainsi, dans un aveuglement généralisé, le mettre au service des intérêts de ceux qui vous ont choisi. Suffisamment cyniques et intéressés pour eux-mêmes nourrir la machine de pouvoir sans ne jamais trahir ni dénoncer – c'est ce qui explique la multiplication des marques d'affection que M. Macron a donné suite à son départ à M. Benalla –, suffisamment bien rémunérés et protégés pour n'a à aucun moment s'interroger sur les fondements de la politique appliquée, et des spoliations ainsi menées ; ayant, en somme, suffisamment à gagner pour vous vendre leurs atouts et qualités.

Or M. Macron, qui était singulièrement jeune et ne s'était fait maître d'aucun parcours en propre lui permettant d'avoir construit et de pouvoir revendiquer de telles fidélités – c'est ce qui expliquera par ailleurs son appel à des baronnies empruntées, dont M. Collomb fut la plus importante, et la précarité d'un

dispositif qui ne pouvait que s'effondrer – a dû constituer artificiellement ce vivier, ce qui l'a amené à quelques erreurs, comme le recrutement de M. Benalla par M. Chaker, lui-même recruté par M. Emelien. Propulsé, il a dès lors dû puiser en un cet autre pan de l'oligarchie qui avait elle aussi à défendre ses intérêts, n'avait pas les moyens ni les relais des oligarques que nous avons mentionné, mais cherchait à s'y lier, et bénéficiait d'une inscription au sein de la technostructure qui servirait idéalement M. Macron.

L'affaire fonctionne ainsi en amont et en aval de Monsieur Macron. Ludovic Chaker a été le point de contact invisible d'un dispositif couronné par un certain Jean-Pierre Jouyet – dont la mainmise sur la technostructure était la seconde mamelle du macronisme – et mis en oeuvre par un certain Ismaël Emelien – qui se chargera lui de mettre en branle, en une coopération souvent forcée avec M. Séjourné, la mobilisation des anciens réseaux strauss-khaniens[14]. Repéré et recruté par Richard Descoings à SciencesPo, institution publique, au sein d'un dispositif de pouvoir partiellement décrit par Raphaëlle Bacqué dans son ouvrage *Richie*, lui aussi publié chez Grasset, il y fut propulsé responsable de l'Asie, et y rencontrerait une certaine Edith Chabre, qui le présenterait à un certain Edouard Philippe et une certaine Brigitte Taittinger-Jouyet, héritière de l'une des plus importantes familles industrielles de France, recrutée à SciencesPo pour, de dîner mondain en événement hippique dans le petit Paris, alimenter en levées de fond les caisses de SciencesPo, tandis que son mari, Jean-Pierre Jouyet, puissant directeur du trésor devenu le très puissant directeur de l'Inspection des Finances, puis le tout puissant secrétaire général de l'Elysée, mobilisait ses réseaux pour soutenir Emmanuel Macron, parfois à la limite de la légalité.

M. Jouyet a rencontré M. Macron suite à la sortie de ce dernier de l'ENA, qui l'a vu être affecté au même « corps » d'origine que

[14] Si M. Chaker est le *point de contact par le bas*, M. Kohler, secrétaire général de l'Elysée, le sera par le haut. Choisi par Macron avec l'assentiment Jean-Pierre Jouyet comme directeur de cabinet lors de son arrivée à Bercy, celui qui fut l'adjoint du second à la direction du trésor avant de devenir directeur de cabinet de Pierre Moscovici – où il pilotera la mise en œuvre du CICE décidée par M. Macron – est nommé en 2017 secrétaire général de l'Élysée, où il deviendra l'âme damnée de M. Macron.

celui de M. Jouyet, corps que ce dernier se trouverait par ailleurs diriger l'année d'après. Intrigué par un jeune homme déjà soutenu par des êtres plus puissants que lui et montrant une ambition sans fards, M. Jouyet se décide à lui offrir l'intérim de la toute-puissante Inspection des finances, alors que lui-même, qui se disait pourtant socialiste jusqu'alors et le meilleur ami de François Hollande[15] était nommé secrétaire d'État aux affaires européennes auprès de Nicolas Sarkozy. Cela a peut-être été dit, mais si Emmanuel Macron s'est vu offrir pendant cette période d'entrer au cabinet du premier ministre d'alors François Fillon, c'est par le truchement de la même personne – Jean-Pierre Jouyet – qui le ferait rentrer à l'Élysée sous François Hollande[16]. Ainsi vont les choses dans le petit Paris, sans égard pour les « distinctions partisanes » que le peuple tenterait de mettre en œuvre, principe démocratique qui devient peu de chose lorsqu'il s'agit de s'entraider et d'avancer entre amis. L'on commence à comprendre d'où est né l'« en même temps » de Macron. L'entourloupe qui fut utilisée pour enguirlander une population entière ne fut que le prétexte à une fusion d'élites jusque là éclatées, condensation d'intérêts au service d'une endogamie galopante là où les journalistes les plus naïfs – ou les plus compromis et confortablement installés en un système qu'ils ne voulaient pas changer – présentèrent un signe de progressisme et de modernité.

Il faut mesurer l'ampleur de la révolution que proposait M. Macron, à l'heure où le système s'effondrait : garantir, contre l'inféodation, une permanence des privilèges et des positions, là où les élites se menaient jusqu'alors des guerres régulières, devant s'asservir à l'un ou à l'autre tous les cinq à sept ans, se trouvant asséchées et condamnées à chaque alternance, ré-

[15] Qui lui avait lui-même cédé sa place à l'inspection des finances pour qu'il pût par la suite lui faire la courte-échelle et qu'il retrouverait peu après.

[16] L'affaire est encore plus signifiante si l'on y ajoute le nom d'Antoine Gosset-Grainville, pantouflard devenu avocat ayant accueilli M. Macron lorsque ce dernier quitta le ministère de l'économie. Ce dernier, loin de vouloir créer une « start-up dans l'éducation », se trouva au contraire prêt à se lancer en une carrière juteuse en tant que conseil auprès de grandes multinationales afin de les aider à remporter leurs contentieux contre l'État, obtenir des mandats de privatisation, etc. C'est cet être qui proposera formellement la nomination de M. Macron à Matignon, ce que M. Macron lui revaudra en lui proposant la direction de la caisse des dépôts. M. Gosset Grainville refusera pour conserver des émoluments littéralement captés au détriment de l'État.

duites à des périodes de disettes, forcées à de périlleuses contorsions si elles souhaitaient s'embrancher au nouveau pouvoir après avoir servi le précédent. Comprenons maintenant la densité des éloges que reçut Emmanuel Macron de la part de cette classe émerveillée, en un processus inauguré par M. Sarkozy, qui savait ce qu'il avait à compenser pour se faire accepter par ces élites qui le méprisaient.

Mais nous nous précipitons, et à l'heure dont nous parlons, M. Jouyet se contente de présenter M. Macron à sa famille et sa femme – et par là-même à l'une des plus grandes dynasties financiaro-républicaines du siècle – et à l'intelligentsia de SciencesPo, dont M. Descoings est le directeur, SciencesPo où M. Macron se voit proposer, comme tout énarque sorti dans les grands corps, d'enseigner un vague cours qu'il choisira de culture générale pour y mettre pied, avant de se voir offrir la direction du module pour compléter ses salaires et commencer à y placer ses pions. M. Jouyet donc, tenant d'une idéologie libérale faisant les affaires de sa famille d'adoption, premier initiateur de la stratégie d'écrasement des processus démocratique qui pris, sous Sarkozy, la terminologie « d'ouverture », et sous Macron, « d'en même temps », et que M. Hollande ne sut endiguer, qui, outre l'introduction en les dîners en ville donnés par sa femme, donne rapidement au jeune intrigant la possibilité de placer et répartir ses camarades de cordée à l'IGF, violant pour cela la coutume – seul le major, que Macron n'était pas, a normalement droit à ce privilège – avant de le faire nommer à Bercy après l'avoir introduit à l'Élysée via Jacques Attali.

Jacques Attali dont Emmanuel Macron avait été nommé le rapporteur de la mission éponyme par la grâce de ce même M. Jouyet, afin d'être introduit auprès du gotha économique et financier du pays secondaire – c'est-à-dire celui qui se trouve en seconde file, et dépend ou se soumet avec grande régularité aux fortunes que nous avons évoqué – et de, marri de ce carnet d'adresses, se faire recruter chez Rothschild, d'y faire fortune

en mobilisant les contacts que la commission Attali venait de lui attribuer, pour préparer sans angoisse cette même intronisation politique que M. Jouyet venait d'anticiper sans le savoir et autoriserait peu après – le tout tandis que M. Hermand finançait sa vie privée.

M. Jouyet donc, dont la femme, Brigitte, outre ses excellents talents d'entremetteuse et d'héritière, exerce à SciencesPo à quelques pas d'une certaine Edith Chabre, recrutée et nommée directrice de l'école de droit par Richard Descoings, et dont il se trouve probablement par hasard là aussi qu'elle est à la ville la femme d'Edouard Philippe, adjoint et futur successeur du maire du Havre dont la ville, sans que l'on comprît si M. Philippe rendait par là service à Richard Descoings et sa femme Nadia Marik qui avaient recruté sa femme à lui ou l'inverse ou si tout cela n'était que le fruit du hasard, financerait la création et le fonctionnement d'une antenne de SciencesPo[17] dans sa ville et inaugurerait plus tard une stèle en hommage à Richard Descoings où je serais convié en présence de Nadia Marik et probablement – ma mémoire défaille, de Ludovic Chaker – Nadia Marik devenue entre-temps veuve de celui qui avait été à la ville l'amant de Guillaume Pepy, patron de la SNCF et relais oligarchique secondaire et assurantiel de gauche, devenu *via* l'amour de sa vie Richard Descoings très proche de Jean-Pierre Jouyet, et par là-même intronisateur dans le grand monde de Laurent Bigorgne, propulsé président de l'Institut Montaigne après avoir été considéré comme le successeur de Richard Descoings – Laurent Bigorgne dont la femme déposerait les premiers statuts d'En Marche à la Préfecture, *En Marche*, domicilié chez eux dont Ludovic Chaker, nous l'avons vu, serait le premier secrétaire général, Laurent Bigorgne, chargé de rallier le CAC40 à la Macronie et de mettre au service de M. Macron l'Institut Montaigne, institut théoriquement neutre inondant l'espace public d'analyses néolibérales faisant les affaires des oligarques le finançant, par ailleurs vice-président de l'association *Teach For France* créée par la sœur d'Alain Weil et récupérée par Nadia Marik, au comité d'administration où siégeaient

[17] Le simple aménagement des locaux a coûté 11 millions d'euros, financés par la région à hauteur de 6 millions, la communauté d'agglomération à hauteur de 3,5 millions et la mairie à hauteur de 1,5 millions.

notamment Maurice Levy, PDG de Publicis, Emmanuelle Wargon, alors directrice du lobbying chez Danone et Patricia Barbizet, PDG de Artemis – la holding de François-Henri Pinault, l'on commence à comprendre pourquoi *Le Point* aurait été là aussi réticent à nous publier, même si l'on se retiendra à cet instant de détailler à quel point elle fut, sans que la famille Pinault ne le comprit tout à fait, le relais du pouvoir en ces eaux là, ce qui expliquerait son éviction ; Laurent Bigorgne donc, homme de droite intronisé par Richard Descoings dans le gotha, ex-futur successeur de Richard Descoings jusqu'à ce que son décès force à la nomination de Frédéric Mion – proche de Richard Descoings et parrain des enfants d'Edouard Philippe et d'Edith Chabre – pour cacher la poussière, ayant amené à *Teach for France* Maurice Levy, PDG de Publicis et présenté comme un conseiller d'Emmanuel Macron pendant sa période ministérielle[18] ; Patricia Barbizet, femme la plus puissante de France et proche amie de Brigitte Taitinger-Jouyet, et donc Emmanuelle Wargon, depuis nommée secrétaire d'Etat d'Edouard Philippe après ses fonctions d'influence chez Danone, comme ce dernier en avait occupées chez Areva, après avoir été présentée par Nadia Marik à Edith Chabre, et à Edouard Philippe par Edith Chabre.

Edouard Philippe donc, inconnu au bataillon, n'ayant aucun fait de gloire à s'attribuer depuis sa réussite au concours de l'ENA, proche par ces réseaux des Jouyet, dont on ne sait si la femme fut recrutée pour rendre service à son mari ou pour rendre service à ses recruteurs, présenté à Emmanuel Macron par Jean-Pierre Jouyet *via* leurs femmes respectives, devenu Premier ministre de ce fait alors qu'il était la veille encore lui aussi inconnu du grand public, mais dont on tenterait pendant des mois, par suivisme plutôt que par complot, lourdement, de vanter les talents pour justifier *a posteriori* ce que personne ne comprenait – les journalistes ne supportent pas exposer leur ignorance, et préfèrent, dans le doute, glorifier leurs sujets afin de s'assurer que cela ne leur sera pas reproché – tandis que l'on

[18] https://www.challenges.fr/challenges-soir/comment-macron-a-tres-habilement-sature-l-espace-mediatique_414866

nommait Jean-Pierre Jouyet en l'une des plus prestigieuses ambassades de France, à Londres, pour le remercier et l'écarter. Et pour couronner le tout, pour relier tout ce beau monde, SciencesPo donc, utilisé pour financer et mettre en œuvre un système népotique n'ayant rien à envier aux oligarchies financières qui se mettrait au service de M. Macron afin de lui permettre de servir ces dernières, mais aussi son excroissance, *Teach For France* donc, pépinière employant Catherine Grenier-Weil, sœur d'Alain Weil, patron de BFM TV et de RMC, affidé à Patrick Drahi et *devenu* proche là encore d'un certain Emmanuel Macron ; *Teach For France* qui permettra d'introduire dans la macronie un certain Jean-Michel Blanquer, ancien serviteur de Sarkozy qu'Edouard Philippe nommerait ministre de l'éducation après que Descoings ait pensé à le nommer directeur de cabinet lorsqu'on lui proposât de devenir ministre.

Aviez-vous entendu parler auparavant d'un quelconque de ces noms, pourtant piliers des bascules oligarchiques de notre pays ? Aviez-vous été surpris de leurs nominations successives au gouvernement et ailleurs encore ? Voilà qui commence à s'éclairer.

Et l'on pose la question qui fâche, qui devrait fâcher un quelconque des lecteurs de ces « grands médias » qui prétendent exposer la vérité : Edouard Philippe a-t-il donc été véritablement pour la première fois été introduit à M. Macron dans l'entre-deux tours, comme cela nous a été si heureusement raconté et re-raconté, et a-t-il été propulsé Premier Ministre du fait de ses seuls mérites et de ce poids politique que l'on a du jour au lendemain inventé, ou plutôt par le fait de son entregent et sa capacité à servir et se laisser servir, sa participation à cette pauvre et avariée endogamie depuis des décennies – qui permet, par les simples avancements qu'autorise le système républicain, de vous faire gagner du poids par inertie – comme il le fit, grassement payé, lorsqu'il passa chez Areva alors qu'il était déjà conseiller d'État pour mettre au service de l'entreprise ses réseaux d'élus, au moment où la dite entreprise plongeait dans un scandale de corruption et de rétrocommissions Uramin qu'il fallait absolument étouffer afin de sauver le soldat Lauvergeon,

scandale qui fit disparaître près de 3 000 emplois et 1,8 milliards d'euros des caisses de l'État en des destinations inconnues, et qui n'a, dix ans après, toujours pas amené qui que ce soit à se trouver en prison ? Rions.

En ces espaces où l'on vogue de la gauche à la droite en passant par le centre, indifférents aux suffrages et satisfaits seulement d'une apparence d'adhésion aux clivages qui traversent la société pour mieux la diriger – l'on ne rit pas lorsque l'on parle de démocratie. Et pourtant, combien on le pourrait. Il faudrait pour cela avoir conscience qu'au-delà de piller pour soi, ces gens pillent pour des tiers, ce qui n'est probablement pas le cas. Ces êtres sans pensées eussent-ils eu conscience qu'ils n'étaient que les bons soldats d'intérêts, et alors ces troupes fidèles d'un pouvoir que d'autres avaient propulsé et financé auraient peut-être réagi. L'ensemble de ce dispositif repose sur une croyance : celle qui fait que l'ordre économique que l'on défend, et dont on sait à quel point pourtant il est injuste et destructeur pour la société, serait suffisamment juste pour autoriser ces compromissions et se sentir confortable dans le pillage ainsi constitué. Macron intervient en ces lieux comme le défenseur idéal de ce modèle, l'épitomé de la prétention à sa neutralité, ce qui explique la machinerie qui se mit en branle pour susciter l'adhésion de l'État et milles invisibles relais qui l'appuieraient sans mot dire l'ait fait de bonne grâce : voilà de toutes façons un être qu'il s'agissait d'exploiter pour se placer et prolonger ces jeux qui menaçaient de s'effondrer.

*

En ces espaces où l'on appartient tous aux mêmes *corps* – l'expression en soi dit tant - les salaires, assurés par l'Etat directement ou par le pillage de l'Etat lorsque ce dernier n'y arrive plus, c'est-à-dire *via* les pantouflages, sont confortables et constants, permettant de protéger en cas d'échec aux élections, se montant à six ou sept chiffres, et étant complétés par les af-

faires du conjoint quand l’autre doit attendre et stagner, les allers-retours entre public et privé garantissant, contre quelques menues compromissions, assurant à tout instant un confort dénué de contenu et d’engagement, la protection d’une position privilégiée. Qu’importe que ce système ait fini par user la puissance publique jusqu’à l’évider. Que la période balladurienne, qui fut la plus violente à cet égard, et que seul Macron s’est décidé à singer, épuiserait tant les ressources que toujours moins de haut-fonctionnaires parviendraient à s’y instituer. Jean-Pierre Jouyet, maître de toutes ces compromissions, a tenu l’édifice jusqu’à l’offrir à M. Macron.

Cette confiance que l’on se fait n’a rien de politique ou d’idéologique. Elle n’est pas même machiavélique : habitués au secret des alcôves, l’on y sait que la trahison de l’un exposerait la compromission de l’autre, et par ricochets, provoquerait une chute entière que ces êtres, qui n’existent que par ces compromissions, ne seraient et n’auraient autrement rien fait de leur vie, ne sauraient tolérer. Comment en ces circonstances penser aux principes démocratiques et même à l’idée de politique, alors que l’État apparaît avant tout comme un simple outil pour reproduire le même, les héritages et les positions en stabilisant la nation et en permettant son exploitation - c’est ce qui explique l’atroce impression de délavé que tous ne font que nous renvoyer ? En des lieux où l’on se tient et se regarde en somme, se cooptant et se façonnant à travers les années afin de s’assurer de la préservation d’un monopole sur le bien commun que l’on s’empêche de penser, M. Macron est apparu comme une idéalité. Et, pour servir autant que pour se servir, pour prolonger ce système tout en donnant des gages de crédibilité à l’appareil qu’il s’apprêtait à piller, il s’en est retrouvé à nommer un premier ministre du fait de ces rapports d’endogamie avariés.

*

Où tout cela nous mène-t-il ? A Ludovic Chaker donc qui, après avoir été nommé à SciencesPo pour superviser le développe-

ment du campus asiatique au Havre la même année où M. Philippe devenait maire de la ville, avoir été le premier secrétaire général du parti de M. Macron au domicile de l'ex-futur successeur de Richard Descoings, un certain Laurent Bigorgne, se voit chargé par le nouveau président de créer sa « garde prétorienne » après avoir été recruté par M. Descoings et avoir fait le pont entre les réseaux de celui-ci et de M. Bigorgne, dont M. Philippe, et ceux de M. Emelien. Ludovic Chaker donc, l'*alter ego* d'Alexandre Benalla, arrivé au plus haut de l'Etat pour protéger l'intimité de tous ces gens et détruire celles de ceux qui les menaceraient, intimité élevée par la préséance bourgeoise au titre de valeur sacrale tant qu'elle ne peut servir le pouvoir d'une façon ou d'une autre, menaçant qui la compromettrait, alimentant le pouvoir et par ricochet la presse pour couvrir tous ces réseaux et leurs compromissions. Ludovic Chaker donc, au rôle obscur nous y a mené, point de jonction rhétorique de tout cela *via* Ismaël Emelien, le très discret « conseiller spécial » de Macron, ayant officié chez Havas où il rencontrerait sa conjointe, y travaillant encore alors qu'il ferait attribuer à son ancien employeur, violant la loi, un marché de plus de 300 000 euros sans appels d'offre au nom du ministère de l'économie, de *notre* ministère de l'Economie, pour lancer la campagne officieuse de Macron à *Las Vegas,* en un événement multitudinaire dont le seul objectif était de marquer la presse et de faire connaître le Président. Opération construite *ex nihilo* grâce à un subterfuge dont se ferait complice *Business France*, agence de l'État permettant tous ces débordements, violant à dessein la loi sur de sa dirigeante d'alors, une certaine… Muriel Penicaud[19].

Ismaël Emelien qui, cela n'a encore une fois pas été raconté, rencontre Emmanuel Macron lors d'un voyage en Amérique Latine organisé par la Fondation Jean-Jaurès, fondation financée sans raison par la puissance publique, pour accompagner Laurent Fabius, à qui M. Macron s'offre un premier temps, avant d'hésiter avec Fillon puis de s'offrir à M. Hollande sur recommandation de M. Jouyet. Fondation Jean-Jaurès alors dirigée

[19] Muriel Penicaud, dont on rappellera pour la forme qu'elle se trouverait récompensée en étant nommée, contre toute évidence, ministre du travail d'Emmanuel Macron.

par Gilles Finchelstein, directeur des études à Havas, détenue par Vincent Bolloré, agence récipiendaire des contrats que son ancien employé Ismaël Emelien lui octroierait au nom de l'Etat une fois nommé conseiller de M. Macron à l'Elysée, où M. Emelien travailait en parallèle à Havas – après tout, un mélange des genres n'en exclue pas un autre – et qui se mettrait au service de M. Macron.

*

Tout cela gêne tant, en un tel système, que la question de la légitimité des recrutements devient secondaire, tant on voit à quel point ils sont conditionnés par des réseaux d'allégeance et de contre-allégeance qui retirent toute autonomie aux individus. Si nous traçons ces réseaux, nous pourrions le faire également de ceux des directeurs de rédaction et pontes de journaux qui répondent à de similaires logiques. Edith Chabre a fait une obscure école de droit privé avant d'être diplômée de SciencesPo Lille, et la voilà propulsée directrice de la toute puissante école de droit de SciencesPo deux ans après que la mairie pour laquelle son mari travaille ait décidé d'accorder à SciencesPo des aides importantes pour construire son campus. Nadia Marik était au tribunal administratif, et la voilà directrice adjointe de SciencesPo après avoir été recrutée par son futur conjoint qui l'avait examinée à son oral de l'ENA, avant de prendre la tête de *Teach For France* avec l'aide du gotha parisien pour en faire avec Laurent Bigorgne le point de rencontre de tout ce que la macronie demain défendra. Ludovic Chaker avait un parcours interlope, et comme Alexandre Benalla, le voilà propulsé au sein des cénacles chargés de superviser et d'instruire les services secrets de l'Etat. Catherine Grenier-Weil avait une obscure carrière d'assistante de recherche avant de prendre la tête de *Teach for France*, et quant à Emmanuelle Wargon, il serait absurde de penser que sa présence au gouvernement ait eu quoi que ce soit à voir avec son amitié intime avec Nadia Marik et le couple Philippe, Laurent Bigorgne ou Brigitte Taittinger, bien que sa nomination eut provoqué

quelque surprise tant la présence d'une énième lobbyiste sans parcours politique au cœur de l'État commençait à inquiéter. Et nous nous en tenons là aux réseaux horizontaux, car lorsque la belle-fille de Jean-Pierre Jouyet est nommée directrice adjointe au Quai Branly à 25 ans, cela fait aussi peu de bruit que lorsque le fils de Le Drian, ministre socialiste devenu macronien par des biais qu'il nous faudra là encore un jour exposer, est nommé à l'un des plus importants postes de la Caisse des Dépôts à moins de trente ans. Ici, les gendres et oncles, neveux et grands-parents se passent le relais depuis plusieurs générations : le talent se transmet par transmutation. Les recrutements, amours et alliances se font selon les critères de fortune et de pouvoir, les faisant et défaisant sous le regard bienveillant des grandes fortunes les finançant.

*

Tout cela, ces petits entre-gens et jeux de ville nous aura été dessiné, déguisé, masqué par une presse rendue complice de façon à nous faire croire à une fable populaire où les enjeux démocratiques, les questions de programme et d'engagement, le choix du peuple enfin primaient d'une quelconque façon. En un système qui fut dans les faits couvée par le triumvirat Arnault-Niel-Lagardère, chargés de propulser des vaillants soldats sélectionnés par Emmanuel Macron, dont M. Philippe serait le plus docile et le plus recommandé, par la grâce notamment d'une introduction par le truchement de Taittinger et Jouyet, parfait alliage de l'aristocratie d'Etat et la bourgeoisie du pays cherchant en de jeunes intrigants la sève autorisant leur reproduction, l'ensemble s'assurant de son invisibilité, puis de sa confirmation sous forme *d'élection,* avec la bienveillante attention d'une certaine Mimi Marchand et des hommes de main précités, nous peinons cependant quelques peu à découvrir où la démocratie tend à s'infiltrer. L'on comprend mieux maintenant pourquoi, après une intervention cataclysmique où se jouait ce régime, lors de laquelle M. Macron annonçait qu'il *demanderait* aux patrons de verser une prime à leurs salariés, Messieurs Niel, Drahi, Levy et Richard – ce dernier ayant été

sauvé par M. Macron après avoir été conseillé chèrement par M. Emelien, annonceraient immédiatement et de façon quelque peu piteuse leur soutien au président en proposant une prime exceptionnelle visant à masquer l'absurdité d'une telle proposition.

Mimi Marchand dont on découvre qu'après avoir protégé et élevé tous ces êtres dès lors qu'ils risquaient – par l'effet d'une exposition publique – de se trouver dénoncés, a depuis l'été 2018 pour nouveaux clients – il n'y a en ces affaires nuls contrats, comme le rappelle l'ouvrage dont nous parlions, mais des signatures qui se devinent et des mots qui leurs échappent afin d'éviter toute compromission – deux jeunes noms, Gabriel Attal et Benjamin Griveaux, dont nous nous apprêtons maintenant à conter l'histoire, cette fois à temps. En ces espaces, l'on ne perd pas son temps.

Il aurait fallu bien entendu, pour compléter le tableau, s'introduire dans les réseaux de la bourgeoisie d'Amiens, l'aisance et la force du père d'Emmanuel Macron, Jean-Michel Macron, Professeur de médecine au CHU d'Amiens, mais surtout de la famille Trogneux, dont les alliances plus encore que la puissance financière ont été déterminantes pour accompagner les débuts d'un pouvoir qui, à travers les soutiens des baronnies locales et notamment celles de Messieurs Collomb et Le Drian, Patriat et Ferrand, aura compensé un temps son absence d'assise sociale par le tissage d'un réseau de solidarité et de redistribution de prébendes crapuleux, tenant les territoires secondaires, mais qui, n'ayant pas été institué par ce pouvoir, se déliterait à la première difficulté. Il aurait ensuite fallu décrire comment, à partir de tout cela – à travers Laurent Bigorgne et le clan Descoings, puis la revue *Esprit* et le groupe de réflexion *Terra Nova,* le journal *Le 1* financé par le millionnaire Henry Hermand[20] pour, comme l'admettrait publiquement son directeur Eric Fottorino, soutenir M. Macron –, l'on organiserait la mobilisation des ressources intellectuelles, politiques et financières autour du futur Président pour « substantialiser son pouvoir » et faire

[20] Qui en finançant la vie privée d'Emmanuel Macron s'assurerait que son poulain ne se compromettrait jamais personnellement auprès de l'un de ses protecteurs et pourrait arriver avec l'apparence d'absence de corruption à la tête de l'État

admettre sa cooptation aux élites secondaires, alors que tombaient ses concurrents entre affaires de corruption et luttes fratricides éberluées. Il faudrait raconter à chaque fois les mille et une compromissions honteuses visant à berner le public à travers des journalistes toujours moins indépendants, habillant cet entrelacs d'intérêts visant à propulser une coquille vide en quelques mois sans ne jamais l'exposer, malgré les évidentes compromissions de ces sous-élites censées nous en protéger. Il faudrait raconter ce colloque de Terra Nova organisé à Lyon par Marc-Olivier Padis, qui deviendrait directeur de la vénérable revue *Esprit*, qui pris tant des allures de meeting qu'il lui fallut annuler au dernier moment la prestation de Macron pour laquelle il avait pourtant été organisé. Il faudrait enfin montrer comment tous ces réseaux secondaires chargés de faire la propagande de ce pouvoir naissant dans l'incompréhension du public utilisèrent les ressources de l'Etat pour le corrompre, faire des cabinets ministériels des machines à récolter des fonds au service d'une ambition, Ismaël Emelien utilisant les fonds de l'État non seulement pour attribuer des contrats sans appel d'offres de plusieurs centaines de milliers d'euros à son ancien employeur, Havas – propriété d'un certain… Bolloré -, où sa concubine se chargeait de les dépenser au service de la communication personnelle de M. Macron, mais aussi pour mobiliser les six conseillers ministériels chargés de la communication de M. Macron, confortablement payés par la puissance publique pour organiser des événements avec M. Séjourné, conviant ensuite les mêmes invités à des levées de fond – permettant d'obtenir de 900 personnes près de 7 millions d'euros et ainsi, en respectant formellement la législation, propulsant M. Macron. Il faudrait les décrire, ces Bruno Tertrais, chargés d'élaborer à la hâte un programme destiné à vendre l'opération au grand public, interrogés suite à l'élection par *Le Monde* comme des experts indépendants sur ces mêmes questions pour juger de l'action de M. Macron…

Et enfin il faudrait montrer comment tout cela a fabriqué un candidat au service de quelques-uns, incapable d'agir de façon autonome, ni d'élaborer une pensée, mais seulement de distri-

buer des prébendes, enfin : de se vendre au plus offrant, en détaillant par le menu l'ensemble des compromissions qui, de distributions de poste en instructions judiciaires en passant par attribution de mandats de négociations ont permis à tout ce système de tenir à prix coûtant, tandis que le peuple exsangue tenu loin de ces informations, subissait et se voyait piller jusqu'à, épuisé, finir par se rebeller.

Et comment ceux-là mêmes alors dénonceraient les violences, chercheraient à écraser moralement ceux qu'ils avaient jusqu'ici exploité jusqu'à les essouffler et les dévaster.

Mais ce serait rejouer une bataille perdue par la démocratie. Le journalisme a longtemps fonctionné comme une balance, prenant à droite ce que la gauche rejetait, et vivant de ce mouvement de pendule qui incite à la paresse et à la connivence. Cela a donné l'impression aux plus naïfs d'entre nous de vivre en démocratie, malgré l'inexistence d'une presse libre, l'omniprésence d'un système de dépendances n'ayant à envier aux plus honnis des autocrates si ce n'était sa capacité à régulièrement alterner les rapports politiques, ce que M. Macron a fini par dévaster.

La chose était simple : jusqu'alors, en un jeu qui tournerait bientôt au massacre, chaque passage auprès de la raison d'Etat[21] permettait aux hommes politiques de constituer leurs réseaux d'affidés et de recueillir des informations précieuses qui étaient par la suite disséminées avec soin auprès des journalistes – le *Canard Enchainé* en étant le véhicule privilégié. Alors que chaque alliance rompue du fait d'une ambition frustrée apportait au système médiatique son lot d'anecdotes qui permettait aux journalistes de se libérer ponctuellement de leurs emprises et de « travailler » pour servir enfin leur pays, Macron a un temps sidéré tout cela en surgissant d'un néant qui, unifiant des réseaux de connivence jusque-là inféodés à différents partis, paralyserait nos fantassins de la liberté, soudain forcés de se mettre à travailler. Petits soldats et grands

[21] Soit directement en utilisant les différents services de police et de renseignement, soit indirectement en rendant service à des oligarques influents qui remboursaient la chose en révélant tel ou tel élément sur un concurrent.

noms du journalisme, rares enquêteurs qui encore demeuraient, inféodés ou non à un pouvoir, n'ont en ce temps court plus même réussi à récolter les miettes que jusqu'alors on leur accordait, et reconstituer une part d'un fonctionnement qui prétendait encore laisser au peuple un rôle pourtant on le découvre, parfaitement inexistant.

Dévastée, et vilipendée, méprisée par ses camarades lorsque l'une de ses rares héritières ose s'affirmer, la presse indépendante vivant du rapport direct au lecteur, c'est-à-dire de ses ventes et donc d'une nécessité d'engagement, cette presse d'opinion rendue rageuse par la concurrence et la nécessité de survivre, a depuis trop longtemps laissé place à un système où vassalité et subventions ont à leur tour fait naître la vanité. Devenue la norme, produisant de Christophe Barbier à Frantz Olivier Gisbert, du *Monde Magazine* à *Vanity Fair*, des dispositifs servant l'adhésion aux valeurs les plus dominantes sans ne plus rien interroger, écrasantes et conformées de notre époque, cette presse s'est épuisée et conformée aux dominants.

Si le « en même temps » d'Emmanuel Macron n'a pas permis une respiration démocratique, c'est bien parce qu'il en désactivait le principe actif, achevant l'illusion d'un fonctionnement républicain qui, d'alternance en alternance, permettait ponctuel d'octroyer quelque respiration à des populations enfin informées des jeux qui dans leur dos s'établissaient, et capables à la marge de peser.

*

Il ne faudra pas s'étonner des conséquences terribles que tout cela suscitera, alors que M. Macron a décidé de condenser ces réseaux dans le seul but de nourrir ceux qui l'ont institué. Et ne pas s'étonner que la seule alternative à un pouvoir toujours plus autoritaire consiste en la possibilité de son effondrement.

Reste maintenant à se projeter, et alors que la macronie vacille et entre en son crépuscule, à lire et décomposer à temps l'un des champignons naissant sous les intérêts des puissants, pour

ne lui laisser aucune chance de prospérer et de reproduire le système jusqu'alors instauré. L'émergence de l'un de ces sbires de l'oligarchie – égal en arrogance, conformisme et ambition à son aîné – un certain Gabriel Attal, compagnon à la ville de Stéphane Séjourné, conseiller politique d'Emmanuel Macron, et déjà très introduit dans tous ces réseaux, par le même fonctionnement qui a permis l'intronisation de ses aînés, doit être exposée. Un jeune homme de vingt-neuf ans que tous ont déjà le tort de minorer, et dont l'exposition en première ligne pour combattre les revendications d'un peuple révolté devrait faire signe et nous inquiéter.

Un être auquel, si nous croyions les apparences formelles de ce système, nous nous apprêterions à accorder bien trop d'importance et d'attention par rapport à celle qu'il mériterait, mais qui pourtant permet non seulement de comprendre ces systèmes que nous venons de révéler, mais aussi s'apprête à les perpétuer. Rappelons à cet égard un fait concernant celui qui est devenu, avec la même grâce que M. Macron lors de son élection, le plus jeune ministre de la Ve République : alors que sa relation – pourtant officielle, déclarée à la Haute Autorité à la Vie Publique et contractualisée par un PACS – avec le conseiller politique d'Emmanuel Macron était exposée par nos soins, et que par là-même risquaient d'être dévoilés les systèmes de solidarité de tout un pan du nécrotique pouvoir de M. Macron, un être interlope intervenait auprès de Gala pour faire effacer deux articles parus à ce sujet. Nous étions alors en octobre 2018, en France, un mois après la parution de *Mimi.*

Et l'être qui intervenait, encore suffisamment puissant pour faire disparaître des informations, cet être-là avait un nom.

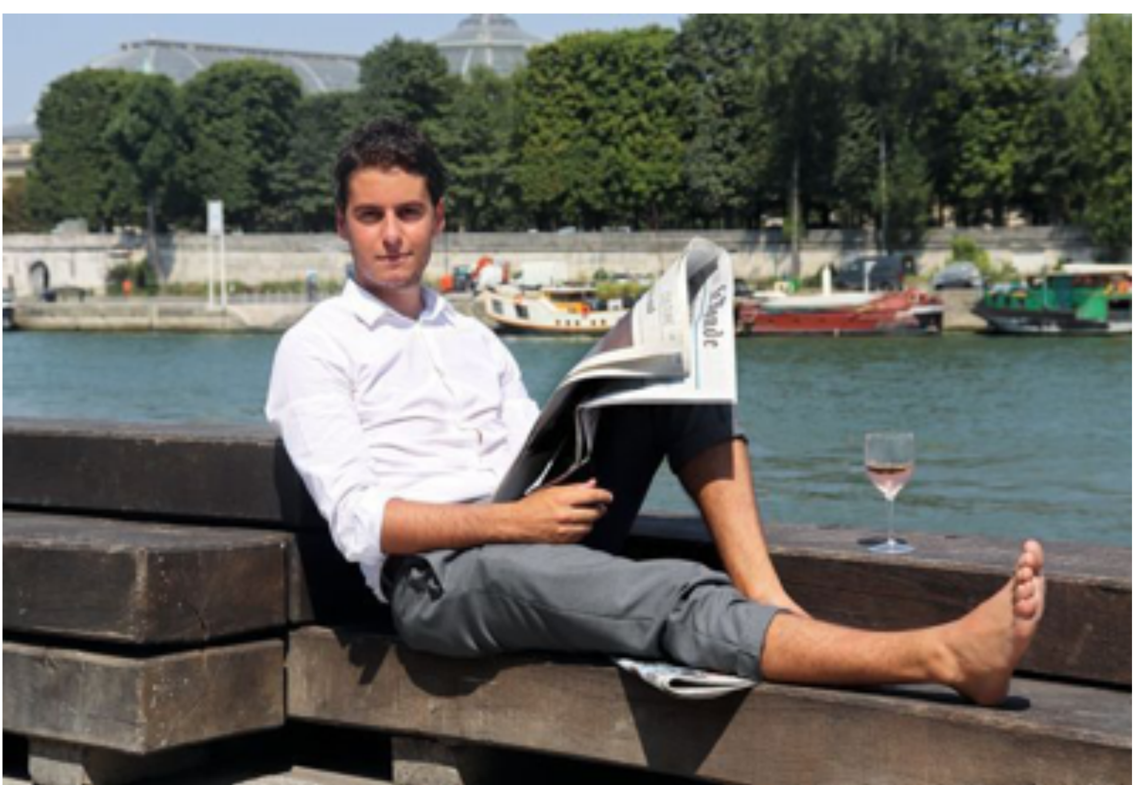
Et ce nom était Marchand.

Ce que nous apprêtons à révéler, c'est donc bien la fable d'un individu qui, né au cœur des réseaux ci-exposés, s'apprêtait à en devenir le relais nécessaire autant qu'évidé et évidant, servant des pouvoirs pourrissants à l'instant même où ils se seront montrés mourants. En remontant les temps et en nous projetant en amont de la constitution du pouvoir qui actuellement

nous étreint, cette excursion nous permettra de comprendre comment ces destins se forment aux berceaux, ce qu'ils disent de nos sociétés, et comment tout argument lié à une compétence ou un talent, une innéité qui dès leur plus jeune âge aurait justifié la stellaire propulsion qui par la suite leur sera accordée, ne saurait être invoqué pour en expliquer les fondements.

II

16 octobre 2018. Gabriel Attal, 29 ans, est nommé par le président de la République, sans annonce au perron, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation, en charge de la jeunesse. Sur BFMTV, au *Monde*[22] et plus encore à *Paris Match*, l'on s'émeut du parcours fulgurant de ce jeune député des Hauts-de-Seine au teint hâlé et à l'allure de gendre idéal. Le grand public découvre le visage de celui qui vient de devenir le plus jeune ministre de la Ve République. Si son nom, qui circulait dans les cagnottes depuis plusieurs mois, reste largement inconnu du pays, dans les salons et les alcôves du petit-Paris, cette consécration, préparée de longue date, ne suscite qu'un bruissement de satisfaction. Une nouvelle fois, un pur produit du système vient d'être adoubé, sidérant tous ceux qui auraient pu, à temps, s'y opposer.



[22] Dont le portrait flagorneur et évidé, dont l'auteur est Alexandre Lemarié, dit beaucoup de l'effondrement du journalisme politique en notre pays. https://abonnes.lemonde.fr/gouvernement-philippe/article/2018/10/16/gabriel-attal-secretaire-d-etat-aupres-de-blanquer_5369998_5129180.html?

L'affaire, discrètement menée, a laissé quelques traces à qui y montrerait intérêt. Dès l'été 2018, Bruno Jeudy, chroniqueur préféré des mondanités du pouvoir, révélait les goûts littéraires et musicaux de l'illustre inconnu en pas moins de trois articles successifs dans *Paris Match*, l'intronisant au sein de ce petit gotha d'hommes politiques à qui le magazine, et son propriétaire Arnaud Lagardère, offrent révérence pour les faire connaître du pays[23].

Le privilège, exorbitant pour un garçon de son âge et de son parcours, faisait grincer quelques dents au sein du parti au pouvoir, la *République en Marche*, où certains commençaient à observer avec circonspection celui qui y est régulièrement qualifié de « gommeux ». Posant en pantacourts et chemise blanche, verre de rosé aux côtés de ses pieds nus, fixant avec assurance la caméra sur les rebords de la Seine, il faut dire que Gabriel Attal apparaît quelques peu trop conscient de son pouvoir, trop assuré d'une aura que personne jusqu'alors ne lui devinait, alors que beaucoup peinent encore à comprendre les ressorts d'une ascension fulgurante que les médias s'obstinaient à attribuer à un charisme pourtant difficile à deviner. Alors qu'Attal ouvre son cœur et disserte aimablement sur son goût pour Orelsan, Fort Boyard ou encore sa maison dans la très chic Île-aux-moines - l'un de ces « ghettos pour le gotha » où, entre autres personnalités, Daniel Bilalian et Danielle Darrieux croisent riches financiers en quête d'iode et d'entre-soi - des députés s'interrogent et commencent à s'agiter. Gabriel Attal lui est ravi de cette intronisation *people* annonciatrice, au cœur de l'été, de lendemains chantants.

Quelques mois plus tôt, le jeune intrigant faisait une première apparition remarquée dans la matinale de *France Inter*. Ce privilège rare, qui permet de s'adresser à l'ensemble du pays, n'est offert qu'aux plus chevronnés des politiciens. Censé incarner l'aile gauche de *La République En Marche*, puisqu'issu du Parti

[23] https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Gabriel-Attal-J-ai-monte-le-fan-club-d-Orelsan-a-l-Assemblee-1567267 ; https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Gabriel-Attal-Le-jour-ou-je-rencontre-Ingrid-Betancourt-1569221et https://www.parismatch.com/Actu/Politique/La-jeune-garde-macroniste-se-ressource-en-Bretagne-et-croise-Jospin-1568893.

socialiste, il y dynamitait pourtant avec morgue et violence les « bobos gauchistes » de sa génération qui occupaient les facs pour s'opposer à Parcoursup et s'attaquait avec violence à la grève des cheminots, exhumant pour cela un terme d'extrême-droite, la « gréviculture » qui parsèmerait la France, dénonçant leur mobilisation et plus généralement, celle d'un pays incapable de se réformer. Sidérant ses interlocuteurs, le nouveau porte-parole de *La République en Marche* s'intronisait à 28 ans auprès du grand public sans ambages, montrant d'évidence qu'il n'était pas là pour faire de la figuration. *Le Monde* avait beau l'étriller dans la foulée par la plume de Laurent Telo et les auditeurs montrer leur furie, Gabriel Attal en remettait une couche quelques semaines plus tard. Reprenant les éléments de langage de la majorité, il défendait avec aplomb la réforme Parcoursup dans l'émission *On n'est pas couchés*[24], s'en attribuant la paternité sous le regard bienveillant de Laurent Ruquier et étranglé de ses invités. Sa première intervention à l'Assemblée nationale, hésitante et doublée d'un sourire satisfait qu'il n'avait eu de cesse de tenter de réprimer, revenait à la mémoire de certains qui lui rappelaient qu'il n'avait jamais eu, jusqu'à son entrée en politique, eu à travailler. Attal, sans se démonter, disqualifiait ses opposants, renchérissait, se montrant capable à un âge où l'on attendait sympathie et modestie de cette mauvaise foi qu'aux oubliettes le Nouveau monde avait promis de basculer. Malgré des réactions virulentes, le nouveau porte-flingues du parti présidentiel, comme délié de tout surmoi, couronné par cette nouvelle célébrité télévisuelle, n'hésiterait pas à surenchérir les mois suivants, jusqu'à s'ériger en héraut de la majorité pendant l'affaire Benalla, puis devenir le porte-flingues du gouvernement lorsque les gilets jaunes feraient trembler Emmanuel Macron. Mais d'où provenait un tel aplomb et une telle assise que rien ne semblait venir nourrir sur le fond ?

*

[24] 21 avril 2018, https://www.youtube.com/watch?v=j9gvmwVPzd0

Conter cette ascension sans matière – M. Attal, nous le verrons, ne s'étant jamais démarqué que par sa capacité à défendre l'ordre existant –, c'est faire le récit de l'une de ces productions cooptantes qui ont évidé notre pays. C'est comprendre comment nous en sommes arrivés à haïr un système censé nous représenter, et qui a fini par ne défendre que ses propres intérêts. L'être dont il est question est insignifiant, comme la plupart des cadres de la macronie. Mais cette insignifiance fait matière, lorsqu'elle colonise l'État et ses institutions. A travers l'ascension de cet individu, s'expose et se découvre la façon dont le système fabrique ses soldats.

*

Les crimes ont toujours leurs lieux, et celui où est né notre sujet n'est pas des moins insignifiants. Sise au sein du sixième arrondissement de Paris, l'École Alsacienne est dirigée par un aimable homme de droite, Pierre de Panafieu. Pendant rive-gauche de Franklin – où enseigna Brigitte Macron –, Sainte-Dominique et l'école bilingue, *l'Alsacienne* est lieu de reproduction et de propulsion des héritiers de l'*intelligentsia* culturelle de Paris, auxquels s'ajoutent au fil des promotions quelques supplétifs provenant des espaces politiques, économiques et diplomatiques de notre pays. Sous contrat avec l'État, l'école a le contrôle absolu sur les processus de sélection de ses élèves et de son corps professoral, et n'est soumise à aucun quota, qu'il soit géographique ou économique. Ainsi l'on peut s'y reproduire et se socialiser sans crainte de contamination.

Contrairement à bien des institutions, l'objectif qui y est assumé est celui de « l'émancipation » de ses enfants. A Paris, la concurrence, sans être féroce, est importante entre ces institutions chargées de capter et de propulser les héritages des plus belles familles du pays, et chacune cherche à trouver son créneau. Alors que les villes de province sont le plus souvent dotées d'une ou deux institutions faisant référence – La Providence à Amiens, Fermat à Toulouse, etc – la lutte est plus vive en une capitale où se multiplient les héritages à préserver.

Ainsi, à quelques pas du lieu où M. Attal a fait sa scolarité, Stanislas revendique une stricte discipline nourrie par une tradition catholique surannée, tandis que Notre-Dame-de-Sion s'attribue les héritiers les plus irrécupérables, se chargeant de les mener à bon port, *cahin-caha,* c'est-à-dire à une diplomation minimale qui ne fera pas honte en société. Un peu plus loin, dans l'Ouest parisien, Saint Dominique lutte féroce avec Saint-Louis de Gonzague et la bilingue, mais aussi outre-frontières avec le lycée Charles-de-Gaulle de Londres, pour récupérer les grandes lignées des bourgeoisies financières et noblesses historiques, sous le regard attentif de Janson-de-Sailly, qui réussit l'exploit, avec quelques autres lycées publics, dont Saint-Louis, qui met en avant son excellence scientifique, de tenir tête à ces lieux de reproduction sociale en attirant les plus brillants des garnements du seizième arrondissement. Ailleurs enfin, quelques lieux, comme le lycée de la légion de l'honneur, achèvent un tableau par nécessité incomplet.

L'Alsacienne, insérée en cet écosystème, a dû lutter pour occuper la place de choix qu'elle occupe aujourd'hui. Il ne s'agit pas seulement de survivre à la concurrence des autres établissements privés, qui tous entretiennent leur réputation avec soin, enserrant leurs élèves d'un sens du récit et de traditions désuètes pour charmer des parents en quête de distinction. Mais aussi de résister au solaire rayonnement d'Henri IV et de Louis-Le-Grand, qui à quelques encablures de la rue Notre-Dame-des-Champs où est sise l'Alsacienne, toisent insolents les établissements de tout le pays, s'appuyant pour cela sur des réglementations dérogatoires aussi injustes que rassurantes, attirant à la fois les meilleurs élèves et professeurs de la nation. Il y a enfin les lycées moins impressionnants, mais qui de Montaigne à Duruy en passant par Lavoisier et Fénelon, savent offrir à quelques pas de là une formation à la qualité incomparable à celle du reste du pays, que le fonctionnement en entonnoir de l'Education nationale garantit sans peine, attirant des professeurs en fin de carrière auprès d'élèves maîtrisant tous les codes nécessaires à la réussite en notre système scolaire, à commencer par une affinité naturelle pour des programmes scolaires conçus par leurs pairs et à leur seule destination.

Survivre et se distinguer en un tel environnement est une gageure. L'Alsacienne l'a réussi tout d'abord du fait d'un extraordinaire emplacement, au confluent des cinquième, sixième et quatorzième arrondissements. Sur les cimes de Port-Royal, entre les rues d'Assas et de Notre-Dames-des Champs, à quelques minutes de marche de l'École normale supérieure, les Sorbonnes et Assas, sise en l'une des rues les plus chères et paisibles de France, l'école offre à ses élèves un environnement sécurisé et aisé à rejoindre par différents moyens de transport, entouré de commerces, bibliothèques et institutions diverses, face à un jardin du Luxembourg où il fait bon de se reposer. Offrant la possibilité d'y faire toute sa scolarité, de la troisième de maternelle jusqu'à la terminale, l'école pêche certes par l'absence de *prépa,* du nom de ces classes post-bac réservées *de facto* aux plus aisés de la République, nourries par des moyens doublant ceux des universités et garantissant aux héritiers de la bourgeoisie sinon l'accès à des écoles là encore sur-financées, du moins la possibilité de prolonger de deux ans leurs études en un environnement hors du monde, afin de s'offrir les codes nécessaires à leur pleine intégration en la société.

Cela est une faute qui dégrade quelques peu la réputation d'une institution qui a par ailleurs tous les atouts pour dominer ces mondes. En ces lieux où l'on ne sort le plus souvent jamais des beaux quartiers, il n'est pas étonnant d'entendre tel ou tel élève dire, aux abords de la terminale, qu'il n'a jamais connu « la banlieue ». Faute d'être *primus inter pares*, l'école garantit cependant les 100% de réussite au bac général à ses élèves, ainsi qu'une grande majorité de mentions. Se sachant incapable de concurrencer les établissements de la montagne Sainte-Geneviève, elle préfère se gargariser d'une réputation humaniste et libérale qu'elle perpétue en cultivant un entre-soi étouffant qui trouva son acmé à l'orée des années 2010, avec le suicide par défenestration depuis le sixième étage de l'école, de l'un de ses élèves. Comme toutes les écoles « sous contrat », elle finance par l'impôt ses professeurs et se contente de prélever auprès des parents d'élèves une dîme modeste, de près de 2700 euros par an, pour en organiser le vivre-ensemble.

*

La sélection à l'entrée est sévère, et les généalogies et parrainages y comptent tout autant que les résultats scolaires. Un examen ainsi qu'une étude du dossier s'imposent dès la sixième, afin de contenir les promotions aux alentours des deux cents étudiants. Parfaitement assumée, la cooptation règne en maître, attribuant à qui aurait cousin ou frère déjà scolarisé des places prioritaires. Les exclusions et redoublements étant rares, ils font l'objet de prompts remplacements.

Dès la sixième, un voyage est organisé afin de faire se mêler l'ensemble des classes et créer un sentiment d'entre-soi qui deviendra bientôt saturant. C'est d'abord l'Alsace, évidemment, en hommage à des fondateurs protestants dont est par ce biais louée la culture. Mais le mythe prend toute sa dimension en cinquième, avec le *Voyage à Rome* et ses bobs rouges, que prolongent par la suite les compétitions sportives du « défi », en quatrième, Florence en seconde, et enfin un voyage auto-organisé en première. A défaut d'exigence scolaire trop marquée, tout est fait pour favoriser au plus vite un sentiment d'appartenance qui permettra le tissage de liens de solidarité indéfectibles et revendicables tout au long de la vie. Tout est fait pour qu'en ces lieux, ne puissent être faites de mauvaises rencontres, et que chacun sache se sentir redevable et respectueux de qui lui aura été, dès le plus jeune âge, imposé. Tout est fait surtout, pour que personne ne puisse créer une tension du fait de son appartenance sociale, et que dès lors, une quelconque remise en question de l'ordre existant puisse intervenir. Les plus grands héritiers de France y fréquente quelques rares *bobos* du onzième arrondissement, dont on sent bien la différence de classe, mais que l'on se refuse à stigmatiser.

L'école joue à ce titre, avec quelques autres, un rôle fondamentale dans l'endogamie de nos élites et l'assurance que leurs privilèges ne seront jamais questionnés. Les différences de fortunes et de statut n'interdisent pas, certes, à l'intérieur de ce microcosme, la multiplication de castes aux statuts diverses. Mais il s'agit là encore, par ce biais, d'habituer à la distinction et de les rendre naturelles, afin de favoriser l'apprentissage

d'une obéissance et d'une domination qui par la suite se prolongera.

Alors que les promotions comptent en moyenne six classes, ceux qui y sont scolarisés depuis la troisième de maternelle y bénéficient de protections et d'un avantage comparatif indéniable, formant une véritable solidarité de corps qui se prolonge bien au-delà des différents statuts que l'enfance et l'adolescence savent fabriquer. L'accès aux différents groupes qui se constituent au fil des ans est réglementé par une myriade de critères mêlant ressources économiques, capacité à reproduire les codes et canons esthétiques de l'époque. La cantine, lieu de toutes les mixités, est fort vite remplacée par les différents restaurants aux alentours, en ce très cher quartier latin où peu à peu s'affirment les distinctions. Au cœur de la reproduction des élites, l'on ne badine pas avec des processus d'intégration qui amèneront plus tard les étudiants ayant raté les concours des grandes écoles à trouver compagnie en des provinciaux ayant eux *intégré*, en attendant que leur retard soit rattrapé par mariages ou procédures passerelles initialement crées pour les plus défavorisés et maintenant colonisées par les mêmes héritiers, après un tour par Assas, une faculté étrangère ou une école de cinéma.

Ceux qui ont fait l'ensemble de leur scolarité au sein de ce petit havre de paix où la diversité sociale est inexistante et le rapport au monde virtualisé disposent, dès le plus jeune âge, d'un avantage comparatif immense sur le reste de la population. Et cet avantage, qui est dénué de substance et consiste en une maîtrise des codes, réseaux et habitus sociaux qui gouvernent l'entresoi parisien, ils n'hésitent pas à le mobiliser. Princes d'une école où les hiérarchies se constituent à l'ancienneté, primant sur les nouvelles cohortes arrivant en sixième, et sur tous ceux qui, isolés, auront à tracer leur voie pas à pas du fait d'une affectation intermédiaire, à l'entrée du lycée ou en une classe de transition, les primo-arrivants ont un avantage supplémentaire, occupant en leur milieu social et dès leur prime enfance l'une de ces positions privilégiées qui, par les liens anciens et le cumul d'information sur leurs pairs, garantiront leur insertion au sein du gotha.

L'on aura deviné à quelle catégorie M. Attal appartenait.

*

Si l'école républicaine continue, de façon noble et vaillante mais toujours moins crédible, à mettre en avant l'objectivité de ses critères d'évaluation pour clamer l'égalité de ses impétrants, la réalité sociale reste, pour rester modestes, plus nuancée. Très vite, à l'Alsacienne comme ailleurs, se distribuent et se partagent les capitaux sociaux, économiques et symboliques que chacun est censé apporter. De l'art oratoire aux connaissances les plus fines en passant par les grandes propriétés et les réseaux les plus divers, la cour de récréation se transforme vite en un immense espace marchand où partout l'inconscient et le non-dit règnent, et l'apparence de normalité avec. C'est là le miracle des dispositifs de reproduction : masquer leur exceptionnalité, et faire croire à leurs participants, que le jeune âge aide en leur naïveté, qu'ils ne se retrouvent en nulle forme favorisés.

En la seule promotion de 2007, dont sera issu Gabriel Attal, pouvaient se trouver ainsi la petite fille de Valérie Giscard d'Estaing et fille du PDG du Club Med, celle du PDG d'Archos, par ailleurs sœur du bientôt patron d'Uber France, l'un des héritiers Seydoux, la fratrie issue des producteurs de cinéma Godot, les lointain héritiers d'un certain général de Hauteclocque, les grande lignées des de Gallard, de Lantivy et de Lastours, la fille du patron de presse Bernard Zekri et celle du fondateur d'A.P.C Jean Touitou, le petit fils du « patron des banques », Michel Pébereau, la fille du Président de l'American University of Paris Gerardo Della Paolera et ainsi de suite. Des grands cadres d'entreprises du CAC40, avocats et autres hauts-fonctionnaires à l'UNESCO, le fils du proviseur d'Henri IV ainsi qu'une petite minorité de descendants d'artistes, de professeurs et de classes intellectuelles dites laborieuses complétaient un environnement que les promotions environnantes enrichissaient natu-

rellement : Olivennes, Bussereau, Breton, Peillon et autres patronymes de ministres et hommes et femmes tout puissants sont, comme tous et à l'exception peut-être des Huppert et Scott-Thomas eux aussi présents, des noms auxquels, dans la banalité de l'entre-soi, plus personne ne prête attention.

Il faut concevoir ce que l'illusion méritocratique fait pour masquer cette extraordinaire concentration de richesses et de privilèges qui laisse tout aussi dépeuplées les classes des autres collèges et lycées, favorisant des processus d'habituation au pouvoir, et pourtant censés ne produire nul effet dans la suite des destinées. A quelques kilomètres de distance, un lycée théoriquement doté des mêmes moyens atteindra péniblement les cinquante pour cents de réussite au bac général par classe d'âge, mais il faudra faire croire à professeurs et élèves que cet écart s'explique par une différence de capacités. Il faut mesurer à quel point nous nous sommes trouvés aveuglés pour croire qu'il y aurait en cette immense violence naturalité, et non une quelconque expression d'un système oligarchique obsédé par la reproduction du même et inquiet d'un quelconque surgissement d'une forme d'étrangeté.

La concentration extrême de capital social, économique et culturel crée en ces lieux un environnement traversé de non-dits, où toute considération explicite sur les origines est assimilée à une remarque sur l'orientation sexuelle ou l'appartenance religieuse, et dès lors strictement censurée. Au même titre que l'antisémitisme, l'homophobie ou l'expression d'un quelconque racisme, l'exhibition d'une distinction de classe trop visible est immédiatement défaite, au nom d'un « vivre ensemble » visant à alimenter son propre mythe et créer une bulle isolant du reste de la population.

On l'aura deviné, les lignes de démarcation n'en sont que plus violentes dans leur sous-jacence, et l'on trouve rapidement à exclure qui ne serait doté d'un capital économique ou culturel suffisant, tandis que les couleurs de peaux, les origines sociales

et religieuses et les parcours de vie se montrent en une singulière uniformité. Ici ou là seulement, en quelques promotions, peut-on trouver le fils adoptif d'un grand patron du CAC40 qui dérogerait à la règle, rendant virtuels tous les débats identitaires qui traversent le reste du pays, tant le reste de leur environnement reste protégé. Le vase-clos renforce l'homogénéité croissante des quartiers environnants, l'entre-soi de l'école adhérant toujours plus à celui d'une société en voie de balkanisation. Dans le même temps, les expressions de violence rentrée, qu'il s'agisse de suicides ou d'actes d'autodestruction se multiplient, pendant naturel de l'exigence d'immaculées apparences, taisant toute mise en visibilité d'une différence trop marquée.

*

On l'aura compris, M. Attal, que l'on appelle encore en ces lieux Gabriel, provient de ces mondes, et en particulier de la nébuleuse qui, depuis la maternelle y a été scolarisée, et qui, au sein de ce monde, fait partie des plus aisés. Le cumul de capital social, économique et symbolique que vont lui offrir ces années de formation vont former le carburant d'une ascension expresse qui va lui permettre d'être rapidement coopté par des élites politiques en quête de fantassin, sans n'avoir jamais à quoi que ce soit produire ou démontrer, par simple effet de reproduction. En une société ultrahiérarchisée, où les élites disposent d'un monopole symbolique assis sur leur contrôle du paraître et de la visibilité, M. Attal va tout naturellement se faire intégrer en montrant sa capacité à jouer des codes, à *bien paraître* et singer les comportements bourgeois qui dans le reste de la société ont été inconsciemment intégrés comme étant les plus élevés.

Traversant les violences que produisent ces milieux sans ne jamais s'effondrer, disposant de l'ensemble des ressources que l'élite peut offrir aux siens, Attal s'appuiera pour cela sur les ressources mobilisées en cet environnement idéal qui lui permettront, très jeune, de toiser ceux qui, de plusieurs décennies

parfois son aîné, ont pourtant un parcours qu'il ne saurait égaler.

*

Il faut mesurer l'assurance, la certitude d'être unique et particulier qu'offre la réussite en un système aveuglé à sa violence et son injustice, l'ayant mise à ce point sous le boisseau qu'il nourrit l'une des sociétés les plus rigides et figées sans que personne ne songe, autrement qu'intuitivement à la contester. La capacité de ces lieux de conformation à vous faire croire en votre propre qualité pour peu que vous adhériez à ses dogmes est telle qu'il devient difficile, lorsque l'on n'est jamais confronté à d'autres milieux – et tout est organisé à cette fin – de ne pas croire à ces fables, et de ne pas considérer comme siens des succès d'un système qui n'aura fait que vous porter.

L'idéologie républicaine se révèle en cela néfaste, faisant croire, par la supposée universalité objectivante du baccalauréat et de ses concours, qu'il y aurait en la réussite gloire individuelle là où le système se contente de faire de vous un soldat à son service, victoire sur l'ensemble de la société là où seule une concurrence entre gens bien nés a été organisée. Les statistiques les plus féroces démontrant à quel point l'éducation nationale est devenue une machine à triturer ne suffiront jamais à convaincre ceux qui auront été sacrés par le système, et *a fortiori* les rares qui, provenant des milieux des plus modestes, seront mis en avant pour démontrer « qu'il est possible de s'en tirer », devenant parfois par ignorance et avec une ferveur redoublée les défenseurs d'un système qui écrase les leurs, mais qui leur aura permis de se distinguer et de mettre à distance la misère qui les cernait – en sacrifiant pour cela tout ce qui constituait leur identité[25].

---

[25] En cela, Gabriel Attal et Edouard Louis – exact revers de ce dernier - forment les deux faces d'une même et dépérissante médaille signifiante d'effondrement pour notre époque et notre civilisation, criant chacune à la conformation.

Loin des angoisses ou préventions que l'accumulation de privilèges fait naître parfois chez les êtres les mieux occupés, Gabriel Attal a pu se reposer sur ce capital initial pour devenir le soldat inconditionnel d'un ordre pourtant pétri d'injustices et de violences, se faisant le chantre de ce système qui l'a couronné. Sa nomination, auprès d'un ministre de l'Education dont les politiques rances visent à renforcer encore plus les inégalités produites par notre éducation nationale, après avoir défendu une réforme d'une violence insigne pour une grande partie de la jeunesse de la population, n'est le fruit d'aucun hasard – et il faudrait être bien naïf pour protester du fait que cet individu n'ayant jamais connu ni l'université ni l'école publique ait aujourd'hui à les réguler.

*

La *naturalité* de l'environnement scolaire, et des spécificités pourtant manifestes de son environnement social, font chez ces impétrants l'objet d'un constant déni qui vise à rendre naturels les mécanismes de reproduction sociale qui les ont consacrés, et des violences que produit un système économique où tout est fait pour protéger les plus favorisés. Lieu de toutes les contradictions pour une gauche bourgeoise se disant attachée à l'idée républicaine, mais qui se refuse à mêler ses enfants à ceux de la plèbe, l'Alsacienne est peut-être l'exemple le plus épitomique des dérives de notre système, produisant naturellement, outre de grandes et médiocres conformités, une pensée de droite qui s'ignore, convaincue de son bon droit tant elle est aveuglée par son isolement du reste de la société, convaincue d'appartenir au camps du progrès en défendant des idées qui ne menacent en rien ses intérêts.

Qu'elle ait donné naissance à l'un des bébés Macron les plus remarqués, comme elle l'avait fait quelques temps auparavant d'un certain Stanislas Guérini, ne doit dès lors point étonner.

Attachons-nous maintenant plus spécifiquement à l'objet de notre pensée. Gabriel Attal a joué un rôle particulier au sein de ce système. Aîné d'une fratrie issue de l'avocat et producteur

Yves Attal, il a très tôt adopté des comportements de classe plus habituels au sein des grands lycées de la rive droite, où le mépris et l'assurance de classe font système, qu'au sein de l'Alsacienne, où nous l'avons vu, la bienséance empêche toute affirmation trop marquée.

A l'Alsacienne, la précarité de beaucoup des patrimoines économiques, fruit de classes bourgeoises en ascension ou ayant pour objectif de se reproduire et de s'installer, incite en effet le plus souvent à la modestie et la prudence, à une forme d'urbanité drapée de valeurs et d'un « vivre-ensemble » qu'Attal, dès le départ, rejettera véhément. Intégré à l'école dès la maternelle, il bénéficie en effet d'un des plus importants capitaux économiques de l'institution et d'un capital culturel et social qui se double des troubles que les transfuges de classe lèguent parfois à leurs enfants. Son père, mort en 2015, a fondé sa réussite en s'intégrant à un système qui a fait régner en maître les avocats d'affaire au cours des années quatre-vingt, auquel il s'est prêté avec grand joie en fondant un cabinet qui l'amène à s'occuper des successions et affaires d'artistes fortunés. Nourri aux évolutions d'un milieu qui, à la fin de la décennie, fait régner l'argent en maître et va donner naissance aux premières dynasties culturelles de Paris - par la grâce de politiques culturelles généreuses inaugurées sous la direction de Jack Lang et visant à donner à la mitterrandie et à la gauche en général de nouveaux appuis au sein des élites parisiennes - Yves Attal comprend très vite ce que la diversification des sources du financement du cinéma français peut lui apporter. En une carrière chaotique et mondaine, après s'être constitué un important réseau via son cabinet, il se rapproche ainsi de l'industrie cinématographique en montant un certain nombre de financements de films d'auteur, avant d'être recruté, pour un salaire millionnaire, par Francis Bouygues, afin de participer à la folle aventure de Ciby 2000, dont il devient à l'orée des années quatre-vingt dix le vice-président et un éphémère pilier bureaucratique.

Il faut mesurer l'importance alors que prend le personnage, encore hier inconnu, dans les élites parisiennes. Sous la couverture de producteurs légendaires comme Daniel Toscan du

Plantier, censé apporter un carnet d'adresses conséquent, dont le réalisateur Wim Wenders, à une socialité qui n'entend pas grand-chose à l'art, Yves Attal, participe à l'une des plus légendaires et rapidement faillies histoires du cinéma français : la mise en œuvre d'un plan de production consistant en la dépense de près de 800 millions de franc de l'époque à destination des réalisateurs et auteurs les plus exigeants. Alors que Martin Bouygues reprend l'empire familial, ce n'est rien moins que Francis Bouygues lui-même qui décide de se vouer corps et âme à cette entreprise. S'entourant de la fine fleur des producteurs et réalisateurs du continent, il s'engage à une réinvention du système de production qui est censé faire pièce à Hollywood et doter le continent d'une production enfin à la hauteur de ses ambitions mondiales. Tout ce qui touche de près ou de loin à ce nouveau parrain du cinéma français se voit immédiatement consacré. Les arrivistes et ambitieux de toute l'Europe se pressent auprès de ses dirigeants pour en tirer des millions. La vanité règne en maître en une aventure sans cadres ni pensée, qui signe l'accouplement des élites culturelles de la rive gauche avec l'une des plus grandes lignées de l'Ouest de la capitale et son immense patrimoine financier, sous le regard bienveillant d'un socialisme dépérissant.

L'affaire va cependant rapidement tourner court. Alors qu'Attal vient d'être nommé, que la droite revient au pouvoir et que Francis Bouygues, malade, donne les clefs de la nouvelle structure de production à Jean-Claude Fleury, ce dernier prend le pouvoir et pousse au bout Yves Attal à la démission. Celui-ci, manquant d'un rapport réel à l'industrie et ses auteurs, pris par une ambition qui a fini par le consumer, à peine consacré, se trouve humilié et obligé de rebondir, alors même qu'il tournait la veille au plus près du nouveau soleil de Paris.

Ce premier échec va suivre un second, plus douloureux encore, au sein d'UGC Images, où Yves Attal pense avoir rebondi en devenant l'un des maillons chargés de mettre en place les projets menés par le légendaire producteur anglais Jeremy Thomas. Chargé de gérer une manne d'argent coulant à flots, le flamboyant bureaucrate sans idées se voit très vite emporté en les

errances de la réussite, femmes, drogues et adrénaline accompagnant bonds et rebonds dont il peine à saisir le sens, jusqu'à le faire tomber en une addiction à l'héroïne qui ne le quittera jamais. En quelques années, l'échec s'installe, cette fois morose et définitif, et éloigné des flammes d'antan, Yves Attal doit faire face à l'effondrement. Les brûlures nées du contact d'un monde qu'il ne comprenait pas ne se résorberont jamais. Malgré la fulgurante réussite économique, l'échec social est massif. Gabriel, inscrit au pic de la carrière de son père à l'Ecole Alsacienne, passera sa scolarité à tenter de masquer la violente torsion infligée par ce parcours à sa structure familiale, enserrant ses pairs et ses tiers d'un mépris enragé, traitant quiconque le menacerait avec une violence insigne pour se protéger. Traumatisé par la déréliction d'un espace intérieur où la mère, descendante de l'une des plus prestigieuses branches de l'aristocratie angevine qu'il ne cesse de revendiquer, se doit contre toute attente de prendre le relais du père, et de maintenir en vie une union qui aurait dû consacrer l'une de ces grandes alliances entre fortune et noblesse et qui risque maintenant d'emporter sa famille, sa branche et ses enfants, le fils cherche à se revendiquer.

Voilà qui permet de comprendre ce qui va constituer à la fois la singularité à la fois que la vulnérabilité de notre impétrant, projeté en un monde qui ne lui appartient plus tout à fait, devenu héritier d'un père sans rôle, lui-même convaincu de son inanité, et s'étant fait voler un destin royal par une autorité paternelle qui, écrasante de par son amertume et l'échec qui l'ont accompagné, lui fera vivre un enfer là où bonheur et souveraineté, considérera-t-il, auraient dû lui être octroyés.

Singularité et non seulement vulnérabilité, car l'Ecole Alsacienne est un lieu idéal pour se sauver, voire même être propulsé, lorsque l'on détient de grandes aisances financières et l'on peut revendiquer des assises nobiliaires ouvrant les portes des plus grand rallys, pour peu que l'on se montre prêt à quelques menus marchandages pour concéder sa part de capital et la mêler.

C'est ce que va rapidement faire le jeune Gabriel avec l'aide de son cousin et de la branche aristocrate de sa famille – elle aussi

scolarisée en ces lieux. Revendiquant ses origines royales et des liens avec la plus grande aristocratie russe, s'entourant très tôt d'une petite cour, qui comptera parmi ses entourages les héritières des familles Touitou et Olivennes, mais aussi des êtres plus fragiles et exposés au sein de l'Alsacienne car manquant d'appuis que les autres ne cessent de réclamer, alternant entre les grandes socialités et les écrasements de ses victimes du moment, séduisant l'héritière Giscard jusqu'à se trouver invité en leur domaine et y faire la cour à son idole de l'instant Valérie, avant de se montrer fier aux côtés des héritières Clarins devant le lycée mitoyen de Victor Duruy – lieu de reproduction des élites du septième arrondissement où il n'hésite pas à faire le pied de grue – Attal semble alterner entre jubilation et enragements, luttant contre un monde qui risque, croit-il, à tout moment de l'expulser.

*

L'inconfort pousse à la distinction, et explique pourquoi Attal ne sombrera, contrairement à la plupart de ses congénères, dans l'insignifiance la plus totale une fois sortie de ce maelstrom, et continuera de tenter de se construire un destin. Malgré un cumul de capitaux tel qu'en n'importe quel système sain, une concurrence et stimulation bénéfique aurait poussé non seulement les impétrants, mais aussi la société dans son ensemble, à s'en trouver bienfaits, l'Alsacienne incite au confort et à l'installation. Cela, on ne pourra pas lui reprocher de l'éviter.

En un lieu où la politique est une affaire de tous, et la formation d'un jugement une nécessité, les débats sur la constitution européenne et le conflit israélo-palestinien animent les dernières classes de collège et premières de lycée. Le jeune Gabriel se dit alors d'une droite revendiquée. La force de son affirmation politique et sociale tranche paradoxale en un monde où l'on se gargarise de s'intéresser aux choses du monde, mais où l'héritière Giscard elle-même porte avec retenue des opinions distinguées. Revendiquant un sarkozysme flamboyant là où tous

méprisent cet arriviste qui ne dispose d'aucun des codes de leur société, le jeune adolescent fait déjà preuve d'une morgue assumée, emprise d'un esprit de sérieux vindicatif dont il ne se départira jamais. Le mépris pour ses congénères ne se tait que lorsqu'il se trouve face à l'héritier d'une grande famille, qu'il se trouve alors à tenter de séduire. Au sein d'une école où la domination se construit silencieuse, l'être fait grand bruit. L'urgence de la distinction semble imposer en lui l'outrance, et la sur-revendication d'une aisance matérielle et sociale qui fonderaient ses choix étonne en un environnement où personne ne pourrait se plaindre de manquer, et dès lors aurait intérêt à tenter par ces biais à se distinguer.

Comme toute école d'élite, l'Alsacienne est un lieu cruel pour qui n'en dispose pas les clefs. Quelques *outsiders*, généralement recrutés pour leur très bon dossier scolaire ou au sein d'une classe musicale faite pour attirer les talents extérieurs, sont le plus souvent le fruit des campagnes d'ostracisation orchestrées par les plus intégrés. A eux dont l'habit, le nom, l'accent ou d'autres petits gestes trahissent l'habitus d'une origine sociale, culturelle ou économique différenciée, sont destinés les dispositifs d'exclusion les plus manifestes, qui ne se résorberont qu'en fin de lycée. Formant une plèbe minoritaire et paradoxale qui suscite au mieux l'indifférence, le plus souvent les railleries, et peine à organiser sa subsistance par la constitution de communautés propres, ceux qui demain auront les destins les plus intéressants sont en ces terres humiliés lorsqu'ils cherchent à se distinguer, et choisissent le plus souvent une discrétion qu'on leur apprend à respecter. Loin d'être le lieu d'accueil des héritiers de la méritocratie républicaine, ni de ceux qui se sont distingués en des domaines requérant abnégation et talent, la *Scola Alsatica* valorise en effet avant tout l'intégration à l'existant. Le génie y est rare, la distinction domine, et favorise dès lors de façon écrasante ceux qui se contentent de se comporter en héritiers d'une reproduction sociale conformée.

*

En ces écoles du pouvoir qui riment nécessairement ave cruauté, il n'est pas rare que des dommages collatéraux d'importance se fassent jour, révélant l'ampleur des pouvoirs concentré entre les mains de quelques-uns. Avec d'autres fortes têtes, la classe de seconde de Gabriel Attal obtient ainsi le scalp de pas moins de trois professeurs, en un jeu de massacre qui ne semble avoir aucune fin. Du fait d'un mauvais dosage des élèves qui y sont déversés, l'année tourne à la catastrophe, poussant la professeure de SES à prendre sa retraite anticipée, et les professeurs remplaçants de français et de biologie à se faire sortir pour *burn-out*, dans une ambiance de jouissance et de clameur généralisée. L'accumulation de privilèges, les facilités offertes par leur *background* culturel, l'endogamie absolue et l'absence d'enjeux scolaires importent un climat de guerre de classe impossible à encadrer par l'établissement lui-même, les élèves se montrant trop conscients de leur supériorité sur leurs superviseurs et professeurs. Les plus fragiles de ces derniers qui, loin des matières nobles ou d'une origine sociale installée, ne sont que de passage ou ne maîtrisent pas les codes d'une bourgeoisie agressive, tombent immédiatement dans l'escarcelle d'élèves soutenus par ceux qui jusqu'alors étaient martyrisés, et qui trouvent dans la révolte contre les tenants de l'ordre qui les écrase un défouloir inespéré. L'alliance est étrange, mais fonctionne à plein. Elle révèle aussi l'ampleur des malheurs privés d'élèves réduits à se défouler dans l'espace de l'école. Car derrière l'accumulation des privilèges se masquent souvent des situations de déshérence familiale extrême, où l'ambition forcenée déstructure et déshumanise à marches forcées.

L'absence d'adhésion de la superstructure de l'école aux canons de la performance républicaine affaiblit encore plus bons élèves et professeurs qui, s'ils sont choisis par la direction, ne sont pas protégés, comme à Henri IV ou ailleurs, par le prestige de leur institution, dont la préservation justifie des mécanismes de contrôle ici inexistants. Contrairement à ce qui prévaut au sein des grands lycées de la montagne Sainte-Geneviève, l'Ecole normale supérieure y est par exemple un nom inconnu de tous, car ne correspondant à aucun des vecteurs de légitimation espérés. Si SciencesPo, HEC et parfois Assas ou

même polytechnique peuvent faire gloser les élèves – tant chacun apparaît comme le garant d'une reproduction sociale réussie – c'est bien plus à la comparaison de leurs résidences secondaires, les jeans diesels alors à la mode ou les soirées qui commencent à mêler la fine fleur de l'école à celles des lycées de l'Ouest parisien que se destinent les discussions.

Tout est affaire de reconnaissance sociale, et rien ne passe par le contenu. En cela, l'école est une parfaite préparation à ce que deviendra notre société, où ne réussissent que des individus sélectionnés par leur capacité à tenir l'apparence de domination, ses us et ses coutumes, et aucunement par leur capacité à produire un quelconque fond. Démontrer son courage, se sacrifier au nom d'une idée, s'engager même sont des notions en ces lieux farfelues. Les groupes de rock financés par les parents et relayés dans l'espace médiatique par leurs amis, dont les *Second sex* seront à cette même époque l'exemple le plus réussi – et, par leur médiocrité abyssale, le plus symptomatique – créent des contre-hiérarchies spectaculaires qui permettent à l'école de rayonner et à ses impétrants de rompre l'impression d'appartenance à un espace de seconde zone au sein de l'oligarchie parisienne, toisant le capital économique et social des élites de la rive droite et le monopole « méritocratique » et culturel des grands établissements du Ve arrondissement.

Ainsi ne s'étonnera-t-on guère que l'une des rares personnes à s'être distinguée très en amont au sein de la même promotion que Gabriel Attal se trouve la chanteuse de variété Joyce Jonathan, propulsée de façon éphémère dans les *charts* grâce à un savant mélange de conformisme et d'assise sociale qui produira toute une série de carrières moins impressionnantes, mais tout aussi installées, chez nombre de ses congénères.

L'affaire n'est pas idéale pour Attal, qui doit se distinguer pour *survivre* et ne pas se contenter d'être un héritier. Empris dans la priorité donnée par l'établissement à « l'épanouissement des élèves » sur la réussite scolaire, qui attire tant de parents désireux d'inscrire leurs enfants en ces lieux, il se démène pour en rompre le *status quo* sans ne jamais y arriver, nourrissant des boucles de frustrations qui trouvent rapidement débouché en un discours politique avarié. La spécificité d'un établissement

où la réussite scolaire est devenue secondaire pour des héritiers d'un système où il suffit d'obtenir des résultats moyens pour légitimer la reproduction sociale dérange cet être qui doit absolument se distinguer en cet espace, rattraper son retard, et saisir pour cela les opportunités sociales qui lui sont offertes au sein de l'établissement. Or l'apparence méritocratique garantissant un succès sans efforts, en une société où la chose intellectuelle est entièrement dévalorisée, peu ou point de chercheurs, de grands scientifiques ou intellectuels, d'industriels et de journalistes, sortent d'une institution chargée d'installer plutôt que d'exiger. Son confort économique étant garanti, Attal va choisir très tôt la politique, et faire tout pour s'y installer.

Faisant son chemin en ces environnements voraces, esquivant les tombereaux d'alcool et de drogues qui dès la 4e font orgiaques leur apparition en des soirées de déglingue, Attal va ainsi se tracer, au prix de bien des compromissions un destin menant au plus jeune âge au cœur d'un très spécifique gouvernement.

La Macronie, en manque de jeunes cadres adhérant comme le Président à l'existant sans ne porter autre chose qu'une plus parfaite ambition de conformation, était l'écrin idéal pour ce jeune garçon devant faire au plus vite, et ne souhaitant pour cela rien sacrifier, ni mettre en danger un système où il se trouve, *nolens volens,* certes ennuyé mais protégé.

La lutte pour l'intégration féroce qui autorise tous les coups à l'alsacienne préfigure celle qui dominera les petits cercles parisiens une fois l'âge adulte atteint. Cour de récréation devenue lieu d'entraînement, l'école singe tous les dispositifs des pouvoirs qui attendent ses intégrants en leurs lendemains et permet de s'y préparer avec aplomb, y compris dans la reproduction de tous ses travers. On ne s'y regarde et ne s'y distingue que par l'apparence. Idéal creuset pour une société médiatique où la politique sans substance d'un pouvoir au conformisme délirant s'est imposée sans aucune contestation, elle va être le

lieu de toutes les formations pour Attal. En une ère où l'affirmation de sa suffisance en un langage et un comportement correspondant aux codes d'une certaine élite suffit - sans n'avoir rien engagé de sa vie - à se faire élire président avant quarante ans, les garnements de l'Alsacienne ayant cette petite chose en plus – en l'occurrence, une parentèle précarisée qui va se mobiliser corps et âme pour pousser son enfant à racheter les échecs de ses aînés – bénéficient d'une longueur d'avance irrattrapable pour qui par la suite tenterait ensuite de les concurrencer. Là où les élèves d'Henri IV et de quelques autres établissements doivent s'épuiser à montrer leur talent pour intégrer les meilleures grandes écoles, il suffit à l'Alsacienne de se montrer galant.

*

Il reste tout de même à provoquer sa chance, et à défaut de donner du contenu à ses ambitions, pour ne pas parler d'engagement, exploiter les opportunités qui sont offertes. Car si Attal est l'un des plus ambitieux d'un espace social où le contentement et la saturation des privilèges dominent, il lui faut encore se *distinguer,* et ses provocations, qui seront si fructifères dans l'espace médiatique, manquent encore au sein des petites sphères de le consacrer.

Voilà donc que par ces mélanges que l'inconscient et les déterminismes sociaux suscitent, l'une des lycéennes de l'école va attirer étrangement son attention au moment où son destin commence à se préparer. Alexandra R., petite fille d'Alain Touraine, est surtout la fille de Marisol Touraine, hiérarque socialiste en vue. Trotskyste méprisant les social-traîtres de l'école et ses pairs, Alexandra, qui finira à HEC, se trouve alors relativement isolée en un monde dont elle perçoit les limites sans savoir les contourner, et se laisse fasciner par l'attention que soudain lui octroie l'un de ses plus flamboyants acolytes. En rupture de ban, prise par l'étau qui se constitue souvent dans les très grandes familles – sa mère a masqué son appartenance à la grande aristocratie en faisant retirer sa particule, et son

père est l’un des diplomates les plus puissants du pays – ; en proie aux désordres que nourrissent les familles issues de liaisons entre femmes et hommes de pouvoir, Alexandra se laisse absorber par ce garçon aux manières de jeune premier qui s’apprête à devenir, comme beaucoup de ses pairs, par pur effet de classe, bon élève à l’orée du baccalauréat. Séduite par son outrance et son goût de la transgression qui font écho à cette étrange rébellion que suscite en elle son rejet par cet *establishment*, mais aussi par l’aisance qu’il démontre en ces lieux où elle se sent méprisée, Alexandra se laisse happer et l’introduit à sa demande en son cercle familial, lui offrant les clefs de son ascension de demain. Le discours de droite dure d’Attal, son rejet violent des connivences qu’il n’hésite pourtant pas à singer, et qui se trouve tant à l’opposé des siens, va bientôt s’adoucir. Alexandra se laisse éprendre des masques qui lui sont proposés, et de l’apparente capacité à se laisser convaincre qu’Attal, de façon subtile, lui fait miroiter.

C’est au long de ce chemin qui mêle fréquentations heureuses, soirées mondaines et prélassements en de grandes propriétés qu’intervient l’un de ces événements qui pourraient surprendre qui ne connaît pas ces milieux. Tous deux en quête d’ascension Gabriel et Alexandra ont l’idée saugrenue de revendiquer les particules que leurs parents avaient décidé de masquer. Par un geste qui ne surprend pas la direction de l’école tant il est devenu commun en ces lieux, l’un et l’autre demandent que soient ajoutés à leur nom de famille leurs appartenance nobiliaire. C’est ainsi qu’à la surprise de ses camarades, Gabriel Attal devient au lycée Attal de Couriss, lors des appels faits par les professeurs, tandis que sa camarade devient A. R. de M. Cela suscite quelques rires et étonnements.

Adepte des tours de force et des provocations, séduisant Marisol Touraine comme il a tenté de le faire avec Valery Giscard d’Estaing, Attal se voit dans la foulée autoriser à mettre un pied dans la campagne de Ségolène Royal et abandonne brutalement ses couleurs sarkozystes. Celui qui s’activait véhément en faveur du candidat de la droite, qui ne cessait de revendiquer, d’un sionisme radical à un refus de toute redistribution en passant par une légitimation des inégalités, un mélange d’opinions

ultralibérales et de conservatisme social classique en ces lieux, se mue, à la surprise générale, en un socialiste bon teint.

M. Attal de Couriss, qui n'a encore que 17 ans et n'a rien perdu de cette assurance ravageuse et cruelle qui séduit ses interlocutrices, obtient son bac avec aisance, quitte sans regrets l'école qui l'a pouponné depuis l'enfance et intègre à quelques pas de là SciencesPo, où il va remettre en place le dispositif déployé au lycée. Adoubé par la « méritocratie républicaine », doté d'une intelligence que le système vient de sanctifier, jouissant d'un sentiment de toute puissance qui ne l'a jamais fait échouer, il se montre toujours plus conforme à sa classe, investissant en de grandes dépenses et menues distinctions, naviguant en scooter de son grand appartement familial à SciencesPo, traitant avec mépris la plupart de ses congénères qu'il considère comme inférieurs socialement, commençant à inviter ses pairs les plus privilégiés en son luxueux château et sa demeure de l'île-aux-moines, se tissant ainsi un réseau tout en troquant les gargarismes sur ses origines[26] par une soudaine adhésion au progressisme, se montrant en somme indifférent à toute idée, prêt enfin à se mettre au service d'un projet politique qu'il vouait jusqu'alors aux gémonies.

Il faut dire que SciencesPo est un lieu idéal pour qui viendrait de l'un de ces lycées que l'élite ne peut s'empêcher de consacrer, et qui chercherait maintenant à être consacré. En sa promotion, pas moins de douze étudiants proviennent de la seule Henri IV, tandis que les anciens de l'Alsacienne y bénéficient du privilège qu'octroie la connaissance parfaite du quartier et d'un conditionnement culturel qui les y a tout directement préparé, rendant pour être tout à fait honnête inutiles les cours de ses deux premières années. Plus fort, s'y trouvant en position de surplomb par rapport à l'immense majorité de leurs camarades, ceux qui y ont été admis bénéficient d'une « prime sociale » qui attire à eux ceux de leurs anciens camarades de lycée qui, ayant échoué ou n'ayant pas même tenté le concours, doivent main-

[26] Sa particule, encore présente lors de son admission à SciencesPo, disparaîtra rapidement. https://www.sciences-po.asso.fr/profil/gabriel.attaldecouriss13

tenant réfléchir aux dispositifs qui assureront leur préservation au sein des élites parisiennes qui inquiète tant leurs parents.

*

Voilà donc Gabriel Attal qui peut, certes sans succès tant les entreprises sont menées avec morgue, se présenter à la direction de la section SciencesPo d'un PS qu'il admettait quelques mois auparavant haïr férocement – et où il se trouvera confronté à la future tête de liste aux européennes de la France Insoumise Manon Aubry – avant de tenter de s'imposer par le truchement d'un ami de la famille comme l'homme fort des comités de soutien à Ingrid Betancourt, y trouvant là une ressource pour construire des réseaux de socialité verticaux parfaitement complémentaires de l'assise sociale que lui donne son intégration à SciencesPo.

Le vernis d'engagement qui lui est attribué tient cependant mal, tant il peine à masquer arrogance et pure volonté de dominer. S'installant à Vanves, à quelques pas de l'appartement que ses parents financent, il tente de s'imposer dans la section locale du Parti Socialiste, organisant une visite de Marisol Touraine, ce qui lui permet d'être présenté et adoubé au secrétaire socialiste et conseiller municipal d'opposition, qui lui laissera sa place après leur échec aux élections de 2014 et l'intronisera comme son successeur au conseil municipal avant de se voir brutalement trahi[27]. L'échec aux municipales frustre les ambitions d'Attal, pressé, qui continue cependant à tenter de se rapprocher de l'*inteligentsia* socialiste. Si son entrisme auprès la famille Betancourt lui a certes permis de commencer à élargir ses réseaux politiques, sa tentative d'inscription dans la roue d'Hervé Marro, qui deviendra rapidement conseiller à la mairie de Paris, échoue. Sa présence sur le Tarmac de Villacoublay lors du retour de Madame Betancourt, en un événement lacrymal longuement raconté à *Paris Match* lors de l'un des articles de l'été 2018, ne lui a rien apporté.

---

27 http://www.leparisien.fr/espace-premium/hauts-de-seine-92/conseiller-de-marisol-touraine-et-dans-l-opposition-locale-08-04-2014-3749023.php

*

C'est peut-être là le moment le plus décisif dans l'ascension programmée de Gabriel Attal qui a nouveau, comprenant que la chose pourrait ne pas l'aider, tente d'effacer sa particule[28].

L'échec de la prise de la section PS de SciencesPo[29] se double, à son grand étonnement, de difficultés scolaires. Fin connaisseur de l'entre-soi que l'on apprend à comprendre et dominer à SciencesPo, Attal s'ennuie tant qu'il manque à plusieurs reprises de redoubler. S'entourant comme à l'Alsacienne d'une cour d'héritières mêlant êtres en perdition et ambitieuses fascinées, dont la fille d'un grand oligarque russe avec qui il organise de menues soirées dans le seizième arrondissement, il doit faire le choix en troisième année d'un stage, ayant été exclu des plus prestigieuses universités. Avec le soutien formalisé, prétendra-t-il, de Frédéric Mitterrand, le voilà qui porte son choix sur la *villa Médicis*. Ce qui sera sa seule « expérience professionnelle » avant son recrutement par Marisol Touraine aux plus prestigieuses fonctions de l'État puis son élection comme député – un stage, donc – ne lui ouvre pas les portes espérées. La première confrontation au réel de Gabriel Attal, pourtant pour le moins balisée, est un échec. Mitterrand étant parti au ministère de la culture avant son arrivée, Eric de Chassey l'a remplacé. Le professeur de l'école normale se lasse vite de ce jeune homme provocateur incapable de travailler en équipe. Le mur du réel est rude : voilà l'être qui avait fini par se croire brillant quelques peu démuni dès lors qu'il doit pour la première fois se confronter à un monde pour le moins protégé.

La période est rude, et fait deviner à Attal les difficultés qui l'attendront à la sortie des cocons où il a été jusqu'alors préservé. A SciencesPo, la concurrence s'impose avec d'autres héritiers qui font montre d'une toute aussi importante rapacité. Il lui

---

[28] http://ps-scpo.over-blog.com/article-profession-de-foi-de-gabriel-attal-candidat-a-l-election-de-secretaire-de-section-57039874.html

[29] http://leplus.nouvelobs.com/contribution/195980-primaire-ps-six-concurrents-nicolas-sarkozy-comme-seul-adversaire.html

faut redoubler ses efforts, et le voilà qui s'inscrit en une licence de droit à Assas pour tenter de se distinguer. En des lieux où à aucun moment l'on n'exige de prouver sa valeur, le jeune premier s'agite, apporte son soutien à François Hollande lors des primaires socialistes de 2011, tente à nouveau, *via* Marisol Touraine, d'approcher son équipe de campagne en rédigeant des notes à l'attention de Pierre Moscovici, et las, à nouveau, échoue. Rien ne semble plus pouvoir le distinguer ni ne lui attirer les grâces au-delà du cocon où il a été élevé : la période est à la stagnation, et avec la stagnation, à l'angoisse la plus incarnée. Même la liste étudiante à laquelle il participe afin d'organiser les soirées de SciencesPo, vecteur d'intégration primaire au sein de l'institution, n'obtient pas les suffrages espérés et fait l'objet d'éprouvantes railleries[30], tandis que son hommage au directeur défunt de SciencesPo sur la plateforme collaborative « Le Plus », revendiquant en filigrane une proximité inexistante, ne donne rien non plus. Voilà qui commence à inquiéter.

Miracle cependant. Une certaine Alexandra R. devenue de M. réussit à rattraper son retard en premier cycle et son échec à Henri IV et intègre SciencesPo avec un an de décalage, lui permettant de renouer avec un fil qui menaçait de s'effacer. Devant obtenir une expérience professionnelle avant sa diplomation, Gabriel Attal décroche un stage auprès de… Marisol Touraine. Nous sommes en janvier 2012, en pleine campagne présidentielle, et celle-ci est chargée du pôle affaires sociales, qui doit revenir à Martine Aubry une fois le gouvernement formé. Ce qui ne devait être qu'un pis-aller se transforme par le plus grand des hasards en une piste de lancement sans commune mesure. A la faveur d'une carambole et suite au refus de Martine Aubry d'occuper son ministère, le poste est proposé à celle dont la prestigieuse parentèle – Alain Touraine occupant une position écrasante au sein de la seconde gauche – et un genre qui, en un environnement extrêmement misogyne et chargée depuis des années de ce sujet, ne s'y attendait plus.

En un gouvernement sans ambitions ni idées, portée par une campagne qui n'a servi qu'à consacrer les plus insignifiants,

[30] http://lapeniche.net/election-bde-44-tabula-rasa-des-insatisfaits-pour-mieux-renover

voilà celle que l'on promettait au mieux à un secrétariat d'Etat, propulsée nouvelle ministre des affaires sociales et de la santé, poids lourd dotée de moyens extraordinaires pour appliquer une politique de gauche tant attendue, et nécessitant pour cela la constitution d'un entourage qui, à défaut de compétents ou d'engagés, saura la protéger. Gabriel, qui à ce sujet n'y connaît d'évidence rien, n'a pas encore exercé de fonctions professionnelles, ne dispose d'aucune spécialité universitaire et qui vient d'apprendre qu'il devra redoubler sa dernière année à SciencesPo, se voit proposer d'intégrer le cabinet du plus important ministère du gouvernement, au poste de conseiller à titre plein.

*

Lointaines paraissent alors les années lors desquelles le jeune garçon parsemait les réseaux sociaux de messages outranciers et insultants, fleuretant bon l'extrême-droite et la misogynie la plus crasse, incendiant la majorité socialiste à Paris et ses dirigeants. Gabriel Attal, 23 ans, est, par effets de proximités successives, soudain doté d'un salaire qui le propulse parmi les 5% les plus favorisés du pays, doté de deux secrétaires, d'un chef gastronomique, de voitures de fonction, et peut même se permettre de passer un arrangement avec la direction de SciencesPo pour obtenir sa diplomation. L'affaire, théoriquement exceptionnelle, lui permet d'obtenir son master l'année suivante sans avoir redoublé, grâce notamment à une validation d'acquis. Discret mais habituel, ce genre d'accords permet à l'institution de couver ceux qui auront le surlendemain à en avoir la tutelle, et ainsi d'en prolonger la domination.

Consacré par la République et un Parti socialiste faisant office d'intermédiaire dont on perçoit pourtant déjà bien, par ces biais, la décomposition, Attal est prêt à embrasser son destin.

*

L'arrogance se saisit alors d'un être qui n'en manquait pas. Répétons-le, tant cela pourrait sembler absurde, pour comprendre ce qui en son esprit a pu s'imposer : à 23 ans, sans expérience professionnelle préalable ni quelconque diplôme à revendiquer, sans compétence ni spécialité revendiquée, Gabriel Attal qui n'est plus de Couriss accède à l'un des plus prestigieux et importants postes de la République, et obtient de ce fait une rémunération qui va rapidement atteindre six mille euros par mois primes inclues, en sus des avantages que tout régime octroie habituellement à ses plus illustres serviteurs. En charge du poste le moins substantiel des cabinets, les relations avec le parlement, il y est censé organiser la garde prétorienne de la nouvelle ministre, et, en un excès de vanité, recrute immédiatement l'un de ses camarades de promotion, un certain Quentin Lafay, comme chargé de mission. Doté d'un pouvoir d'autorité sur l'une des plus importantes administrations de France, dirigeant assistants, stagiaires et chargés de mission, se socialisant auprès de la fine fleur de la République, l'homme sans expérience va se mettre sous l'autorité d'un certain Benjamin Griveaux, élu du conseil général de Saône et Loire et futur-ex-maire de Chalon, « proche ami » d'un certain Bernard Mourad, et ancien strauss-khanien. L'ancien camarade d'Ismaël Emelien est un apparatchik socialiste *pur jus* qui, recruté comme conseiller politique et gagnant déjà, sur fonds d'État, plus de 10 000 euros par mois, n'hésitera pas à partir en 2014 au sein d'Unibail Rodinco, rémunérateur pantouflage à près de 17 000 euros par mois, octroyés par l'une de ces entreprises dépendantes de la commande de l'État qui finance grassement des « pantouflards » contre la mise à disposition des réseaux et connaissances que l'État leur a offert pour servir le bien commun. Recruté afin de s'assurer qu'une niche fiscale ne serait pas supprimée, après un parcours très classique l'ayant amené de la grande demeure avec piscine et voitures de sport qu'il habitait rue Garibaldi à Chalon-Sur-Saône à HEC en passant par l'internat privé et SciencesPo, il reviendra ensuite « aux affaires » comme porte-parole du gouvernement après avoir été nommé par Emmanuel Macron, et prétendra à ce poste défendre l'intérêt général après en avoir exploité le garant.

*

Rue de Ségur, Gabriel Attal se sent vite à son aise. Entouré d'êtres sans idées ni ambitions autres que pour eux-mêmes, il se voit présenter un certain Stéphane Séjourné, jeune héritier de la bourgeoisie versaillaise, passé par les très chics lycées français de Mexico et de Madrid, alors en poste au sein du cabinet du président de région socialiste Jean-Paul Huchon, et qui s'apprête à à peine trente ans à mobiliser les réseaux moscovicistes pour devenir le tout puissant conseiller politique d'Emmanuel Macron[31].

L'affaire est enclenchée. Alors que le pouvoir socialiste s'effondre, ces jeunes intrigants n'ayant jamais démontré la moindre capacité à la pensée, l'idée ou l'engagement, n'ayant jamais été au contact du réel ni éprouvé la moindre difficulté – n'ayant de fait montré aucune qualité ni compétence particulière autre que celle de se montrer autoritaires et cinglants – préparent la relève et se voient en 2017, via le parti socialiste, consacrés. Griveaux s'oppose à Montebourg qui lui a pourtant permis d'obtenir poste en Saône-et-Loire pensant pouvoir un jour le concurrencer, et s'introduit via Emelien au sein de la cour de l'une des valeurs montantes de ce social-libéralisme inexistant dans la population, et pourtant dominant dans les élites parisiennes : Emmanuel Macron. Pur apparatchik devenu conseiller parlementaire du nouveau ministre de l'économie, Séjourné, qui tente de faire recruter Pierre Person, devient l'alter-égo de Gabriel Attal. Formé à l'université de Poitiers où il a rencontré ce qui formera l'avant-garde de la macronie – alors socialiste – ces « Jeunes avec Macron » qui, de Pierre Person à Aurélien Taché, avaient déjà tenté de prendre sans succès le MJS et qui deviendront tous députés, Séjourné associe Gabriel Attal à leur bande et tente dans un premier temps d'appuyer Moscovici. Las, la manœuvre échoue, et celui-ci, exfiltré à la Commission Européenne, les laisse orphelins.

[31] « La simple évocation du nom de Séjourné suffit à faire blêmir ou frémir n'importe quel élu de la majorité », Le Point, 12 octobre 2017

C'est alors qu'intervient le « miracle Macron », permis par les réseaux que nous avons décrits, l'appui de l'inspection des finances, de Jean-Pierre Jouyet et du duopole Niel-Arnault, au mépris de toute démocratie. Creux incarné sans autre trajectoire que celle consistant à servir son ambition, et prêt à spolier le bien commun au service de ceux qui pourraient le servir, issu du lycée jésuite La Providence qui joue un rôle similaire à celui de l'Alsacienne à Amiens, ayant bénéficié de l'appui d'un père alors tout puissant et de la famille Trogneux, flambant héritier de la bourgeoisie provinciale maîtrisant l'ensemble des rouages de la « méritocratie républicaine » ayant séduit Hermand comme il le ferait de Jouyet, Emmanuel Macron s'est vu, malgré son double échec à l'ENS Ulm, lui aussi propulsé en quelques années au sein du gotha qu'il arrive à convaincre de le soutenir alors que s'effondrent l'ensemble des candidats du système, de Fillon à Juppé en passant par Hollande, Valls et Sarkozy. Nommé ministre par un Président aux abois alors même qu'il vient de quitter l'Élysée afin de créer un cabinet de lobbying, Macron n'a qu'une ambition là encore, se servir, mais manque cependant de réseaux pour alimenter son cabinet. C'est le paradoxe : la propulsion a été si rapide qu'il manque d'individus de confiance, capables de préparer l'étape d'après. D'une jeune garde que Séjourné d'un côté, Griveaux et Emelien de l'autre, sauront lui apporter.

*

L'ambition sans contenu du nouveau ministre, dont la seule croyance est déposée en le système qui l'a constitué, se reflète parfaitement en celle d'Emelien, de Griveaux, de Séjourné et de la bande de Poitiers et leurs assimilés. Lorsque Macron cherche un conseiller parlementaire, le jeune Séjourné apparaît d'autant plus idéal qu'outre une absence complète de pensée proche de celle de son maître, il se trouve intégré au sein de l'un des plus importants pouvoirs socialistes, se dit en mesure

de siphonner pour lui le courant de Moscovici « besoin de gauche » dont il a volé les listings, et se montre nourri aux mêmes ambitions que son jeune aîné. Chargé d'assurer le succès de la loi Macron, Séjourné échoue par suite d'une manœuvre de Manuel Valls – auquel il avait tenté de le faire s'allier *via* Julien Dray – moment qui scelle un lien de solidarité avec son ministre, l'injustice ressentie se doublant d'une multiplication de manœuvres visant à faire se rallier les parlementaires à son projet. Tandis que les rues se gonflent de manifestants excédés par des trahisons toujours plus marquées, et que Valls décide Macron, avec l'aide de Cazeneuve, d'imposer un maintien de l'ordre particulièrement sanglant qui fera de très nombreux blessés et radicalisera une partie de la jeunesse française, Macron et les siens s'attachent à reproduire leur situation.

Voilà que ces jeunes gens qui viennent d'échouer aux élections intermédiaires, qui n'ont aucune légitimité et voient leurs parrains s'effondrer, s'attachent à séduire les élites pour leur proposer en une nouvelle aventure. Il ne s'agit pour l'instant pas de rompre avec le pouvoir socialiste, mais bien plutôt d'en opérer la conversion finale à l'idéologie dominante et d'en saisir les derniers rouages. Faute de soutien populaire – les trahisons se payant – et ayant dégoûté les militants, le seul enjeu est maintenant de s'assurer le soutien de l'oligarchie et, par ses moyens financiers, médiatiques et étatiques, s'imposer aux autres concurrents.

Jouant d'un double jeu, grassement rémunérés pour ce faire, participant à la paralysie du gouvernement, dans le silence des médias et de l'*establishment,* les jeunes impétrants mettent en place une véritable stratégie de mobilisation des moyens de l'Etat au service du futur président de la République, qui lui continue sa conquête des hautes sphères à travers les individus sus-mentionnés. Attal se trouve au cœur de ce dispositif, et mobilise avec ses acolytes d'ahurissants moyens, discrètement mis en œuvre afin d'assurer, à défaut de sa nomination à Matignon, son élection.

Profitant de l'étrange pudeur qui saisit l'oligarchie lorsqu'il s'agit de révéler ses relais d'influence, Gabriel Attal et Stéphane

Séjourné se trouvent presque par hasard au cœur du dispositif et vont former l'un de ces « power couples » qui placent et déplacent les hommes et femmes selon leurs affinités et calculs politiques, utilisant les moyens de l'État pour se servir sans ne jamais avoir à rendre de comptes à qui que ce soit. Peu leur importe alors la déliquescence d'un pouvoir socialiste qu'ils se contentent de piller, ainsi que les idées portées par leur gouvernement : il s'agit maintenant de se soutenir, se promouvoir et s'installer. Quentin Lafay, est envoyé au ministère de l'économie comme plume d'Emmanuel Macron[32], avant d'être propulsé à l'Elysée. Attal, qui est maintenant doublement intégré *via Séjourné* et son camarade de cabinet Benjamin Griveaux dans la Macronie défendra la nomination de ce dernier au gouvernement tandis que Séjourné accompagnera Emelien à l'Elysée. Séjourné s'assurera lui que son conjoint, mais aussi Person – qui lui a demandé de l'aide alors qu'il était à Bercy afin de le pistonner aux relations publiques chez Uber – Taché et quelques autres, fondateurs des *Jeunes Avec Macron*, financés discrètement par M. Hermand et Bergé et en rivalité avec Ismaël Emelien, obtiennent en temps voulu leurs circonscriptions, en représentant le Président au sein du comité d'investiture d'un parti censé écarter toutes les pratiques de l'Ancien monde, et qui ne filtrera mot de ces cas de népotisme avérés[33]. Entre temps, il s'agit de recruter à tour de bras, explosant les budgets de représentation et les effectifs de cabinet, détournant les conseillers de leur fonction, organisant des événements dans le seul but de servir leurs ambitions.

En charge des relations avec les députés socialistes, Attal siphonne au nez et à la barbe de Marisol Touraine – qui reste fidèle à François Hollande et tente de préparer sa réélection – les réseaux parlementaires socialistes qu'il reçoit à tour de bras au

---

[32] Qui a son tour fera nommer son camarade de promotion Hugo Vergès, comme « conseiller amérique » à 27 ans, en charge des relations avec l'administration Trump après avoir eu pour seule expérience professionnelle deux stages, et sa proximité avec le là-aussi futur conseiller de Macron Aurélien Lechevallier. M. ferait ainsi partie, aux côtés de Bernard Arnault, Christine Lagarde, et de Thomas Pesquet de la cinquantaine d'invités chargés de représenter la France au dîner d'État donné à Washington en l'honneur d'Emmanuel Macron en 2018.

[33] D'autres cadres de la macronie l'imiteront, Cédric O., conseiller de Hollande devenu l'un des plus proches conseillers de Macron, faisant de sa sœur Delphine O. la suppléante de Mounir Mahjoubi et donc députée dès lors que ce dernier est nommé, comme prévu, au gouvernement.

sein de son bureau pour les recommander à Macron. Tentant tout de même d'arracher l'investiture socialiste à Vanves pour les législatives de 2017 après avoir fait la campagne de Bartolone pour les départementales, il sert en poisson-pilote discret le mouvement *En Marche*, qui se tient encore non sans raisons à la lisière du Parti Socialiste et prépare son éventuelle réintégration en son sein comme courant. Tandis que Séjourné multiplie l'organisation d'événements avec son collègue Ismaël Emelien à Bercy en faveur de leur candidat, utilisant les ressources du ministère pour inviter en moins de deux ans plusieurs milliers d'entrepreneurs et autant de cadres dirigeants à qui ils proposent immédiatement des levées de fond en faveur de leur champion[34], Attal intègre discrètement la bande des « jeunes avec Macron » qui forme l'ossature de ce qui deviendra le mouvement *En Marche* et y place ses pions. Sans ne jamais s'exposer, veillant à ne pas perdre son poste ni l'éventualité d'un adoubement socialiste, il obtient en parallèle de sa ministre la promesse d'une nomination à l'un des postes les plus prestigieux, normalement réservés à des hauts-fonctionnaires français, au sein de la branche santé de l'ONU New York. A vingt-six ans, le voilà assuré d'obtenir, soit une députation, soit l'immunité diplomatique octroyée aux fonctionnaires internationaux et, outre les diverses indemnités de fonction, le doublement de son salaire, qui le placerait au sein des 2% les mieux payés du pays. Tout cela dans l'ignorance la plus complète de sa patronne, à qui François Hollande a promis Matignon et à qui Attal continue de jurer fidélité. Tout cela, par la grâce de nos impôts.

*

Les échecs qui suivent n'importent plus guère, en un système où les rapports d'influence priment sur les idées et les engagements. La mort de son père libère Attal d'une tutelle oppressante et lui permet d'officialiser sa relation avec Séjourné, par le truchement d'un PACS qui scelle l'alliance de deux capitaux.

---

[34] Voir à titre d'exemple : https://wikileaks.org/macron-emails/emailid/8357

Utilisant les ressources sociales obtenues lors de son passage à SciencesPo, Gabriel Attal recommande des individus « bien formés », à la confiance garantie par leur appartenance aux mêmes réseaux de socialisation que ceux qu'il a investi depuis l'Alsacienne, et le fait par brassées entières à Séjourné, qui, renforcé par cet influx auprès de Macron, sait rendre à Attal l'influence que ce dernier lui permet d'acquérir. En ces temps, nulle parole politique n'est prononcée, nul engagement, nulle idée du pourquoi tout cela est fait, si ce n'est le plaisir qui en est tiré et les prébendes qui en sont attendues. L'ambition est creuse, porteuse de néant et non d'exigence, l'excitation satisfaite et, vaniteuse, n'a plus que le goût de la trahison. Macron, qui a été propulsé en urgence du fait de la catastrophe politique qui touche tous les candidats du système, doit très rapidement constituer des réseaux de confiance pour donner l'impression d'être prêt. Il faudra des mois pour qu'enfin émergent des propositions plus ou moins sérieuses - ses conseillers se montrant tout aussi incapables d'imagination et de pensée que lui, mobilisant pour tenter de « penser » conjoints et parents, dans l'indifférence et la bienveillance d'une presse trop excitée par une prise qui semble la dépasser. L'appareil de communication mis en branle fait de cette évidente difficulté un atout, transforme en originalité la faiblesse, et permet de masquer l'inanité d'une campagne montée en toute hâte pour éviter que des candidats situés en dehors du système et de l'oligarchie puissent l'emporter.

*

Attal a parfaitement compris ce qu'il peut à ce jeune homme nommé Séjourné qui n'est pas sorti des grandes écoles et ne s'est pas socialisé au sein des élites parisiennes. Les logiques de lutte contre le déclassement à l'œuvre au sein de ses anciens camarades de l'Ecole alsacienne, alors même que la crise économique et les politiques de prédation commencent à créer des entonnoirs au sein des élites, lui donnent à ce titre un avantage marqué. En position de pouvoir en un espace en expansion, il

attire dans les filets de la macronie naissante une dizaine de jeunes qu'il sollicite, teste et sait recommander. Leurs noms jonchent les Macronleaks, qui exposent leurs échanges de mails complaisants, mêlant sans fards pure ambition et propositions de service sans le moindre contenu. Attal, qui se trouve au confluent des réseaux relationnels qui ont fait se mêler anciens de l'Alsacienne et nouveaux des grandes écoles, sait en jouer, et le système qui se met en place lui permet, lorsqu'il échoue à obtenir l'investiture socialiste dans les Hauts-de-seine, de rebondir immédiatement.

Lorsqu'il obtient du néant et sans le moindre début de justification l'une des circonscriptions les plus courues et faciles d'accès du pays, personne ne moufte, car personne ne le connaît, ni lui ni les mécanismes qui lui ont permis de monter. A Vanves et Issy-les-Moulineaux, à quelques pas de Paris, là où André Santini, baron local tenant les lieux depuis vingt-ans a décidé de ne pas se représenter, où plus de soixante pour cent des électeurs viennent de voter pour Emmanuel Macron, voilà que celui dont le conjoint siège au comité d'investiture pour y représenter le Président de la République[35], se voit ouvrir un boulevard. Emmanuel Macron s'apprêtant à être élu, Attal n'a plus qu'à officialiser son *engagement*, redessiner doucement son CV, prétendre qu'il s'apprêtait à lancer une Start-Up et sans guère faire campagne, obtenir sa députation. Le 18 juin 2017, il entre en cette Assemblée nationale qu'il connaît si bien et où Alexandra R., maintenant oubliée, l'avait introduit quelques années plus tôt.

Immédiatement bombardé *whip* de la commission des affaires culturelles et éducatives grâce à l'appui silencieux de son conjoint - qui continue de taire leur relation et, devenu conseiller politique à l'Elysée, est chargé de superviser la distribution des postes au sein de la nouvelle Assemblée - Attal prend dès lors sans difficultés un ascendant incompréhensible pour le quidam sur ses nouveaux camarades députés. Nourri à la source du pouvoir, au courant de toutes les confidences de l'Élysée, ayant toujours un coup d'avance, masquant tous les ressorts de son

[35] « Il connaît - « pour les avoir choisis », fanfaronne-t-il devant ses proches - chaque élu LREM ». Le Point, 12 octobre 2017.

ascension, il est nommé dans la foulée rapporteur de la loi créant Parcoursup, dont la mise en place catastrophique n'aura là encore aucun d'effet sur la suite des événements. Tirant de sa proximité avec l'Élysée, dont les raisons ne sont jamais explicitées, une ascendance sur des journalistes sevrés par la politique du secret mise en œuvre au *château*, il échange des informations, se fait mousser, donne l'impression d'une altière supériorité. L'accès au pouvoir fascine et justifie *a posteriori* une distinction qu'autrement personne n'aurait perçu. A cet instant, plus personne n'a d'intérêt à exposer les ressorts de son ascension. La fausse pudeur en vogue dans l'oligarchie, doublée de la crainte d'un *outing* qui serait mal perçu, protègent la mystique d'Attal et sa capacité à s'imposer. Le voilà distillant à droite à gauche anecdotes, tout en couvrant de façon méticuleuse les ressorts de son ascension, obtenant de Richard Ferrand tout ce que son conjoint ordonne à ce dernier d'octroyer.

Il reste cependant à transformer cet immense capital en notoriété. Malgré l'échec de *Parcoursup*, enlisé en des polémiques interminables, et l'absence encore d'un quelconque fait de gloire, doté d'un charisme contestable et d'une éloquence incertaine, le jeune député est cependant et contre toute logique bombardé porte-parole du parti présidentiel en décembre 2017. L'insigne inconnu, âgé de vingt-huit ans, sans aucune expérience de vie, se montre incapable en un premier temps de susciter un quelconque intérêt, et tarde deux mois à provoquer le moindre article à son sujet.

C'est alors que Séjourné obtient de l'Elysée qu'il soit invité à la matinale de *France Inter* en pleine mobilisation des cheminots et des étudiants, à la place d'un Jean-Michel Blanquer qui sait très bien l'intérêt qu'il trouvera à ne pas s'exposer.

C'est alors que l'assurance de classe qu'il démontrait dès ses plus jeunes années trouve matière à expression. Ses provocations n'ont pour but que d'enfin le faire connaître, et d'évidence, l'irritation naissante montre que la partie a fonctionné. L'affaire, si elle aurait pu inquiéter, rassure Macron qui voit en ce jeune garçon un potentiel parechoc, dont l'arrogance dépasse

la sienne, et qui saura dès lors détourner les coups. Dans sa circonscription, Attal n'hésite pas à briser une grève de postiers épuisés, distribuant le courrier grimé en employé de l'ancien service public pour « défendre ses administrés » et multiplie les marques d'un rapport au monde n'ayant plus à déguiser sa véritable nature.

Les années socialistes sont écartées, et revient la véritable pensée d'un être construit et institué par et pour le service de sa classe, qui comme Macron n'a plus de raison de le masquer. Il a à peine le temps de voter contre l'interdiction du glyphosate après avoir déclaré publiquement vouloir son interdiction[36], appuyer la proposition de loi contestée sur les *fake news,* décrire le gouvernement italien comme étant « à vomir »[37] et d'appeler à la mobilisation contre le « momo challenge »[38], que l'attend l'étape d'après. Se présentant moins d'un an après son élection, à seulement 28 ans, à la présidence du groupe parlementaire majoritaire de son pays, Attal ne retire sa candidature qu'une fois assuré que quelques semaines plus tard, un ministère lui sera octroyé. L'Elysée vient de lui offrir les réseaux de Mimi Marchand, enclenchant une campagne de propagande visant à préparer et légitimer *a posteriori* sa nomination au gouvernement. Gabriel Attal, depuis ses vingt-trois ans doté d'un salaire de près de six mille euros par mois et maintenant doté de trois collaborateurs travaillant à temps plein dans le seul but d'assouvir ses ambitions, n'ayant toujours pas démontré la moindre idée ou engagement, après avoir troqué les majordomes et voitures de fonction qui le servaient au ministère de la Santé entre ses 22 et 27 ans par ceux de l'Assemblée, est intronisé sans efforts, par pure inertie, au coeur de l'État français. Lorsque, le 16 octobre 2018, il est nommé Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, avec les attributions budgétaires et politiques qui vont avec, en charge de la mise en œuvre du service universel, il est peut-être, avec son conjoint, le seul à ne pas être surpris. Une anecdote

---

36 https://www.liberation.fr/checknews/2018/09/17/quel-depute-a-vote-pour-ou-contre-l-interdiction-du-glyphosate_1679273

37 https://www.ladepeche.fr/article/2018/06/12/2816259-aquarius-imagine-france-participe-trouver-solution-humanitaire-bateau-declare-gabriel.html

38 https://www.20minutes.fr/societe/2328551-20180831-depute-lrem-gabriel-attal-demande-mesures-contre-momo-challenge-gerard-collomb

d'apparence insignifiante alors resurgit : plus d'un an après son élection, le jeune député n'avait, au moment de sa nomination, toujours pas inauguré de permanence électorale dans sa circonscription. Comme si la *star* montante de la macronie n'avait pu s'empêcher de signifier à ses propres administrés à quel point, en son parcours, ils n'avaient pas compté.

*

Alors que le peuple bruit, achevons cette fable par cette simple affirmation : ces êtres ne sont pas corrompus car ils sont la corruption. Les mécanismes de reproduction des élites et de l'entre-soi parisien, aristocratisation d'une bourgeoisie sans mérites, ont fondu notre pays jusqu'à en faire un repère à mièvres et arrogants, médiocres et malfaisants.

Nulle part ne réside plus la moindre ambition, la moindre recherche d'un engagement ou d'un don. Reste une question. Pensait-on que ces êtres serviraient des idées, eux qui se sont constitués au service d'intérêts ? Pensait-on que ces individus nous grandiraient, eux qui se sont contentés, tout au long de leur vie, de servir pour construire une ambition que rien ne venait sustenter ? Et pense-t-on vraiment qu'en de telles circonstances, la suite de l'histoire ait à être contée ?